



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/131/Add.1
25 juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
Point 87 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ENQUÊTER SUR LES PRATIQUES
ISRAËLIENNES AFFECTANT LES DROITS DE L'HOMME DU PEUPLE PALESTINIEN
ET DES AUTRES ARABES DES TERRITOIRES OCCUPÉS

Note du Secrétaire général

Additif

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale, pour la période comprise entre le 1er janvier et le 30 avril 1997, le rapport ci-joint que le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés lui a présenté, conformément aux paragraphes 5, 6 et 7 de la résolution 51/131 du 13 décembre 1996.

* A/52/150.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
LETTRE D'ENVOI		4
I. INTRODUCTION	1 - 4	5
II. RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS PAR LE COMITÉ SPÉCIAL . .	5 - 401	6
A. Situation générale	5 - 142	6
1. Évolution générale et déclarations officielles	5 - 67	6
2. Incidents dus à l'occupation	68 - 142	19
a) Palestiniens tués par des militaires ou des civils israéliens	68	19
b) Autres Palestiniens tués du fait de l'occupation	68	20
c) Autres incidents	69 - 142	21
B. Administration de la justice, y compris le droit à un procès équitable	143 - 156	39
1. Population palestinienne	143 - 148	39
2. Israéliens	149 - 156	40
C. Traitement des civils	157 - 293	42
1. Évolution générale	157 - 243	42
a) Brimades et mauvais traitements . . .	157 - 162	42
b) Châtiments collectifs	163 - 203	43
i) Maisons ou pièces démolies, murées ou mises sous scellés	163 - 180	43
ii) Imposition du couvre-feu, bouclage ou fermeture de secteurs	181 - 203	46
iii) Autres formes de châtiment collectif .	204 - 206	49
c) Expulsions	207	49
d) Situation économique et sociale . . .	208 - 223	50

/...

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
e) Autres faits nouveaux	224 - 243	53
2. Mesures touchant certaines libertés fondamentales	244 - 276	56
a) Liberté de circulation	244 - 259	56
b) Liberté de l'éducation	260 - 264	59
c) Liberté de religion	265 - 273	60
d) Liberté d'expression	274 - 276	62
3. Informations sur les activités des colons affectant la population civile	277 - 293	62
D. Traitement des détenus	294 - 327	65
1. Mesures concernant la libération des détenus	294 - 297	65
2. Autres informations concernant les détenus	298 - 327	66
E. Annexion et implantation de colonies	328 - 394	74
F. Informations concernant le Golan arabe syrien occupé	395 - 401	90

LETTRE D'ENVOI

Le 29 mai 1997

Monsieur le Secrétaire général,

Le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés a l'honneur de vous faire tenir ci-joint, conformément aux paragraphes 5, 6 et 7 de la résolution 51/131 de l'Assemblée générale, du 6 décembre 1996, un rapport périodique actualisant les informations contenues dans le rapport périodique qu'il a adopté et vous a présenté le 19 février 1997 (A/52/131). Le présent document a été établi aux fins de porter à votre attention, et à celle de l'Assemblée générale, les dernières informations sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés.

Le présent rapport périodique porte sur la période allant du 1er janvier au 30 avril 1997. Il se fonde sur des informations écrites rassemblées de diverses sources, parmi lesquelles le Comité spécial a choisi les extraits et résumés pertinents et les a présentés dans le rapport.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Comité spécial chargé
d'enquêter sur les pratiques
israéliennes affectant les droits de
l'homme du peuple palestinien et des
autres Arabes des territoires occupés

(Signé) Herman Leonard DE SILVA

Son Excellence
Monsieur Kofi Annan
Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies
New York

/...

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 51/131 du 13 décembre 1996, l'Assemblée générale :

"5. Prie le Comité spécial, en attendant qu'il soit entièrement mis fin à l'occupation israélienne, de continuer à enquêter sur la politique et les pratiques israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, en particulier sa non-application des dispositions de la Convention de Genève relatives à la protection des personnes civiles en temps de guerre, en date du 12 août 1949, de procéder avec le Comité international de la Croix-Rouge aux consultations voulues, conformément à son règlement, pour sauvegarder le bien-être et les droits de l'homme des peuples des territoires occupés, et de présenter au Secrétaire général un rapport à ce sujet le plus tôt possible et, par la suite, chaque fois qu'il y aura lieu;

6. Prie également le Comité spécial de présenter régulièrement au Secrétaire général des rapports périodiques sur la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem;

7. Prie en outre le Comité spécial de continuer à enquêter sur le traitement des prisonniers dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967."

2. Le Comité spécial a poursuivi ses travaux suivant le règlement intérieur contenu dans son premier rapport au Secrétaire général et a tenu sa deuxième série de réunions du 30 mai au 9 juin 1997 à Genève, au Caire, à Amman et à Damas. M. Herman Leonard de Silva (Sri Lanka) a continué d'assurer la présidence. Mme Absa Claude Diallo (Sénégal) et Dato Abdul Majid Mohamed (Malaisie) ont également assisté aux réunions.

3. La section II du présent rapport décrit la situation dans les territoires arabes occupés par Israël dans la mesure où elle affecte les droits de l'homme de la population civile. Les informations contenues dans le présent rapport reprennent des informations écrites reçues par le Comité spécial allant du 1er janvier au 30 avril 1997. Le Comité spécial a suivi au jour le jour la situation dans les territoires occupés, grâce aux informations parues dans la presse israélienne et dans les journaux de langue arabe et anglaise publiés dans les territoires occupés. Il a également examiné plusieurs communications et informations reçues de gouvernements, d'organisations et de particuliers au sujet de la période sur laquelle porte le présent rapport.

4. Les noms géographiques et la terminologie employés dans le présent rapport sont ceux utilisés par les sources originales et n'impliquent aucune expression d'opinion quelle qu'elle soit de la part du Comité spécial ou du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

II. RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS PAR LE COMITÉ SPÉCIAL

A. Situation générale

1. Évolution générale et déclarations officielles

5. Le 2 janvier 1997, la Ligue des États arabes a demandé que soit établi un mécanisme international pour protéger la population arabe civile des territoires palestiniens et arabes occupés contre les attaques terroristes des colons israéliens. Dans une déclaration spéciale publiée un jour après un incident au cours duquel des coups de feu ont été tirés à Hébron, la Ligue a demandé que les colons des territoires palestiniens soient désarmés et a instamment prié les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, qui parrainent ensemble le processus de paix, ainsi que l'Union européenne, d'exiger qu'Israël mette en oeuvre les accords qu'il a signés avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Rappelant le massacre de 1994 à Hébron, la Ligue a exprimé son indignation devant l'incident criminel, qu'elle a condamné, au cours duquel, le 1er janvier, un soldat israélien avait ouvert le feu sur des civils arabes à Hébron. Elle a déclaré que cette action criminelle prouvait la "fragilité" de la sécurité à Hébron et dans les autres territoires palestiniens, et qu'un mécanisme international était donc nécessaire pour protéger les Palestiniens contre les attaques terroristes des colons israéliens. (Ha'aretz, 3 janvier)

6. Le 7 janvier, le mouvement La paix maintenant a organisé une veille à la tombe de Baruch Goldstein, dans la colonie de Kiryat Arba, pour protester contre ce qu'elle estimait être la conversion de cette tombe en sanctuaire, phénomène qui encourageait d'autres personnes à suivre l'exemple de Goldstein. La tombe de Goldstein, située dans le parc Meir Kahane à l'entrée de la colonie, est entourée d'un sol dallé et des bibliothèques ont été installées pour les livres de prières, ainsi qu'un robinet pour le lavement rituel des mains. L'inscription sur la pierre tombale qualifie Goldstein de "martyr". Goldstein a tué 29 musulmans et en a blessé 125 dans le Caveau des Patriarches (mosquée d'Abraham) en 1994. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 8 janvier)

7. Le 10 janvier, on a appris que le Ministère israélien de l'intérieur procéderait conformément à la décision adoptée par la Haute Cour israélienne et retirerait leur carte d'identité à tous les Palestiniens de Jérusalem qui habitaient hors des limites de la municipalité ou à ceux qui résidaient dans des pays arabes voisins. Une règle analogue s'appliquait aux Palestiniens qui vivaient à l'étranger depuis sept ans ou plus. (The Jerusalem Times, 10 janvier)

8. Le 10 janvier, on a appris que l'Autorité palestinienne avait décidé de créer un fonds pour mettre en valeur les terres palestiniennes et les défendre. Ce fonds qui s'appellerait le Land Fund (Fonds pour la terre) donnerait les moyens aux agriculteurs et aux villageois d'entretenir leur propriété et de mettre leurs terres en valeur, en particulier celles situées à proximité des colonies, ou celles que le Gouvernement israélien voulait exproprier pour créer des colonies. (The Jerusalem Times, 10 janvier)

9. Le 10 janvier, le Ministre israélien de l'intérieur, Eli Suissa, a indiqué qu'un plan de confiscation du secteur du Djebel Abu Ghneim, près de Jérusalem,

/...

avait été mis au point. Il démentait ainsi des rapports selon lesquels le Premier Ministre israélien, Benyamin Nétanyahou avait décidé de différer des projets portant sur la construction de 6 500 logements à la périphérie sud de Jérusalem et au nord de Bethléem. Avec Ma'aleh Adumim, à l'est de Jérusalem, la construction d'une colonie sur le Djebel Abu Ghneim bouclerait le cercle de colonies qui entourent Jérusalem. (The Jerusalem Times, 10 janvier)

10. Le 15 janvier, le redéploiement partiel des troupes israéliennes à partir d'Hébron a débuté dans une atmosphère assez calme. Les soldats israéliens se sont retirés de 80 % de la ville et ont été remplacés par des membres de la force de police palestinienne. D'autres troupes israéliennes ont pris position au centre d'Hébron pour protéger les 400 colons juifs qui restaient dans la ville. La tension a monté plus tard dans la journée lorsque des Palestiniens ont lancé des pierres sur des colons juifs. (The Jerusalem Times, 17 et 24 janvier)

11. Le 16 janvier, après un débat de 12 heures, la Knesset a souscrit par 87 voix contre 17 et une abstention à l'accord sur le redéploiement à Hébron. Dans son discours de clôture, le Premier Ministre, Benyamin Nétanyahou, a déclaré qu'il estimait que cette décision était la bonne étant donné la situation qui régnait; il a ajouté qu'il espérait voir de futurs accords de paix avec les Palestiniens et avec les États arabes. Il a cependant souligné que son gouvernement préserverait et consoliderait la colonie d'Hébron, qu'il a décrite comme la ville des ancêtres et le roc de l'existence juive. Il a également déclaré que son gouvernement avait pour objectif de "préserver l'unité de Jérusalem, de garantir le droit des Juifs de s'installer sur leurs terres et d'offrir aux Palestiniens des mesures d'autonomie raisonnables excluant la souveraineté". (Ha'aretz, Jerusalem Post, 17 janvier)

12. Le 17 janvier, la ville d'Hébron a été officiellement remise à l'Autorité palestinienne. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 19 janvier)

13. Le 18 janvier, le quotidien français Le Figaro a rapporté les propos du Premier Ministre, Benyamin Nétanyahou, selon lequel l'avenir de Jérusalem ne serait jamais négocié. Selon ce journal, le Premier Ministre a dit qu'il pouvait imaginer un État palestinien, à condition que le terme "État" soit défini avec soin afin de protéger la sécurité et les intérêts israéliens. "Nous ne voulons ni gouverner les Palestiniens ni nous ingérer dans leur existence" a dit M. Nétanyahou, "mais nous ne souhaitons pas nous trouver dans une position menaçant nos vies et notre avenir". (Jerusalem Post, 19 janvier)

14. Le 19 janvier, dans un discours de conciliation, le Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a déclaré à une foule de quelque 50 000 habitants d'Hébron que tout le peuple israélien avait fait la paix avec les Palestiniens et que les Palestiniens ne cherchaient pas l'affrontement avec les colons juifs d'Hébron. Passant sous silence le fait que 20 % de la ville était encore sous le contrôle des forces de défense israélienne (FDI), M. Arafat a répété trois fois qu'Hébron était libéré, et a rappelé qu'à la Knesset 87 voix s'étaient portées en faveur de la paix, ce qui représentait une nouveauté au Moyen-Orient. (Jerusalem Post, 20 janvier)

15. Le 20 janvier, le Premier Ministre, Benyamin Nétanyahou, a spécifié qu'Israël continuerait à construire des colonies dans les territoires, y compris à Hébron. Lors d'une réunion du Comité des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, le Premier Ministre a déclaré que ni les Accords d'Oslo ni l'accord sur Hébron n'excluaient la poursuite de constructions en Judée-et-Samarie (Rive occidentale). (Ha'aretz, Jerusalem Post, 21 janvier)

16. Le 24 janvier, des sources palestiniennes ont cité une déclaration attribuée au Premier Ministre, Benyamin Nétanyahou, selon laquelle son gouvernement s'était engagé à libérer les Palestiniennes se trouvant en prison mais aucune date précise n'était donnée. Les prisonnières palestiniennes actuellement dans les prisons israéliennes seraient au nombre de 37 et leur libération devait avoir lieu peu après la signature de l'Accord d'Oslo II. Nétanyahou a démenti les rapports selon lesquels son gouvernement avait accepté de libérer le chef spirituel du Hamas, cheikh Ahmad Yassin, dans le cadre de l'Accord d'Hébron. Il a toutefois déclaré qu'Israël pourrait envisager la libération de Yassin mais que cela dépendrait de son état de santé. (The Jerusalem Times, 24 janvier)

17. Le 24 janvier, des Palestiniens auraient réagi avec colère lorsque le commandant israélien du secteur du Centre, le général Uzi Dayan, avait menacé d'envoyer des chars dans le Wadi A-Teen, près de Tulkarem, afin de faire de la place pour des projets israéliens. Ces remarques du général répondaient à la fermeté manifestée par les villageois du secteur en empêchant que des carrières et des tailleurs de pierre israéliens ne soient installés sur leurs terres. (The Jerusalem Times, 24 janvier)

18. Le 27 janvier, l'organisation B'tselem de défense des droits de l'homme a demandé au Procureur général aux forces armées, le général de brigade Shlomo Shaham, d'ouvrir une enquête contre l'officier commandant les FDI dans le secteur d'Hébron, soupçonné d'avoir interdit à ses soldats de tirer sur des Juifs qui se livraient à des attentats. Le chef de B'tselem a déclaré que certains indices donnaient à penser que les instructions données aux soldats des FDI plaçaient la vie d'un Juif qui commettait une attaque au-dessus de celle des personnes qu'ils visaient. (Ha'aretz, 28 janvier)

19. Le 29 janvier, le Ministre israélien de l'intérieur, Eli Suissa, a informé la Knesset que 600 cartes d'identité avaient été retirées jusqu'à présent à des résidents de Jérusalem-Est. C'était la première fois que le Gouvernement israélien admettait poursuivre une politique de retrait des cartes d'identité. Par la suite, il a été signalé que de nouvelles instructions avaient été données au sujet de la délivrance de cartes d'identité à Jérusalem. Les nouveaux demandeurs devaient d'abord déposer une demande au titre du programme de regroupement familial auprès de l'antenne de Jérusalem-Est du Ministère de l'intérieur, avant que des fonctionnaires acceptent de traiter ces formulaires comme des demandes de carte d'identité. Le même processus s'appliquait à deux autres catégories de personnes : celles dont la carte d'identité avait été perdue ou volée et celles qui voulaient échanger leur carte d'identité détériorée contre une nouvelle. Les demandeurs devaient désormais fournir les mêmes documents que ceux qui étaient requis des demandeurs au titre du regroupement familial. (The Jerusalem Times, 31 janvier)

20. Le 30 janvier, cheikh Yusuf Abu Sanina, prédicateur à la mosquée Al-Aqsa, a déclaré au cours des prières du quatrième Vendredi de Ramadan qu'Israël n'avait pas l'intention de rendre au peuple palestinien ses droits légitimes et avait au contraire engagé une course contre la montre pour transformer les terres palestiniennes et les hauteurs du Golan en colonies, sortes de "cancer" au coeur de la nation islamique. Cheikh Abu Sanina a en outre accusé les autorités israéliennes d'avoir déclaré une "guerre psychologique" aux résidents palestiniens de Jérusalem afin de les faire partir de la ville. Il en a donné pour exemple la distribution de cartes magnétiques qui, selon lui, étaient destinées à empêcher les Palestiniens d'entrer dans Jérusalem et à restreindre leur accès à des lieux saints. Il a conclu en avertissant que les mesures prises par Israël à Jérusalem compromettaient l'existence des Arabes et des musulmans dans cette ville. (Ha'aretz, 2 février)

21. Le 31 janvier, le chef de l'Équipe de sécurité palestinienne a annoncé que les autorités israéliennes avaient décidé de supprimer tous les points de contrôle établis dans toute la Rive occidentale à la suite des affrontements entre Palestiniens et Israéliens de septembre 1996. (The Jerusalem Times, 7 février)

22. Le 14 février, on a appris que l'Autorité palestinienne avait adressé une protestation officielle à Israël au sujet des tentatives d'implantation d'un atelier de taille de pierre dans la région de la vallée A-Teen, près de Tulkarem, après que des heurts eurent opposés des habitants de la vallée et des géomètres israéliens. Cette région est bordée par la Ligne verte, la frontière avec Israël. (The Jerusalem Times, 14 février)

23. Le 14 février, on a appris que le groupe israélien de défense des droits de l'homme Hamoked avait révélé qu'Israël avait refusé d'accorder le statut de résident permanent à des adolescents dont les parents, de Cisjordanie, avaient passé plusieurs années à l'étranger. Hamoked a déclaré que le Gouvernement israélien avait violé une loi militaire stipulant que le Gouvernement devait accorder le statut de résident permanent à tous les Palestiniens de Cisjordanie ayant atteint l'âge de 16 ans lorsque que l'un des deux parents avait déjà ce statut. On a pu lire par ailleurs dans la publication mensuelle du Ministère de l'intérieur de l'Autorité palestinienne à Gaza qu'Israël se fondait sur une loi de 1952 l'autorisant à supprimer les droits de résidence permanente lorsqu'il le jugeait nécessaire, afin de réduire le nombre des Arabes de Jérusalem lorsque les négociations sur le statut définitif commenceraient. Il était dit également dans le rapport mensuel que le Gouvernement israélien prenait de nouvelles mesures contre les Palestiniens détenteurs d'un passeport jordanien et mariés à des femmes de Jérusalem. Le Ministère avait annulé des visas, refusant de prolonger la période de résidence des intéressés, et contraint des hommes à remettre aux autorités la carte d'identité de leur épouse. (The Jerusalem Times, 14 février)

24. Le 16 février, il a été signalé que le Ministère de la justice avait achevé la rédaction d'un projet de loi qui empêcherait des milliers de Palestiniens blessés par des soldats des Forces de défense israéliennes (FDI) pendant l'Intifada de toucher une indemnisation, à l'exception de "cas humanitaires spéciaux". En outre, le projet de loi proposé, appelé "Loi sur les blessures liées à l'Intifada" rendrait caduques les demandes d'indemnisation déjà déposées

auprès des tribunaux israéliens et déchargerait le Service général de sécurité (SGS) de toute responsabilité en ce qui concernait le versement d'indemnités aux personnes affirmant avoir subi des blessures ou avoir été traumatisées au cours d'interrogatoires. Or des demandes d'indemnisation présentées par des centaines de Palestiniens et représentant 1 milliard de NIS seraient non encore réglées par les tribunaux israéliens (Ha'aretz, Jerusalem Post, 16 février)

25. Le 17 février, Israël et l'Autorité palestinienne ont repris les patrouilles militaires conjointes à Tulkarem, septième et dernière ville où les patrouilles avaient repris après avoir été suspendues à la suite des heurts qui avaient eu lieu en septembre dans les territoires. (Jerusalem Post, 18 février)

26. Le 19 février, Faisal Husseini, ministre de l'Autorité palestinienne sans portefeuille, a déclaré que la construction d'une colonie sur le Djebel Abu Ghneim, au sud de Jérusalem, équivalait à une déclaration de guerre. (The Jerusalem Times, 21 février)

27. Le 20 février, la Société palestinienne pour la protection des droits de l'homme a publié un rapport annuel en deux parties sur les violations des droits de l'homme commises en 1996 par Israël et par l'Autorité palestinienne. Dans la partie consacrée à Israël elle insistait sur le fait que, du point de vue juridique, l'occupation israélienne se poursuivait de même que la mainmise sur la vie des Palestiniens par le biais de violations systématiques de leurs droits économiques et politiques. Elle déclarait que l'on avait assisté à une recrudescence des violences de la part des colons ainsi que des confiscations de terres depuis l'élection, en mai, du Premier Ministre Benyamin Nétanyahou. Il était indiqué que la deuxième moitié de l'année avait été marquée par une augmentation de la fréquence des avertissements selon lesquels les logements palestiniens "illégaux" de la zone C seraient démolis. On faisait observer que la construction de logements "illégaux" était une véritable nécessité étant donné que depuis des années le Comité israélien de la construction et de la planification refusait d'octroyer des permis de construction aux Palestiniens. Il était précisé que les tribunaux israéliens étaient saisis d'environ 1 200 ordres de démolition. Des milliers de Palestiniens, dont 300 frappés d'internement administratif, continuaient d'être détenus dans les prisons israéliennes. Soixante-trois Palestiniens – dont 11 enfants – avaient été tués par des soldats des FDI pendant les heurts de septembre. Plus de 2 000 Palestiniens avaient été blessés, le plus souvent dans la partie supérieure du corps. Il était affirmé que cela avait pour but d'empêcher tout danger menaçant la vie des soldats. Le rapport contenait un compte rendu détaillé des incidents au cours desquels des Palestiniens avaient été tués par les soldats des FDI et par des colons. Il était affirmé que l'amende symbolique à laquelle avaient été condamnés les quatre soldats reconnus coupables d'avoir provoqué la mort par négligence ne servait pas de mesure dissuasive mais avait bien l'effet contraire. Des cas d'humiliation de Palestiniens aux barrages routiers des FDI étaient aussi dûment étayés. Il ressortait du rapport que les Palestiniens continuaient de vivre en craignant constamment pour leur vie, leur sécurité personnelle, leur avenir, leurs biens et leur honneur. L'espoir que l'établissement de l'Autorité palestinienne et le développement de l'autonomie leur permettraient de jouir de leurs droits fondamentaux avait été ruiné. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 21 février)

28. Le 20 février, le général de brigade Ya'acov Or a été officiellement nommé Coordonnateur des activités du Gouvernement dans les territoires. Il avait été, entre autres, l'officier commandant les troupes des FDI dans la bande de Gaza au début de l'Intifada et l'officier commandant les FDI en Cisjordanie et avait remplacé le général de division Oren Shahor. (Ha'aretz, 21 février)

29. Le 21 février, on a appris qu'Israël avait adressé une protestation à l'Autorité palestinienne au sujet des prisonnières libérées la semaine précédente après que leur eurent été confiés des postes dans l'appareil de sécurité palestinien. (The Jerusalem Times, 21 février)

30. Le 23 février, il a été rapporté que des responsables palestiniens continuaient à mettre en garde contre une détérioration des relations avec Israël dans le cas où le Gouvernement israélien poursuivrait sa politique de colonisation à Jérusalem et en Cisjordanie. Dans une déclaration, le Cabinet de l'Autorité palestinienne tenait à faire savoir qu'Israël serait entièrement responsable des conséquences des travaux de construction à Jérusalem-Est. Dans un entretien accordé à la "Voix de la Palestine", le Secrétaire général du Cabinet palestinien, Ahmed Abed Al Rahaman, a déclaré qu'Israël se trompait s'il pensait que les Palestiniens se croiseraient les bras tandis que leur patrie était découpée en cantons. Il a ajouté que les Israéliens ne cherchaient pas à établir des relations basées sur la confiance, ainsi qu'il ressortait de leur politique relative à la Cisjordanie et à Jérusalem et qu'ils voulaient que les Palestiniens travaillent comme ouvriers dans leurs usines, assurent un débouché à leurs produits et vivent dans des cantons. (Ha'aretz, 23 février)

31. Le 26 février, des États membres de la Ligue arabe ont demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU afin de faire revenir Israël sur sa décision de construire une nouvelle colonie juive dans le quartier de Har Homa à Jérusalem-Est. (Ha'aretz, 28 février)

32. Le 26 février, un comité ministériel israélien a décidé de commencer les travaux de la colonie de Har Homa, sur un site connu des Palestiniens, sous le nom de Djebel Abu Ghneim. Le Premier Ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a expliqué que, dans un premier temps, 3 000 logements seraient construits pour les Palestiniens vivant à Jérusalem, suivis de 6 000 autres dont la construction serait achevée au terme d'une longue procédure bureaucratique. The Jerusalem Times souligne qu'il n'est pas question dans la décision du comité du démarrage immédiat des travaux de construction de logements pour les Arabes de la ville mais des travaux préparatoires pour la mise en place d'une infrastructure en vue de la construction de futurs logements. Le journal ajoute que lorsque M. Nétanyahou a parlé de 3 000 logements environ pour les Arabes de Jérusalem, il parlait en fait de l'éventuelle capacité d'absorption de logements neufs des quartiers concernés par le projet. Les Palestiniens devraient demander des permis de construire dans tel ou tel de ces quartiers, au nombre de 10 au total, et attendre qu'ils leur soient délivrés. Par ailleurs, le Ministère israélien des affaires étrangères a déclaré que 75 % des terrains sur lesquels la nouvelle colonie allait être bâtie appartenaient à des Juifs contre 25 % seulement à des Arabes. Sur ces 75 %, un terrain de 136 dounams appartenait apparemment autrefois à un Palestinien arabe vivant actuellement aux États-Unis, qui l'avait vendu à des investisseurs juifs. (The Jerusalem Times, 28 février)

33. Le 2 mars, il a été indiqué que le général de division Uzi Dayan, commandant de la région centrale, avait invité les colons de Cisjordanie à porter leurs armes où qu'ils aillent parce que des attaques étaient à craindre dans la région. Il leur a cependant demandé d'éviter les frictions avec les Palestiniens. (Ha'aretz, 2 mars)

34. Le 3 mars, une grève générale a eu lieu sur l'ensemble des territoires pour protester contre la décision prise par le Gouvernement israélien de faire construire la colonie de peuplement juive d'Har Homa à Jérusalem-Est. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 4 mars)

35. Le 4 mars, le Premier Ministre Benyamin Nétanyahou a ordonné la fermeture de quatre bureaux palestiniens à Jérusalem. Cette décision aurait été prise sur la base d'une recommandation formulée par le chef des forces antiterroristes, le général de division Meir Dagan. Ces quatre bureaux étaient les suivants : Welfare and Development Committee (Comité de la protection sociale et du développement), National Islamic Committee Confronting Settlements (Comité islamique national d'opposition aux implantations de colonies), Institute for the Wounded (Institut pour les blessés) et l'Office for National Institutions (Bureau des institutions nationales). Des responsables palestiniens ont déclaré que cette décision avait été prise pour aviver les tensions et saboter le processus de paix. Faisal Husseini, principal représentant palestinien à Jérusalem, l'a qualifiée de provocation délibérée. Dans un autre contexte, M. Nétanyahou a déclaré que son gouvernement n'avait pas autorisé la construction de nouvelles colonies de peuplement dans les territoires parce qu'il y avait encore des travaux à faire dans les colonies existantes. Son gouvernement avait cependant remis les colonies sur la liste des priorités nationales et ne freinait la croissance ni des communautés juives ni des communautés arabes en Judée, en Samarie (Cisjordanie) et à Gaza. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 5 et 6 mars)

36. Le 6 mars, 42 familles du groupe ethnique bédouin Jahalin ont introduit devant la Haute Cour de justice une requête contre leur expulsion de la zone de Ma'aleh Adumim et leur transfert dans un site dépourvu de tout aménagement à 500 m du dépôt d'ordures de la zone de Jérusalem. Les requérants ont fait valoir qu'ils y étaient en danger de mort du fait des risques pour leur santé. Ils ont aussi déclaré que les nombreux chiens errants qui vivaient dans le secteur menaçaient leurs troupeaux. Les familles ont indiqué que les tentes de l'UNRWA dans lesquelles elles vivaient avaient été renversées par le vent lors de tempêtes et ont demandé à la Cour d'ordonner au Gouvernement de leur construire un nouveau quartier pour remplacer ce que l'on a appelé "le plus récent camp de réfugiés palestiniens". Elles ont aussi demandé qu'on leur donne des caravanes avec eau courante, chauffage, toilettes et électricité en attendant que ce quartier soit construit. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 7 mars)

37. Le 6 mars, des sources palestiniennes et israéliennes ont confirmé que la deuxième phase du redéploiement de l'armée israélienne des secteurs A et B de la Rive occidentale couvrirait 8 à 10 % de l'ensemble de ce dernier territoire. Elles ont également confirmé que l'évacuation aurait lieu les jours qui suivaient. Le Gouvernement israélien a décidé d'interrompre ou peut-être de suspendre la démolition des maisons arabes du secteur C qui, dans sa vie

quotidienne et pour sa sécurité, était sous la totale dépendance d'Israël. (The Jerusalem Times, 7 mars)

38. Le 7 mars, on a appris que le chef du Département de cartographie à la Maison de l'Orient, Khalil Toufakji, avait noté que la décision israélienne concernant les logements neufs destinés aux Palestiniens de Jérusalem ne mentionnait pas la construction directe ou immédiate de logements pour les Arabes. Il a ajouté qu'à supposer que les travaux de construction du côté arabe commencent le lendemain, les logements ne seraient pas similaires à ceux qui sont construits pour les Juifs. Il a déclaré qu'en Israël, les Israéliens étaient autorisés à construire des grands ensembles pouvant compter jusqu'à 10 étages alors que dans la partie arabe de la ville, le nombre maximum des étages autorisés était de quatre, ce qui signifiait qu'il n'était pas possible de construire de véritables ensembles résidentiels. (The Jerusalem Times, 7 mars)

39. Le 8 mars, des pays arabes ont demandé la convocation d'une session d'urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies un jour après que les États-Unis eurent opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité demandant à Israël d'abandonner les plans de construction d'un nouveau quartier juif à Har Homa à Jérusalem-Est. Quatorze des membres du Conseil avaient voté pour le projet de résolution et seuls les États-Unis avaient voté contre. Selon le texte du projet de résolution rejeté, le Conseil de sécurité se serait déclaré profondément préoccupé par la décision que le Gouvernement israélien avait prise d'entreprendre de nouvelles activités de peuplement dans la zone de Djabal Abou Ghounaym, à Jérusalem-Est. Il aurait demandé aux autorités israéliennes de s'abstenir de toute action ou mesure, y compris l'implantation de colonies de peuplement, qui tendrait à modifier la situation sur le terrain, anticipant sur l'issue des négociations sur le statut définitif, et aurait des incidences préjudiciables sur le processus de paix au Moyen-Orient. (Jerusalem Post, 9 mars)

40. Le 9 mars, le Roi Hussein de Jordanie a adressé au Premier Ministre Benyamin Nétanyahou, une lettre dans laquelle il a exprimé la crainte que M. Nétanyahou n'agisse pas comme partenaire pour la paix et que ses politiques, en particulier la construction de la nouvelle colonie juive d'Har Homa à Jérusalem-Est, ne rendent un bain de sang virtuellement impossible à éviter. Dans cette lettre de trois pages, le Roi Hussein écrivait :

"Ma consternation est sincère et profonde face à la succession de mesures tragiques que vous avez prises en tant que chef du Gouvernement israélien. L'instauration de la paix, le plus noble objectif de toute ma vie, ressemble de plus en plus à un mirage lointain et inaccessible. Je pourrais rester indifférent si les vies mêmes de tous les Arabes et Israéliens et leur avenir ne glissaient pas rapidement vers l'abîme, vers des bains de sang et des catastrophes sans fin suscités par la crainte et le désespoir... Monsieur le Premier Ministre, si vous voulez pousser nos frères palestiniens vers une résistance violente inévitable, faites venir vos bulldozers sur le site proposé pour créer la colonie de peuplement en faisant fi de la sensibilité palestinienne et arabe. Puis ordonnez aux jeunes membres israéliens de vos puissantes forces armées qui

/...

entourent les villes palestiniennes de se livrer aveuglément à des massacres et à des destructions; un nouvel exode d'infortunés Palestiniens des terres qui sont les leurs et celles de leurs ancêtres et la fin définitive du processus de paix pourraient en résulter." (Jerusalem Post, 12 mars)

41. Le 9 mars, lors d'une rencontre avec le Ministre des affaires étrangères David Levi à Jérusalem qui s'est achevée dans un climat de crise, les représentants palestiniens ont rejeté un plan selon lequel les Israéliens évacueraient 9 % de la surface de la Cisjordanie. Outre qu'ils ont rejeté l'ampleur de ce redéploiement, les Palestiniens ont fait valoir qu'il aurait fallu les consulter avant de prendre une telle décision. Il y a eu aussi lors de la réunion désaccord sur le plan de création de la colonie d'Har Homa et la fermeture de quatre bureaux palestiniens à Jérusalem-Est. Le Secrétaire général de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas ayant demandé qu'Israël reconsidère la question de la construction de cette colonie, M. Levi a déclaré que la position d'Israël n'avait pas changé et que rien dans les Accords d'Oslo n'interdisait à Israël de construire où bon lui semblait pendant la période intérimaire, à plus forte raison à Jérusalem. À la suite des protestations de M. Abbas, M. Levi a dit que les Palestiniens devaient être moins exigeants. (Jerusalem Post, 10 mars)

42. Le 10 mars, le Gouvernement israélien a fait connaître sa décision d'autoriser les Juifs à utiliser la mosquée Al Aqsa comme lieu de prières. L'avis précisait qu'il n'avait jamais été interdit aux Juifs d'y faire leurs dévotions. (The Jerusalem Times, 14 mars)

43. Le 13 mars, l'Assemblée générale a par une écrasante majorité de 130 voix contre 2 adopté une résolution appelant Israël à revenir sur sa décision de créer en place une colonie de peuplement juive à Har Homa. Les États-Unis, qui avaient été critiqués pour avoir empêché le 7 mars l'adoption d'une résolution similaire par le Conseil de sécurité, ont avec Israël voté contre la résolution demandant à ce dernier de s'abstenir de toute action ou mesure, y compris l'implantation de colonies de peuplement, qui tendrait à modifier la situation sur le terrain, anticipant sur l'issue des négociations sur le statut définitif, et aurait des incidences préjudiciables sur le processus de paix au Moyen-Orient. Dans sa résolution, l'Assemblée générale faisait référence au projet d'Har Homa en employant l'expression "nouvelles activités de peuplement dans la zone de Djebel Abou Ghounaym, à Jérusalem-Est", et qualifiait ces activités d'illégales. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 14 mars)

44. Le 13 mars, le Président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat a ouvert une séance du Conseil législatif palestinien de Bethléem par une attaque contre ce qu'il a décrit comme un monstre appelé colonies de peuplement qui dévorait les terres palestiniennes et détruisait le processus de paix. M. Arafat a déclaré que le projet de construction d'Har Homa et la poursuite du redéploiement des troupes israéliennes n'étaient que deux des plus de 70 questions qu'il restait à régler avec Israël. Il n'a reconnu aucun mérite à M. Nétanyahou pour des mesures que ce dernier avait prises, et notamment pour la libération de toutes les détenues. Cette dernière mesure n'avait été prise qu'après 60 "disputes" entre eux. Enfin, il a déclaré qu'Israël ne payait pas ses dettes à l'Autorité palestinienne. (Jerusalem Post, 14 mars)

45. Le 14 mars, il a été signalé que le Gouvernement israélien avait décidé de ne pas fermer quatre institutions palestiniennes à Jérusalem après que les agents de la sécurité et les conseillers juridiques ont convaincu le Ministre de la sécurité intérieure, Avigdor Kahalani, que lesdites institutions ne représentaient en rien les intérêts de l'Autorité palestinienne. (The Jerusalem Times, 14 mars)

46. Le 14 mars, on a appris que le Premier Ministre israélien Benyamin Nétanyahou avait, lors d'une conférence de presse, déclaré que les travaux de construction commenceraient bientôt sur la colline de Djebel Abou Ghounaym. Le Jerusalem Times a fait observer à propos du plan de construction de logements des Arabes de M. Nétanyahou, que les logements prévus pour les Juifs étaient fondés sur des plans de financement public bien conçus alors que les constructions pour les Arabes dépendraient de l'initiative personnelle et de capitaux privés. L'hebdomadaire a également déclaré que selon un rapport municipal datant de 1994 un espace avait été réservé dans Jérusalem-Est pour 15 210 logements. Le plan du Premier Ministre n'en prévoyait que 3 000 pour les Palestiniens. (The Jerusalem Times, 14 mars)

47. Le 19 mars, des bulldozers et des géomètres escortés par des troupes israéliennes sont arrivés au Djebel Abou Ghounaym pour commencer les travaux, en dépit de la condamnation internationale. Les travaux de nivellement des sols ont commencé le lendemain. Il y avait une forte présence militaire israélienne sur les lieux, mais l'on n'a pas signalé d'incident majeur pendant les premières journées de travail. Toutes les villes et cités palestiniennes de la Rive occidentale ont été déclarées zones militaires interdites par les Israéliens. Les Juifs ont reçu l'ordre de laisser le tombeau de Joseph à Naplouse et celui de Rachel à Bethléem. Les troupes ont été renforcées sur la Rive occidentale en prévision des échauffourées avec les Palestiniens. Des contacts entre autorités palestiniennes et autorités israéliennes ont été interrompus après qu'une rencontre entre le Président Arafat et le Premier Ministre Nétanyahou n'a pu être coordonnée. (The Jerusalem Times, 21 mars)

48. Le 21 mars, pour la deuxième fois en deux semaines, les États-Unis ont exercé leur droit de veto pour empêcher le Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter une résolution appelant Israël à arrêter les travaux de construction à Har Homa à Jérusalem. Les États-Unis ont cependant fait savoir que leur veto ne devait pas être interprété comme le signe qu'ils appuyaient le projet. Les membres du Conseil ont aussi publié une déclaration exprimant leur horreur à la suite de l'attentat-suicide à la bombe commis dans un café de Tel Aviv. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a condamné cet attentat et a appelé les parties à faire en sorte que des actes odieux de cette nature ne puissent pas faire échouer le processus de paix. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 23 mars)

49. Le 21 mars, on a appris que le Comité général pour la défense des terres avait condamné la décision prise par Israël de confisquer des centaines de dounams de terres appartenant à la ville d'Anata en vue de développer la colonie de Talmon. Anata se trouve juste aux abords de Jérusalem, au nord-est de la ville. Des milliers de dounams de terres avaient déjà été confisqués à Anata en février 1997, et ce, au profit de la colonie Ma'aleh Adumim. D'autres terres furent également confisquées par la suite pour goudronner une nouvelle route de

desserte des colonies. Sur les 35 000 dounams de terres qui avaient appartenu à Anata, il n'en restait que 1 300. (The Jerusalem Times, 21 mars)

50. Le 23 mars, le Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a déclaré à Islamabad que le processus de paix était sur le point de s'effondrer et a appelé les dirigeants islamiques à délivrer Jérusalem d'Israël. Dans un discours de 10 minutes, M. Arafat a accusé Israël d'aller à l'encontre de ce qui avait été convenu au titre du processus de paix et déclaré que le temps était compté. Arafat a dit : "De très graves événements et évolutions concernant le processus de paix nous ont presque conduits dans une impasse, ce qui menace l'ensemble du processus de paix et pourrait saper les réalisations obtenues dans le cadre dudit processus et les espoirs qu'il a suscités". (Jerusalem Post, 24 mars)

51. Le 27 mars, le Conseil législatif palestinien a terminé sa séance par un appel à la suspension des pourparlers avec Israël tant que toutes les activités de développement des colonies de peuplement n'auraient pas été arrêtées. Il a aussi lancé des appels ambigus à une résistance violente aux politiques israéliennes. (Jerusalem Post, 28 mars)

52. Le 28 mars, il a été signalé qu'une très forte agitation régnait sur la Rive occidentale, provoquée par la décision prise par Israël de construire la nouvelle colonie de Har Homa sur le Djebel Abou Ghounaym, à Jérusalem-Est. Les Palestiniens ont également été pris de colère lorsqu'Israël a décidé de réduire au taux minimal de 2 % du secteur C le redéploiement de ses troupes sur la Rive occidentale. (The Jerusalem Times, 28 mars)

53. Le 30 mars, la Voix de la Palestine a indiqué que 460 Palestiniens avaient été blessés lors des 10 jours d'affrontement avec les soldats des FDI dans les territoires. La plupart des victimes avaient été intoxiquées par inhalation de gaz lacrymogènes ou avaient été blessées par des balles en caoutchouc. (Ha'aretz, 31 mars)

54. Le 4 avril, il a été signalé que de nombreuses familles chrétiennes de la région de Bethléem avaient passé le dimanche de Pâques sur la Djebel Abou Ghounaym à visiter le campement établi par les résidents palestiniens pour protester contre la décision israélienne d'implanter une nouvelle colonie sur la colline. (The Jerusalem Times, 4 avril)

55. Le 3 avril, le Premier Ministre Benyamin Nétanyahou a réaffirmé que la construction de la colonie Har Homa, à Jérusalem, se poursuivrait comme prévu, au même titre que dans les autres colonies. Après avoir accusé Yasser Arafat de donner son approbation au "terrorisme", M. Nétanyahou a prévenu que s'il n'était pas mis fin aux actes terroristes, Israël devrait envisager des solutions qu'il a qualifiées de non diplomatiques. Commentant les remarques de M. Nétanyahou, M. Arafat a déclaré au bureau de l'agence Reuter à Gaza qu'il était opposé au terrorisme. Il a indiqué que le problème consistait à faire avancer le processus de paix et en particulier à empêcher les Israéliens de violer l'accord par la confiscation de terres palestiniennes, les travaux de construction entrepris sur la colline Abou Ghneim (Har Homa), la judaïsation de Jérusalem et le bouclage des territoires. Le 7 avril 1997, au cours d'un entretien avec le Président Bill Clinton, le Premier Ministre Benyamin Nétanyahou a répété que les

travaux dans les colonies et en particulier à Har Homa se poursuivraient. Dans une autre déclaration prononcée devant un groupe de juifs et de chrétiens, M. Nétanyahou a indiqué qu'Israël n'était pas disposé à faire certains gestes en direction des Palestiniens et en particulier à ouvrir un couloir protégé entre la bande de Gaza et la Cisjordanie ou entre des aéroports et des ports maritimes, considérant que de tels gestes ne feraient que donner libre champ au "terrorisme". (Ha'aretz, 4 avril; Jerusalem Post, 8 avril)

56. Le 4 avril, on a signalé que selon des archéologues israéliens, une route qui avait été découverte à une profondeur de six mètres durant la pose d'un système d'égouts dans la vieille ville de Jérusalem était une des rues qui conduisait à la zone du Temple à l'époque romaine. Cette rue était située à 10 mètres de distance d'un tunnel historique, connu sous le nom de Hashmonean, dont l'ouverture avait déclenché les troubles dramatiques de septembre 1996. Le chef du Département des antiquités, le général Amir Drori, avait demandé au Gouvernement israélien l'autorisation de creuser la zone et de proclamer ces fouilles l'un des projets marquant le cinquantenaire de la fondation de l'État d'Israël. (The Jerusalem Times, 4 avril)

57. Le 5 avril, des hommes d'affaires palestiniens et jordaniens ont lancé une campagne visant à créer une société holding ayant pour vocation d'acquérir et de mettre en valeur des biens immobiliers arabes à Jérusalem. Ils ont également déclaré que leur intention était d'empêcher que des biens immobiliers arabes tombent entre des mains israéliennes. (The Jerusalem Times, 4 avril)

58. Le 7 avril, le Jihad islamique a annoncé qu'il multiplierait les attentats suicides contre les colons juifs en réponse à la construction de la colonie Har Homa, dans le sud-est de Jérusalem. Dans un tract signé "Kassam", la branche armée du Jihad islamique prévenait que les colons sionistes, où qu'ils se trouvent en terre palestinienne, ne seraient pas à l'abri des armes et des bombes humaines du Jihad islamique. (Jerusalem Post, 8 avril)

59. Le 11 avril, il a été signalé qu'après sa réunion avec le Président des États-Unis, Bill Clinton, le Premier Ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, avait réaffirmé la décision de son gouvernement de poursuivre l'implantation de colonies. M. Nétanyahou a déclaré que les travaux de construction allaient se poursuivre à Har Homa, à Jérusalem et en Cisjordanie. Les Palestiniens se sont déclarés déçus que l'Administration américaine n'ait pas réussi à infléchir la politique israélienne en matière d'implantation de colonies. (The Jerusalem Times, 11 avril)

60. Le 11 avril, il a été souligné que des dizaines de chars israéliens avaient été disposés aux entrées des principales villes de Cisjordanie. Des officiers de haut rang de l'armée israélienne ont soutenu que les chars avaient été déployés aux fins de dissuasion en dehors de la zone contrôlée par l'Autorité palestinienne. Le Premier Ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, aurait ordonné à son chef d'état-major, le général de corps d'armée Amnon Shahak, de ressortir d'anciens plans d'intervention selon lesquels l'armée israélienne serait prête à envahir les zones en cas de nécessité. (The Jerusalem Times, 11 avril)

61. Le 13 avril, les forces de sécurité ont continué à arrêter de nombreux Palestiniens soupçonnés d'appartenir au Hamas ou au Jihad islamique. Les interpellations ont eu lieu dans la région du village de Tsurif, à Hébron et dans d'autres secteurs de la Cisjordanie sous contrôle des forces de sécurité israéliennes. Une source haut placée dans les services de sécurité a déclaré que 75 personnes avaient été arrêtées. Selon la même source, un projet d'attaque contre une colonie a été démasqué durant l'interrogatoire de suspects. (Ha'aretz, 14 avril)

62. Le 15 avril, Israël a réimposé une fermeture totale de la Cisjordanie quelques jours seulement après avoir commencé à introduire des mesures visant à en atténuer les effets. Un porte-parole de l'armée israélienne a déclaré que les 1 000 travailleurs palestiniens employés dans des colonies israéliennes en Cisjordanie n'auraient pas accès à leur lieu de travail. Il a expliqué que ces mesures étaient prises par le Ministre de la défense, Yitzhak Mordechai, pour éviter d'éventuelles attaques armées contre les Israéliens. (The Jerusalem Times, 17 avril)

63. Le 21 avril, il a été signalé que dans le cadre de l'intensification d'une campagne visant à étouffer la branche armée du Hamas, l'administration civile avait redoublé d'efforts pour réprimer les mosquées, comités de bienfaisance, écoles et centres de santé soutenus par le Hamas. Israël considérait apparemment la structure de protection sociale mise en place par le Hamas comme la base arrière de la branche armée du Hamas, l'accusant non seulement de financer les "terroristes", mais aussi de recruter de nouveaux membres. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 21 avril)

64. Le 23 avril, le commandant de la région Sud, le général Shlomo Yana'i, a signé un ordre interdisant le transport de pierres vers la bande de Gaza en vue d'y construire un port maritime. Cet ordre s'inscrivait apparemment dans un effort israélien visant à contrecarrer un projet que les Palestiniens avaient conçu pour prolonger de plusieurs centaines de mètres le quai du port de Gaza et y ajouter un poste de mouillage. (Ha'aretz, 24 avril)

65. Le 25 avril, l'Assemblée générale, réunie en session extraordinaire d'urgence, a adopté une résolution condamnant le projet israélien de Har Homa et en exigeant la suspension immédiate. L'Assemblée recommandait d'autre part que l'accord définitif sur le statut de Jérusalem renferme des dispositions garanties internationalement, reconnaissant la liberté de religion et d'opinion de ses habitants et assurant le libre accès des lieux saints aux fidèles de toutes les religions. Le Ministre israélien des affaires étrangères, David Levy, réagissant à la décision de l'Assemblée générale, a déclaré qu'Israël rejetait catégoriquement une résolution qu'il considérait comme partielle, dépourvue de toute justification concrète ou procédurale et même contraire aux principes du processus de paix. (Ha'aretz, 27 avril)

66. Le 25 avril, il a été signalé que des sources militaires israéliennes avaient annoncé le lancement d'une campagne contre les institutions du Hamas en Cisjordanie. Ces sources indiquaient que l'armée visait une cinquantaine d'institutions, notamment des mosquées et des organismes de bienfaisance. (The Jerusalem Times, 25 avril)

67. Le 29 avril, le Ministre israélien de la défense, Yitzhak Mordechai, a annoncé la décision d'Israël de lever la fermeture de la Cisjordanie et de la bande de Gaza à compter du 30 avril 1997. (The Jerusalem Times, 2 mai)

2. Incidents dus à l'occupation

68. Dans les tableaux ci-après, les noms des journaux sont désignés par les abréviations suivantes : H : Ha'aretz, JP : Jerusalem Post, JT : Jerusalem Times

a) Palestiniens tués par des militaires ou des civils israéliens

Date	Nom et âge	Lieu de résidence	Remarques et sources
15 janvier	Nom non communiqué, 30 ans	Village de Sur Baher (Jérusalem)	Abattu après avoir lancé des pierres sur des policiers au cours d'une poursuite dans le village de Sur Baher. (H, JP, 16 janvier)
6 février	Yasser (Abdel) Hamshari ou Alrani, 21 ans	Tulkarem ou Ramallah	Est décédé à l'hôpital de Ramallah des blessures reçues lors d'un échange de coups de feu entre la police palestinienne et des soldats des FDI après l'ouverture, en septembre 1996, du tunnel Hashmonean. (H, JP, 9 février; JT, 14 février)
25 février	Abdul Aziz Ibn Halawi, 55 ans	Village d'Hizmeh	Tué par balle par des soldats de l'unité secrète Duvdevan pendant des affrontements qui se sont produits dans le village d'Hizmeh. (H, 26 février; JT, 27 février)
29 mars	Abdullah ou Abdallah Halil Salah, 20 ou 21 ans (ou Saradiyeh)	Village de Beit Sahur (secteur de Bir Zeit)	Étudiant à l'Université de Bir Zeit. Tué par balle par des soldats des FDI lors d'émeutes près de Ramallah. Emmené à l'hôpital avec une plaie ouverte à la poitrine qui aurait été causée par une balle réelle. (H, JP, 30 mars; également relaté dans JT, 4 avril)
1er avril	Hitam Joseph Manssour, 20 ans	Village de Kalil (région de Naplouse)	Policier palestinien en civil. Blessé par balle à l'oeil durant de violents affrontements entre soldats des FDI et résidents palestiniens près d'un barrage routier dressé par les FDI à l'ouest de Naplouse. (H, JP, 2 avril; également relaté dans JT, 4 avril)
1er avril	Kamel el Zaru, 18 ans	Hébron	Abattu par des soldats des FDI de plusieurs balles dans la tête, la poitrine et le ventre alors qu'il venait de passer outre à l'ordre de s'arrêter. Selon la police et les FDI, il avait participé à une tentative de cambriolage dans la zone industrielle de la colonie de Kiryat Arba. (H, JP, 2 avril)
7 avril	Assem Rashad Kamel Arafh (âge inconnu)	Hébron	Tués par un colon. (JT, 11 avril)

Date	Nom et âge	Lieu de résidence	Remarques et sources
8 avril	Nader Sa'id, 24 ans	Hébron	Touché à l'oeil par une balle en caoutchouc tirée par un soldat à bout portant après que des émeutiers eurent lancé des pierres et des bombes incendiaires sur des soldats des FDI à Hébron. D'après des sources palestiniennes, victime de tirs aveugles d'un colon. (H, 9 avril; JP, 9 et 10 avril; également relaté dans JT, 11 avril)
8 avril	Yacoub Fahami Julani, 15 ans	Hébron	Étudiant, touché à la tête par des balles en caoutchouc lors de heurts violents entre soldats des FDI et résidents palestiniens à Hébron. (H, JP, 9 avril; également relaté dans JT, 25 avril)
8 avril	Issam Araf, 24 ou 30 ans	Hébron	Abattu d'une balle dans la poitrine par un ou deux colons qui ont affirmé qu'il avait projeté de l'acide ou du gaz lacrymogène dans leur direction. Des Palestiniens ont affirmé que les colons avaient ouvert le feu sans qu'il y ait eu provocation. (H, JP, 9 avril)
27 ou 28 avril	Issam Akabneh, (ou Abu Amiriyeh) 18 ans	Village de Haras (région de Hébron)	Lycéen. Abattu par des coups de feu tirés à la tête par les FDI lors d'une émeute au village de Haras, près d'Hébron. (H, JP, 29 avril; également relaté dans 2 mai)
30 avril	Identité non communiquée, 30 ans	Non communiqué	Abattu par des gardes frontière qui ont ouvert le feu sur la voiture à bord de laquelle il se trouvait, après que le conducteur eut tenté de les écraser, à un barrage routier dressé à Jérusalem. Décédé à l'hôpital. (H, JP, 1er mai; également relaté dans JT, 2 mai)

b) Autres Palestiniens tués du fait de l'occupation

Date	Nom et âge	Lieu de résidence	Remarques et sources
20 janvier	Lafi Rafe's Daraghme, 14 ans	Village de Tubas (secteur de Djénine)	Tué par l'explosion de munitions abandonnées par les FDI sur un champ de manoeuvres près de son village alors qu'il gardait des moutons. (JT, 24 janvier; H, 27 janvier)
21 mars	Moussa Ranimat, 28 ans (ou Abdul Khader)	Village de Tsurif (zone d'Hébron)	Membre du Hamas. Auteur d'un attentat-suicide à la bombe dans un café bondé de Tel-Aviv. (H, JP, 23 mars; également relaté dans JT, 28 mars)

Date	Nom et âge	Lieu de résidence	Remarques et sources
23 mars	Mouhammed Ahmed el Arar, 60 ans	Village de Tsurif	Selon des sources palestiniennes, mort d'une crise cardiaque après que le véhicule qui l'emmenait précipitamment à l'hôpital eut été retardé pendant une demi-heure à un barrage routier des FDI à l'extérieur du village de Tsurif qui avait été soumis au couvre-feu à partir du 21 mars, après un attentat-suicide à la bombe commis par l'un de ses résidents à Tel-Aviv. (H, 24 mars)
1er avril	Ranouar Ahmed el Shabrawi (âge inconnu)	Camp de réfugiés de Jabalia (bande de Gaza)	Membre du Jihad islamique auteur d'un attentat-suicide. A fait exploser la bombe qu'il transportait près de la colonie de Netzarim quelques minutes avant le passage d'un autobus transportant des écoliers juifs. (H, JP, 2 et 4 avril; JP, 4 avril)
1er avril	Ramadan el Mad'un (âge inconnu)	Camp de réfugiés de Jabalia (bande de Gaza)	Membre du Jihad islamique auteur d'un attentat-suicide. A fait exploser la bombe qu'il transportait près de la colonie de Kfar Darom, quelques minutes avant le passage d'un autobus transportant des écoliers juifs. (H, JP, 2 et 4 avril; JP, 4 avril)

c) Autres incidents

69. Le 1er janvier, sept Palestiniens ont été blessés, dont un ou deux gravement, quand un soldat israélien de 19 ans a ouvert le feu sur des civils arabes dans la casbah d'Hébron. Le soldat a tiré quelque 15 à 20 balles avant d'être immobilisé au sol et mis hors d'état de nuire par un officier et deux soldats israéliens. Les victimes ont été conduites d'urgence à l'hôpital de la ville, l'hôpital Aliya, où d'importants groupes de Palestiniens furieux ont commencé à lancer des pierres et à brûler des pneus en signe de protestation. De l'avis des victimes hospitalisées, l'attentat était vraisemblablement un acte prémédité par son auteur et d'autres soldats complices. Quatre des blessés ont déclaré qu'ils avaient été frappés par plusieurs soldats, et la famille de l'homme le plus touché a déclaré qu'il avait été atteint par des balles tirées du haut d'un toit. Selon d'autres témoins oculaires, des soldats avaient tiré en l'air au début de l'attaque. Des soldats des FDI ont été immédiatement envoyés à Hébron en grand nombre après l'échauffourée et des véhicules blindés de transport de troupes ont pris position à des points stratégiques autour de la ville. Au cours de son interrogatoire, le tireur n'a exprimé aucun regret et a déclaré qu'il voulait assassiner de nombreux Arabes et saboter le processus de paix. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 2 janvier)

70. Le 2 janvier, la police de Judée-et-Samarie (Rive occidentale) a arrêté un Palestinien de 18 ans soupçonné d'avoir jeté sept bombes incendiaires contre des cibles juives et des FDI à Hébron. Deux soldats de réserve ont été légèrement blessés dans l'un de ces attentats. Le suspect était le deuxième homme à être arrêté à la suite d'une vague d'attentats à la bombe incendiaire qui avait sévi à Hébron au cours des deux semaines précédentes. (Jerusalem Post, 3 janvier)

71. Le 9 janvier, quelque 13 personnes ont été blessées lors d'un attentat apparemment "terroriste", deux petites bombes artisanales ayant explosé dans des

/...

poubelles de l'ancienne gare routière centrale de Tel-Aviv. Un travailleur arabe a été interpellé pour interrogatoire mais il n'a pas été clairement établi qu'il avait eu une part quelconque à l'incendie. Les forces de police et de sécurité n'ont pas exclu totalement l'origine criminelle des explosions.

(Ha'aretz, Jerusalem Post, 10 janvier)

72. Le 10 janvier 1997, des dirigeants du Jihad islamique et du Hamas se sont juré d'organiser de nouveaux attentats-suicides à la bombe et de nouvelles attaques militaires contre Israël. C'est ce qu'ils ont déclaré devant un rassemblement organisé au camp de réfugiés de Yarmouk près de Damas pour commémorer le premier anniversaire de l'assassinat de Yihye Ayyash, le fabricant de bombes du Hamas. Une autre manifestation s'est tenue à Naplouse pour commémorer cet anniversaire. Selon les estimations, la foule y était très nombreuse, ce qui indiquait que les sympathisants du Hamas n'étaient pas les seuls participants. Selon l'agence Associated Press, la manifestation a rassemblé quelque 15 000 personnes au stade de Naplouse, sur fond d'un immense portrait d'Ayyash. Le 11 janvier, les étudiants de l'Université de Bir Zeit ont brûlé la réplique d'un bus No 18 de la compagnie Egged, pour marquer l'anniversaire de l'assassinat. Ayyash, appelé l'ingénieur, avait été tué dans la bande de Gaza par un explosif dissimulé dans un téléphone cellulaire. Le Hamas a imputé son assassinat à Israël et a détruit à l'explosif deux autobus No 18 dans le cadre de sa campagne de représailles. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 12 janvier)

73. Le 15 janvier, un Palestinien de 30 ans a été abattu par la police au cours d'une poursuite [voir par. 68 plus haut, tableau a)]. L'incident s'est produit lorsque les policiers qui effectuaient une patrouille de routine dans la colonie d'Arnon Hanatziv ont ordonné à une voiture suspecte de s'arrêter. Les passagers, deux hommes, ont passé outre et ont pris la direction de Sur Baher où ils sont descendus de voiture. L'un d'eux a commencé à lancer des pierres sur les policiers qui ont riposté en tirant sur lui. L'autre a réussi à s'enfuir. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 16 janvier)

74. Le 17 janvier, des échauffourées entre manifestants palestiniens et soldats israéliens ont été signalées lorsque des forces israéliennes sont intervenues pour évacuer les Bédouins Jahalins, près de Jérusalem. Un Palestinien de 20 ans, Sulaiman Rahil, a été gravement blessé et conduit à l'hôpital. Trois résidents ont été arrêtés. (The Jerusalem Times, 17 janvier)

75. Le 18 janvier, les fenêtres de six autobus de la compagnie Egged ont été brisées lorsqu'à plusieurs reprises de jeunes Arabes ont lancé des pierres dans la vieille ville de Jérusalem. (Ha'aretz, 19 janvier)

76. Le 19 janvier, une jeune Palestinienne de 14 ans a tenté de poignarder un policier dans le dos au mont du Temple. L'ayant raté, elle a tenté de fuir, mais le policier a couru après elle et l'a rattrapée. Elle l'a légèrement blessé à la main alors qu'il la désarmait. (Jerusalem Post, 20 janvier)

77. Le 22 janvier, des soldats des FDI ont pris un Arabe qui tentait d'entrer clandestinement en Israël caché dans le compartiment à bagages d'un autobus qui

transportait des policiers palestiniens de la Rive occidentale à la bande de Gaza. Le passager clandestin et le chauffeur du bus ont été remis à la police israélienne, aux fins d'interrogatoire. (Jerusalem Post, 23 janvier)

78. Le 24 janvier, il a été signalé qu'un jeune Palestinien de 14 ans [voir par. 68 plus haut, tableau b)] avait été tué en marchant sur une mine israélienne alors qu'il faisait paître son troupeau dans le village de Tubas. D'après une communication de l'organisation Al-Haq pour la défense des droits de l'homme, il a été demandé de façon répétée à Israël d'enlever les débris et les armes qui restaient sur le terrain après des manoeuvres militaires. (The Jerusalem Times, 24 janvier)

79. Le 27 janvier, il a été signalé qu'un jeune Palestinien de 14 ans avait été tué (voir tableau b) plus haut) par l'explosion de munitions laissées par des soldats des FDI dans un champ de tir de la Rive occidentale. Le jeune garçon, originaire du village de Tubas dans le secteur de Djénine a été tué alors qu'il gardait ses chèvres à Wadi Al-Malah. Selon les habitants, l'explosion s'est produite dans une zone non clôturée appartenant à sa famille. Le chef du conseil local de Tubas, Diab Abu Hazran, a déclaré que des milliers de dounams de terres appartenant à Tubas et aux villages voisins avaient été déclarés "zone militaire interdite". M. Hazran s'est plaint de ce qu'au cours des années passées, les FDI aient organisé des manoeuvres sur des terres palestiniennes cultivées voisines de zones habitées. Il a déclaré en outre que les manoeuvres n'avaient pas lieu sur un site déterminé que les résidents pourraient éviter, et que l'armée abandonnait souvent des munitions sur le terrain après l'exercice. Selon une déclaration de l'Association Médecins pour les droits de l'homme, le jeune Palestinien était la vingt-quatrième victime tuée au cours des huit années écoulées par l'explosion de munitions abandonnées par les FDI dans des champs de manoeuvres de la Rive occidentale. Cette déclaration citait un rapport de l'organisation B'tselem de défense des droits de l'homme, selon laquelle, depuis 1988, 88 Palestiniens, dont 64 étaient des enfants de 16 ans ou moins, avaient été blessés lors de 60 incidents distincts par l'explosion de munitions abandonnées. (Ha'aretz, 27 janvier)

80. Le 6 février, un garde frontière a tiré sur un jeune Arabe dans la vieille ville de Jérusalem, le blessant légèrement. Cet incident s'est produit lorsqu'un garde frontière a arrêté un jeune Arabe qui jetait des pierres contre un autocar de la compagnie Egged près de la porte de Damas. Le jeune a réagi en attaquant le garde qui a tiré et l'a blessé à la jambe. Dans un autre contexte un étudiant palestinien est décédé (voir tableau a) plus haut) des blessures reçues lors d'un échange de coups de feu entre la police palestinienne et des soldats des FDI en septembre 1996. Sa mort a porté à 61 le nombre des Palestiniens tués au cours des heurts qui se sont produits après l'ouverture, par Israël, d'une sortie dans le tunnel du Mur des lamentations. Les Palestiniens ont tué 15 Israéliens au cours des affrontements. (Ha'aretz, 9 février; Jerusalem Post, 7 et 9 février)

81. Le 6 février, un jeune Palestinien est mort des suites des blessures qu'il avait reçues lors des échauffourées qui avaient éclaté entre Palestiniens et Israéliens au moment de l'ouverture d'un tunnel parallèle à la mosquée Al Aqsa à

Jérusalem en septembre 1996 (voir tableau a) plus haut). Il est mort dans une unité de soins intensifs où il se trouvait depuis septembre dernier. (The Jerusalem Times, 14 février)

82. Le 7 février, un incident s'est produit près de la colonie de Gilo lorsque des pierres ont été jetées contre un barrage routier des FDI. Deux suspects ont été arrêtés dans le cadre de cet incident qui a eu lieu alors que l'on empêchait des milliers de Palestiniens de Cisjordanie d'entrer à Jérusalem pour participer aux prières du dernier vendredi du Ramadan au motif qu'ils n'avaient pas les permis nécessaires. (Ha'aretz, 9 février)

83. Le 16 février, un Arabe israélien a reçu des blessures graves à la tête lorsqu'on a lancé des pierres sur sa voiture – qui avait des plaques d'immatriculation jaunes – alors qu'il roulait sur la route de contournement de Halhoul. (Jerusalem Post, 17 février)

84. Le 25 février, des soldats de l'unité secrète Duvdevan ont tué un Palestinien (voir tableau a) plus haut) et en ont blessé trois autres dans le village d'Hizmeh, situé au nord de Jérusalem. L'incident s'est produit à une période où la tension dans les territoires était très forte en raison du plan israélien de construction d'une colonie juive à Har Homa, à Jérusalem-Est. D'après les premiers renseignements de source israélienne, trois soldats Duvdevan déguisés en arabes sont arrivés à Hizme, village situé à 1 kilomètre environ au nord de la colonie de Pisgat Ze'ev, dans le cadre d'un exercice. Les soldats – deux jeunes recrues et un instructeur – étaient censés aller en reconnaissance et étudier le village du toit d'un bâtiment lorsque le propriétaire de celui-ci a remarqué leur présence. Il a pensé qu'il s'agissait de colons et il s'est mis à crier, attirant une foule qui a commencé à lancer des pierres et autres objets sur les soldats qui ont répondu en ouvrant le feu, provoquant la mort d'un Palestinien de 55 ans, Ibn Halawi. Mais les villageois ont une autre version de l'incident : d'après eux Halawi a été tué alors qu'il défendait son gendre. Ils affirment qu'il a été frappé, jeté par terre et abattu. Le général de division Uzi Dayan, commandant de la région centrale, a déclaré qu'il appuyait l'unité d'élite Duvdevan, dont des soldats étaient impliqués dans l'incident. Il les a défendus en affirmant qu'ils avaient été attaqués de telle façon que leur vie était en danger et qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'ouvrir le feu. Israël procéderait actuellement à une enquête sur cet incident. (Ha'aretz, 26 février; Jerusalem Post, 27 février)

85. Le 26 février, des centaines de Palestiniens ont assisté à l'enterrement d'un Palestinien tué le 25 février pendant une opération secrète menée par des soldats israéliens déguisés en arabes dans le village d'Hizmeh. Pendant les obsèques, des jeunes gens du village se sont heurtés aux forces de sécurité et leur ont jeté des pierres. En réponse, les forces de sécurité ont lancé des gaz lacrymogènes. (Jerusalem Post, 27 février)

86. Le 6 mars, un résident juif de Jérusalem âgé de 51 ans a été légèrement blessé à coups de couteau par un jeune Palestinien alors qu'il était assis sur un banc dans un parc situé derrière l'hôtel King David. La police n'a arrêté aucun suspect. Elle n'a pas pu déterminer s'il s'agissait d'un acte à

motivation nationaliste ou criminelle. Dans un autre incident, un chauffeur de taxi israélien a été poignardé par deux passagers arabes qu'il avait pris en charge près d'Hébron. Deux cas de tirs contre des patrouilles des FDI se sont produits dans la zone de Djénine pour la quatrième fois de la semaine; les tirs n'ont fait ni blessés ni dégâts. Un garde frontière a été légèrement blessé par une pierre jetée sur lui dans la zone d'Hébron. D'autres incidents, marqués par des jets de pierre contre cinq membres de patrouilles des FDI, ont eu lieu sur la route de contournement de Ramallah. Dans la bande de Gaza, un agent palestinien a frappé un agent israélien dans le cadre d'une patrouille conjointe israélo-palestinienne. L'incident s'est produit lorsque la patrouille a repéré un jeune qui lançait des pierres près de la colonie de Kfar Darom. Le jeune homme a été capturé après avoir été poursuivi par les policiers palestinien et israélien, mais, lorsque l'agent israélien a voulu l'emmener en Israël pour interrogatoire, l'agent palestinien s'y est opposé. La dispute entre les deux agents a dégénéré en une violente bagarre. (Ha'aretz, 7 et 11 mars; Jerusalem Post, 7 mars)

87. Le 6 mars, plusieurs villageois de Kufr Qaddoum ont été blessés au cours d'affrontements avec des colons du Qdumim. Lors des échauffourées, les colons ont utilisé des armes à feu et des balles en caoutchouc. Les villageois ont riposté avec des pierres. Un colon a été blessé. Plusieurs Palestiniens ont été arrêtés par les FDI qui ont pris le contrôle du secteur. (The Jerusalem Times, 14 mars)

88. Le 10 mars, 20 Palestiniens ont été blessés et hospitalisés lors d'échauffourées qui avaient éclaté entre des résidents et des membres des FDI qui protégeaient les bulldozers employés au nivellement des terres à Hébron. (The Jerusalem Times, 14 mars)

89. Le 11 mars, un soldat des FDI a été poignardé 20 fois à la tête, au ventre et au cou par deux "terroristes" masqués alors qu'il gardait l'entrée de la colonie de Teneh Omarim sur la partie sud du mont Hébron. Les agresseurs se sont enfuis avec l'arme du soldat. Les soldats des FDI ont arrêté quatre suspects dans le village proche de Dahariya mais ceux-ci ont tous été libérés après interrogatoire. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 12 mars)

90. Le 13 mars, une femme israélienne a été légèrement blessée lors d'un incident marqué par des jets de pierre près de la colonie de Ma'aleh Levonah aux abords de Ramallah. Un Israélien a été blessé lors d'un incident marqué par des jets de pierres près de la colonie de Mitzpeh Yericho. (Ha'aretz, 14 mars)

91. Le 15 mars, des Palestiniens masqués ont brûlé un drapeau américain lors de manifestations organisées à Naplouse contre les plans établis par le Gouvernement israélien pour construire une colonie juive à Har Homa. Une alliance de huit groupes musulmans, comprenant le Jihad islamique et le Hamas, a appelé les Palestiniens à intensifier les attaques contre Israël afin de bloquer les travaux de construction. (Jerusalem Post, 16 mars)

92. Le 17 mars, un Palestinien conduisant un taxi a brûlé un signal stop au carrefour de Netzarim dans la bande de Gaza et a percuté une jeep des FDI,

blessant quatre soldats. L'armée a ouvert une enquête pour déterminer s'il s'agissait d'un simple accident de la circulation ou d'une attaque délibérée. Dans un autre contexte, un garde frontière a été légèrement blessé au moment où des Palestiniens ont jeté des pierres sur des soldats et des gardes frontière qui patrouillaient à Beit Ummar, près d'Hébron. (Jerusalem Post, 18 mars)

93. Le 20 mars, de violents accrochages se sont produits entre des soldats des FDI et des centaines de Palestiniens qui protestaient contre le projet de construction de logements à Har Homa. Ils se sont produits au tombeau de Rachel lorsque des Palestiniens ont commencé à jeter des pierres et des cocktails Molotov sur des soldats des FDI qui ont riposté avec des canons à eau, des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Selon des sources palestiniennes, cinq manifestants ont été intoxiqués par inhalation de gaz lacrymogènes et deux ont été blessés par des balles en caoutchouc. Dans le village de Beit Ummar au sud de Bethléem, des dizaines d'habitants ont jeté des pierres sur les soldats et ont placé des blocs de pierres à l'entrée du village. Un garde frontière a été blessé par une pierre. Des pierres ont aussi été jetées sur des autocars de touristes à Bethléem sans faire de blessé. Deux gardes frontière ont été blessés dans un autre incident marqué par des jets de pierres à Hébron. Dans un autre contexte, six militants de Hai Vekayam ont été arrêtés et interrogés après avoir tenté de forcer le passage vers le mont du Temple pour aller y prier. L'un d'eux, le fils du fondateur de Hai Vekayam, a déclaré que le groupe avait récemment décidé d'intensifier ses efforts pour aller prier sur le mont du Temple. (Jerusalem Post, 21 mars)

94. Le 21 mars, un individu a commis un attentat suicide en faisant exploser une bombe au TNT de 3 kilogrammes remplie de clous et de pièces de métal dans un café bondé de Tel-Aviv, causant sa mort [voir par. 68 plus haut, tableau b)] et celle de trois femmes israéliennes et blessant 61 personnes. Par un appel téléphonique à la chaîne 1 de la télévision israélienne, le Hamas a revendiqué la responsabilité de l'explosion. Le chef du Service général de sécurité (GSS) israélien, Ami Ayalon, a rencontré les chefs des services de sécurité de l'Autorité palestinienne et a exigé la réarrestation immédiate d'environ 150 personnes qui avaient été mises en détention pour raison de sécurité et qui avaient été libérées par l'Autorité palestinienne au cours des deux semaines précédentes. Le Ministre de la sécurité intérieure, Avigdor Kahalani, s'est rendu sur les lieux de l'explosion et a accusé le Président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat d'avoir donné le feu vert aux organisations terroristes et de n'avoir rien fait pour prévenir les attaques. M. Kahalani a cependant réaffirmé que le projet de construction à Har Homa serait poursuivi. "Nous n'arrêterons de construire ni à Jérusalem ni ailleurs. Il est clair que nous ne céderons pas face aux terroristes et à leurs menaces. On sait que les Palestiniens veulent nous jeter à la mer et hors du pays. Nous ne nous laisserons pas jeter à la mer", a-t-il déclaré. Les représentants palestiniens ont condamné l'attaque, mais ont accusé le Premier Ministre Benyamin Nétanyahou d'avoir créé les conditions qui l'ont suscitée. Ils ont aussi rejeté les accusations selon lesquelles M. Arafat avait donné le feu vert au Hamas. De nombreux accrochages entre habitants palestiniens et soldats des FDI ont été signalés dans l'ensemble des territoires. Environ 200 Palestiniens ont été légèrement intoxiqués par inhalation de gaz lacrymogènes ou légèrement blessés

par des balles en caoutchouc lors des heurts avec les forces des FDI à Hébron. L'hôpital Alya à Hébron a indiqué qu'il avait soigné 18 Palestiniens blessés par des balles des FDI dont trois étaient dans un état assez grave. Huit cocktails Molotov ont été jetés sur des soldats des FDI et des colons pendant les affrontements au cours desquels pas moins de 12 soldats des FDI et gardes frontière ainsi qu'un garçon israélien ont été légèrement blessés. Les FDI ont envoyé des véhicules blindés de transport de troupes à Hébron. D'autres affrontements entre Palestiniens et soldats des FDI se sont produits dans le camp de réfugiés d'Aida. Une fillette israélienne a été blessée par des éclats de verre lorsque la voiture dans laquelle elle se trouvait a été touchée par une pierre près de Ramallah. Un policier a été blessé par une pierre dans le camp de réfugiés d'El Arroub près d'Hébron. Un autre incident s'est produit à Oudja où des pierres ont été lancées sur un autocar chargé d'enfants de la colonie de Na'amah située dans la vallée du Jourdain; aucun blessé n'a été signalé.

(Ha'aretz, Jerusalem Post, 23 mars)

95. Le 21 mars, un kamikaze isolé est entré dans un café de Tel-Aviv et y a explosé, tuant 3 Israéliennes et blessant 46 autres personnes [voir par. 68 plus haut, tableau b)]. (The Jerusalem Times, 28 mars)

96. Le 22 mars, de violents accrochages ont éclaté entre soldats des FDI et Palestiniens à Hébron. Les Palestiniens ont jeté des pierres et des cocktails Molotov sur les soldats qui ont riposté avec des grenades lacrymogènes et des balles réelles. L'hôpital Alya à Hébron a indiqué qu'il avait soigné 92 personnes blessées à cette occasion, dont 10 qui étaient dans un état grave. Les FDI ont déclaré que les soldats avaient tiré un certain nombre de balles réelles au moment où leurs vies étaient menacées. Dans un autre incident, des soldats ont blessé deux Palestiniens par balles au point de contrôle de Gilo au sud de Jérusalem après que l'un d'eux eut tenté d'entrer en Israël avec une fausse carte d'identité israélienne. Selon le porte-parole des FDI, les soldats ont d'abord tiré en l'air, mais l'homme a continué à avancer et a sauté dans une voiture où on l'attendait; ils ont alors tiré sur le véhicule, blessant l'homme en question ainsi qu'un autre qui se trouvait à l'intérieur. Un troisième homme qui était dans la voiture a fui vers Bethléem. (Ha'aretz, 23 et 24 mars; Jerusalem Post 23 mars)

97. Le 23 mars, un résident palestinien âgé de 60 ans, du village de Tsurif dans le district d'Hébron, est mort d'une crise cardiaque [voir par. 68 plus haut, tableau b)] après que le véhicule qui l'emmenait à l'hôpital eut été retardé à un barrage routier des FDI. Cinq cocktails Molotov ont été jetés sur des soldats des FDI à Hébron, Bethléem et Rafah, sans faire de blessés. De nombreux incidents marqués par des jets de pierres contre des gardes frontière et des soldats des FDI ont été signalés dans la zone d'Hébron. Cinq incidents marqués par des jets de pierres contre des véhicules israéliens et des patrouilles de gardes frontière se sont produits près de Beit Hadassah à Hébron où des centaines d'étudiants ont manifesté contre la fermeture et le projet de construction d'Har Homa. Des dizaines de jeunes ont lancé des pierres sur des soldats des FDI mais ont été finalement dispersés par la police palestinienne. Deux gardes frontière et deux citoyens israéliens ont été légèrement blessés par des pierres lors des affrontements. Des émeutes ont aussi éclaté à Bethléem où

des incidents marqués par des jets de pierres ont été signalés au tombeau de Rachel. Dans un autre incident, un citoyen israélien a été légèrement blessé par des pierres lancées sur son véhicule à proximité du village de Harbata près de Ramallah. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 24 mars)

98. Le 24 mars, des centaines de Palestiniens se sont heurtés à des soldats des FDI au tombeau de Rachel à Bethléem lors de manifestations organisées contre la construction de la colonie d'Har Homa à Jérusalem-Est. Une trentaine de Palestiniens ont été blessés par des balles en caoutchouc ou ont été intoxiqués par inhalation de gaz lacrymogènes. Trois gardes frontière israéliens ont été légèrement blessés lors des affrontements. À Hébron, de nombreux Palestiniens ont jeté des roches et des pierres à Beit Hadassah. Les soldats des FDI ne seraient pas intervenus et auraient attendu que la police palestinienne disperse les émeutiers. Deux cocktails Molotov ont été lancés sur des soldats des FDI dans la zone de Rafah, dans la bande de Gaza, sans faire de blessés. Dans un autre incident, deux résidents Palestiniens de Rafah ont été blessés, l'un légèrement et l'autre assez grièvement, par des coups de feu tirés par les FDI. Les FDI ont déclaré que les soldats avaient ouvert le feu à un barrage routier situé près de la colonie de Rafiah Yam après que les Palestiniens eurent passé outre à l'ordre de s'arrêter. Dans un autre contexte, un haut responsable de la sécurité a indiqué que le Service général de sécurité (GSS) avait récemment arrêté des dizaines de militants du Hamas, dont la plupart étaient des résidents de villages situés dans la zone B. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 25 mars)

99. Le 25 mars, de violents affrontements ont éclaté entre Palestiniens et soldats des FDI à Bethléem, à Hébron et dans d'autres parties de la Cisjordanie. À Bethléem, lors d'accrochages entre soldats des FDI et des centaines de Palestiniens près du tombeau de Rachel, 30 Palestiniens ont été blessés par des balles en caoutchouc, tandis que 100 autres, dont plusieurs policiers palestiniens, ont été intoxiqués par inhalation de gaz lacrymogènes et ont dû recevoir un traitement médical. Trois des victimes ont été assez grièvement blessées à la tête. Les autres ont été légèrement blessées. Un garde frontière et un soldat des FDI ont été légèrement blessés lors d'affrontements qui ont éclaté lorsque des centaines d'étudiants de l'Université de Bethléem ont commencé à lancer des pierres et des bouteilles sur des soldats des FDI en faction près du tombeau de Rachel. Un conducteur israélien a été légèrement blessé lorsque des pierres ont été jetées sur sa voiture à proximité du village de Hussan, près de Bethléem. À Hébron, de nombreux Palestiniens ont lancé des pierres sur les soldats des FDI qui ont riposté en tirant des balles en caoutchouc sur la foule. D'autres accrochages entre soldats des FDI et manifestants palestiniens se sont produits à l'extérieur des villages de Beit Sahur et El Khader où des dizaines de jeunes ont lancé des pierres sur des soldats des FDI qui ont riposté avec des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Dans un autre incident, un citoyen israélien a été légèrement blessé par des pierres près du village de Hussan. Une bombe incendiaire a été lancée sur des soldats des FDI sur la route de contournement d'Halhoul sans faire ni dégâts ni blessés. Une patrouille de la police des frontières a arrêté trois jeunes Palestiniens qui avaient commencé la veille à lancer des pierres sur des voitures près du carrefour d'A-Ram dans la partie nord de Jérusalem. Aucun blessé ni dégât n'a été signalé. La police de Jérusalem a aussi

appréhendé trois autres jeunes Palestiniens qui lançaient des pierres près du Mur occidental. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 26 mars)

100. Le 26 mars, des dizaines de manifestants palestiniens ont été blessés, légèrement pour la plupart, lors d'affrontements avec les soldats des FDI en Cisjordanie. À Bethléem, des centaines d'étudiants ont manifesté contre le projet de construction de logements d'Har Homa. Des dizaines de manifestants ont lancé des pierres sur les soldats des FDI qui ont riposté en tirant des balles en caoutchouc. Dans le cadre d'un autre incident, des centaines d'étudiants de l'Université de Bir Zeit ont tenté de saccager des postes de contrôle israéliens en dehors de Ramallah. Vingt manifestants ont été légèrement blessés par des grenades lacrymogènes tandis que 30 autres ont été intoxiqués par inhalation de gaz lacrymogènes. Dans le village de Beit Ummar (zone d'Hébron) qui était sous couvre-feu pour le septième jour consécutif, des dizaines de jeunes Palestiniens ont lancé des pierres sur les soldats des FDI qui ont riposté en tirant à la fois des balles réelles et des balles en caoutchouc. Un Palestinien de 16 ans a été assez grièvement blessé au cou par des balles en caoutchouc et des balles en plomb. Un Palestinien de 19 ans a été légèrement blessé à la tête par une balle en caoutchouc. Un touriste étranger a été blessé au moment où des pierres ont été lancées sur un autocar de touristes près d'El-Jib, à l'extérieur de Ramallah. Dans le cadre d'un autre incident survenu dans la zone de Ramallah, une bombe incendiaire a été lancée sur une jeep des FDI sans faire ni dégâts ni blessés. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 27 mars)

101. Le 26 mars, des centaines d'étudiants palestiniens ont affronté des soldats israéliens dans les villes de Bethléem, d'Hébron et de Ramallah. Des sources médicales palestiniennes ont indiqué que plus de 250 Palestiniens ont été hospitalisés pour des blessures par balles et l'inhalation de gaz asphyxiants au cours de la série d'échauffourées qui s'est produite sur la Rive occidentale. (The Jerusalem Times, 28 mars)

102. Le 27 mars, on a signalé une augmentation du nombre d'incidents marqués par des jets de pierres sur des voitures en Judée et en Samarie (Cisjordanie) : des pierres ont été lancées dans les zones d'Harbata (près des colonies de Matityahu et Modien), d'Ein Yabrud (près de la colonie d'Ofra) et d'Hizmeh (entre la colonie de Pisgat Ze'ev et la route de contournement de Ramallah). Un colon d'Efrat a été légèrement blessé dans l'un de ces incidents. Dans un autre contexte, plusieurs centaines d'étudiants palestiniens de l'Université de Bir Zeit ont manifesté pendant plusieurs heures dans les faubourgs sud de Ramallah. Ils ont tenté de bloquer la route d'accès aux colonies situées au sud de la ville, ont mis le feu à des pneus, à un vieux camion et à des poubelles et ont lancé des pierres sur des soldats des FDI qui ont employé essentiellement des gaz lacrymogènes pour les disperser. Plusieurs jeunes ont été légèrement intoxiqués par inhalation de gaz lacrymogènes et ont été rapidement conduits à l'hôpital pour y être soignés. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 28 mars)

103. Le 28 mars, de violents affrontements ont éclaté à Hébron entre manifestants palestiniens et soldats des FDI. Les manifestants ont lancé des pierres et des bombes incendiaires vers les soldats qui ont riposté en tirant

des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc, blessant 25 Palestiniens dont des membres du personnel de sécurité palestinien. Un Palestinien de 19 ans a été blessé à la poitrine et au ventre par des balles en caoutchouc. Un garde frontière israélien a été légèrement blessé par une pierre. Dans un autre incident, des fidèles juifs ont été éloignés du Mur occidental après que des pierres eurent été lancées sur des gardes frontière sur le mont du Temple. Une femme de la colonie de Kiryat Arba a été légèrement blessée lorsque son pare-brise a été brisé par des pierres près du camp de réfugiés d'El Aroub. Il a en outre été signalé que plusieurs militants du Hamas et du Jihad islamique avaient été arrêtés récemment par les forces de sécurité parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir participé à des activités "terroristes". (Ha'aretz, 28 et 30 mars, Jerusalem Post, 30 mars)

104. Le 29 mars, un étudiant palestinien a été tué par balle [voir par. 68 plus haut, tableau a)] et un autre a été grièvement blessé par des soldats des FDI lors d'émeutes survenues au point de contrôle d'Arak près de Ramallah. Il s'agissait dans le premier cas du premier décès lié aux affrontements entre soldats du FDI et Palestiniens enregistré depuis le début des protestations contre la construction d'Har Homa. Environ 5 000 personnes ont assisté aux funérailles de la victime à Beit Sahur, ville à population essentiellement chrétienne qui a été le centre de récentes protestations contre Har Homa situé à proximité. À Bethléem, des étudiants ont lancé des pierres et des bombes incendiaires sur les soldats des FDI et ont brûlé une effigie du Premier Ministre Benyamin Nétanyahou. Pas moins de 10 Palestiniens ont été légèrement intoxiqués par inhalation de gaz lacrymogènes ou blessés par des balles en caoutchouc. Douze cocktails Molotov auraient été lancés sur les soldats des FDI dans la zone d'Hébron les 28 et 29 mars. Deux gardes frontière ont été légèrement blessés par des pierres dans le camp de réfugiés de Kalandia. Une grenade incapacitante a été lancée sur un résident juif de la colonie de French Hill à Jérusalem. Des pierres ont été lancées sur un autocar de la compagnie Egged près du camp de réfugiés de Chou'fat (Cisjordanie). Deux vitres ont été brisées et deux passagers ont été légèrement blessés. Des pierres ont aussi été lancées sur un autre autocar de la compagnie Egged près de la colonie de Neveh Ya'acov, mais il n'y a pas eu de blessés. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 30 mars)

105. Le 30 mars, d'importantes forces de police palestiniennes ont empêché des milliers de manifestants à Naplouse et des centaines d'autres à Ramallah d'approcher des postes de contrôle des FDI qui avaient été fermés dans ces villes. La police palestinienne a aussi empêché des manifestants d'approcher du tombeau de Joseph où des soldats israéliens montaient la garde en permanence. Des dizaines de jeunes qui avaient réussi à atteindre les barrages routiers dans les faubourgs de Naplouse et dans des villages des zones de Djénine et Naplouse se sont heurtés aux soldats des FDI et ont lancé des pierres et des bouteilles vides sur eux. Trois hélicoptères des FDI ont survolé Naplouse, 40 chars ont été déployés dans les faubourgs et de hauts responsables de l'armée ont averti que les FDI pénétreraient dans la ville en cas d'émeutes près du tombeau de Joseph. D'autres affrontements ont éclaté à Hébron et Bethléem après l'enterrement d'un étudiant palestinien qui avait été tué par balle par les FDI le 29 mars. À Djénine, des centaines de manifestants palestiniens se sont dirigés vers un point de contrôle des FDI situé sur la route Djénine-Megiddo et

ont lancé des pierres sur les soldats; ceux-ci ont riposté en lançant des grenades lacrymogènes et en tirant des balles en caoutchouc. Vingt Palestiniens ont été blessés par des balles en caoutchouc et un Palestinien a été grièvement blessé à la tête par une grenade antiémeute. D'autres affrontements violents ont eu lieu dans les villages de Yamun, Araba et Silat el Harithiya (zone de Djénine). Une victime a été transportée à l'hôpital de Djénine dans un état grave. Les émeutes se sont aussi étendues à Jérusalem-Est. Dans le camp de réfugiés de Chou'fat, des jeunes ont lancé des pierres sur les forces de sécurité. Des gardes frontière ont riposté en tirant des balles en caoutchouc et ont blessé légèrement trois personnes. Dans d'autres quartiers de Jérusalem-Est, des jeunes ont bloqué des routes en faisant brûler des pneus et des poubelles. Selon des sources palestiniennes, 50 personnes ont été blessées par des balles en caoutchouc ou intoxiquées par des gaz lacrymogènes. Un cocktail Molotov a été lancé sur une jeep des FDI près du camp de réfugiés de Jalazone (zone de Ramallah) sans faire ni dégâts ni blessés. Trois autres cocktails Molotov ont été lancés sur des véhicules des FDI dans la zone d'Hébron, également sans faire de blessés. Un soldat des FDI a été légèrement blessé lors d'un incident marqué par des jets de pierres dans la zone de Naplouse. Une Israélienne a aussi été légèrement blessée lorsque des pierres ont été lancées sur l'autocar dans lequel elle voyageait. Par ailleurs, plusieurs rassemblements et défilés ont eu lieu à Gaza pour célébrer la Journée de la terre et protester contre la politique d'implantation de colonies menée par Israël. (Ha'aretz, 31 mars)

106. Le 31 mars, 17 manifestants palestiniens ont été blessés, un assez grièvement et les autres légèrement, par des balles en caoutchouc tirées lors des affrontements avec les soldats des FDI dans la zone de Djénine. Les heurts ont commencé lorsque des centaines de jeunes se sont rassemblés sur la route Djénine-Megiddo au sud de la colonie de Ginat et ont lancé des pierres et un cocktail Molotov sur des soldats des FDI; ceux-ci ont utilisé des grenades incapacitantes, des balles en caoutchouc et des petits cailloux pour les disperser. Le Gouverneur de Djénine a déclaré que les affrontements étaient dus essentiellement au renforcement de la présence des FDI dans la zone. (Ha'aretz, 1er avril)

107. Le 1er avril, deux Palestiniens portant des uniformes de la police palestinienne ont, à quelques minutes d'intervalle, fait exploser les bombes qu'ils transportaient [voir par. 68 plus haut, tableau b)] dans la bande de Gaza. La première explosion s'est produite à 7 heures au carrefour de Netzarim, soit à quelques centaines de mètres de la colonie du même nom qu'un autobus transportant une vingtaine d'enfants était sur le point de quitter. Environ un quart d'heure plus tard, un autre homme a fait exploser la bombe qu'il transportait près de la colonie de Kfar Darom, là encore juste avant le passage prévu d'un autobus de ramassage scolaire. La bombe a, semble-t-il, explosé prématurément au passage d'un taxi arabe. Huit Palestiniens ont été blessés dans les deux attentats. Le Jihad islamique a revendiqué les deux attentats manqués et annoncé son intention de commettre de nouvelles actions du même type en Israël. Toujours en Cisjordanie, un policier palestinien a été abattu [voir par. 68 plus haut, tableau a)] par des soldats des FDI lors d'accrochages qui se sont produits à Naplouse. Les affrontements ont éclaté lorsqu'un millier de

manifestants palestiniens ont franchi un barrage routier dressé par la police palestinienne et se sont dirigés vers des soldats des FDI en territoire contrôlé par Israël. Les manifestants ont commencé à lancer des pierres, des cocktails Molotov et des blocs de ciment sur les soldats qui ont riposté en tirant des balles en caoutchouc, des grenades lacrymogènes et des grenades cataplexiantes. Une source proche de l'armée a signalé que certains soldats avaient tiré des coups de semonce à balles réelles en l'air. Une de ces balles a, semble-t-il, atteint le policier palestinien. De violents affrontements ont à nouveau éclaté à Naplouse suite à la mort du policier; les FDI ont dépêché sur les lieux un grand nombre de soldats et de chars. À Hébron, un Palestinien a été abattu [voir par. 68 plus haut, tableau a)] par des soldats des FDI après avoir refusé d'obtempérer à l'ordre de s'arrêter. La victime faisait apparemment partie d'un groupe de voleurs qui tentaient d'échapper à la police après avoir été repérés alors qu'ils tentaient de pénétrer par effraction dans un entrepôt de la colonie de Kiryat Arba. (Ha'aretz, 2 et 4 avril; Jerusalem Post, 2 avril)

108. Le 2 avril, un officier des FDI et une douzaine de soldats ont été légèrement blessés après qu'un cocktail Molotov eut fait éclater en morceaux le pare-brise de leur véhicule et que celui-ci fut sorti de la route et se fut retourné, près du camp de réfugiés de Jalazone, en Cisjordanie. Une fillette israélienne en bas âge a été légèrement blessée par une pierre lancée sur le véhicule de sa famille près de Bethléem. Une Israélienne a été légèrement blessée par des pierres lancées sur son véhicule, près du village de Turmus Aiya, dans la région de Ramallah. Un passager a été légèrement blessé par des pierres lancées sur un autocar de la compagnie Egged à proximité du carrefour de French Hill, à Jérusalem. À Naplouse, une foule d'environ un millier de personnes a convergé vers le secteur sous contrôle israélien, au sud de la ville, suite aux obsèques d'un policier palestinien tué la veille dans des affrontements avec les FDI. De nombreux soldats, appuyés par des chars et des véhicules blindés de transport de troupes, ont été dépêchés sur place pour dissuader les émeutiers. D'autres troubles et jets de pierres se sont produits dans la région d'Hébron. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 3 avril)

109. Le 3 avril, 30 écoliers arabes ont été arrêtés pour avoir lancé des pierres et fait des dégâts à Talpiot-Est. La police a indiqué que les jeunes en question, qui venaient du village arabe de Jebel Mukhaber, en face de Talpiot-Est, avaient reconnu les faits, au cours desquels des maisons et des voitures appartenant à des résidents juifs avaient été endommagées. Les parents des intéressés ont dû verser 500 shekels par enfant pour obtenir leur libération. Par ailleurs, les forces de sécurité ont arrêté sept Palestiniens du camp de réfugiés de Jalazone (Cisjordanie) soupçonnés d'avoir lancé un cocktail Molotov sur un véhicule des FDI le 2 avril. Plusieurs incidents violents ont été signalés dans les territoires; des sources proches de l'armée ont indiqué que ces incidents s'apparentaient à ceux qui se produisaient durant l'intifada : deux cocktails Molotov ont été lancés sur des véhicules militaires non loin du village d'El Fawar, dans le district d'Hébron. On n'a signalé ni blessés ni dégâts. Des dizaines de Palestiniens ont lancé des pierres sur des soldats des FDI près du tombeau de Rachel. Les FDI ont lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les lapideurs. Un citoyen israélien a été légèrement blessé lorsque son véhicule s'est retourné après avoir essuyé des

jets de pierres sur la route de contournement de Halhoul. Trois autres incidents similaires se sont produits près du point de passage d'Erez, dans la bande de Gaza, et dans la région de Kissufim. Ces incidents n'ont fait ni victimes ni dégâts. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 4 avril)

110. Le 4 avril, 17 Palestiniens ont été légèrement blessés par des balles en caoutchouc tirées par les FDI et trois gardes frontière israéliens ont été légèrement blessés par des pierres, au cours d'accrochages qui ont opposé à Hébron des soldats des FDI et des Palestiniens. D'autres incidents ont éclaté sur la route Djénine-Megiddo : des dizaines de jeunes ont lancé des pierres sur des patrouilles des FDI qui ont riposté en tirant des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes, blessant légèrement un Palestinien. Par ailleurs, des dizaines de Palestiniens ont sectionné les câbles électriques et scié et brûlé une trentaine de pylônes autour de la colonie d'Eli. Selon les colons, les FDI sont arrivées sur les lieux une heure plus tard, ont dispersé les Palestiniens, mais n'ont procédé à aucune interpellation. Lors d'un contrôle de routine à un barrage situé non loin de la colonie de Ganim, près de Djénine, un Palestinien a attaqué un soldat et tenté de lui arracher son arme. Rapidement maîtrisé, il a été légèrement blessé. Des cocktails Molotov ont été lancés à plusieurs reprises, sans faire ni victimes ni dégâts, sur des véhicules israéliens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le chauffeur du Ministre de l'industrie et du commerce a été légèrement blessé par des pierres lancées sur son véhicule près de Beit Ummar. Il a, semble-t-il, perdu le contrôle du véhicule, qui s'est retourné. Le Ministre n'était pas dans la voiture au moment des faits. Dans la vieille ville de Jérusalem, plusieurs dizaines de jeunes ont lancé des pierres sur les policiers à la fin des prières au mont du Temple. Aucun blessé n'a été déploré. Par ailleurs, il a été signalé que le Service général de sécurité avait arrêté neuf membres du mouvement Izzadim Kassam dans la région d'Hébron. Ces hommes prévoient apparemment de commettre un attentat "terroriste" au centre d'Israël. Une grande quantité d'explosifs et d'autres matériaux servant à la fabrication de bombes a été découverte en leur possession. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 6 avril)

111. Le 4 avril, il a été signalé que cinq Palestiniens, dont deux poseurs de bombes-suicides de la bande de Gaza, avaient été tués la semaine précédente [voir par. 68 plus haut, tableaux a) et b)]. Plus de 500 Palestiniens ont été blessés lors d'affrontements avec des soldats israéliens en Cisjordanie. (The Jerusalem Times, 8 avril)

112. Le 5 avril, des incidents marqués par des jets de pierres se sont produits dans la colonie de Tekoa, où les FDI ont tiré des balles en caoutchouc pour disperser les manifestants. (Jerusalem Post, 6 avril)

113. Le 7 avril, la voiture du Directeur général du Cabinet du Premier Ministre, Avigdor Liberman, a essuyé des jets de pierres près du village arabe de Zataria, en Samarie (partie nord de la Cisjordanie). Ni M. Liberman ni son chauffeur n'ont été blessés, mais la voiture a été légèrement endommagée. Par ailleurs, deux passagers ont été blessés lorsque deux autobus ont essuyé des jets de pierres près de la Porte de Damas, dans la vieille ville de Jérusalem. Un conducteur a été légèrement blessé par des débris de verre lorsque sa voiture a

essuyé des jets de pierres, au moment où il sortait de la route du tunnel près de la colonie de Gilo, à Jérusalem. Dans la région de Khan Younis, de jeunes Palestiniens ont lancé trois cocktails Molotov sur un poste d'observation des FDI. Ils ont explosé sans faire ni victimes ni dégâts. Un autocar de la compagnie Egged a essuyé des jets de pierres près de Ramallah. Deux autres incidents marqués par des jets de pierres sur des soldats des FDI ont été signalés à Hébron. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 8 avril)

114. Le 7 avril, un colon israélien a abattu un jeune Palestinien à Hébron. Immédiatement après, Mohamed Abu Khorshaq, âgé de 58 ans, a été renversé par une voiture appartenant à un colon. Par ailleurs, un colon a tiré sur un jeune Palestinien, le blessant grièvement; rien ne semble justifier cet incident, qui s'est déroulé près de la ville de Kharbatha, dans le centre de la Cisjordanie. (The Jerusalem Times, 11 avril)

115. Le 8 avril, deux Palestiniens ont été tués [voir par. 68 plus haut, tableau a)], sept ont été assez sérieusement blessés et plus de 100 autres ont été blessés par des balles en caoutchouc ou intoxiqués par du gaz lacrymogène au cours d'affrontements violents avec les FDI qui se sont produits à Hébron. Cinq soldats et gardes frontière israéliens ont également été blessés dans les affrontements, qui ont éclaté après qu'un Palestinien eut été abattu [voir tableau a)] par un ou deux colons près du Caveau des Patriarches (mosquée Ibrahimi). Les colons ont affirmé que le Palestinien avait projeté de l'acide ou du gaz lacrymogène dans leur direction. Toutefois, des témoins palestiniens ont affirmé que les coups de feu avaient été tirés sans provocation. Un témoin a affirmé que la victime avait été bousculée et jetée à terre par un des colons. Selon le même témoin, l'autre colon aurait ensuite ouvert le feu sur la victime à une distance d'un mètre, pendant que le premier, armé d'un pistolet-mitrailleur Ouzi, tirait en l'air. Des milliers de Palestiniens ont assisté aux obsèques de la victime, scandant des slogans favorables au Hamas et réclamant l'expulsion des colons d'Hébron. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 9 avril)

116. Le 8 avril, trois Palestiniens ont été tués de sang-froid lorsqu'un colon israélien a tiré au hasard sur les résidents de la ville d'Hébron [voir par. 68 plus haut, tableau a)]. (The Jerusalem Times, 11 avril)

117. Le 9 avril, 32 Palestiniens ont été blessés par des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes lors d'affrontements avec les FDI à Hébron. Les affrontements ont été provoqués par les obsèques d'un des trois Palestiniens tués le 8 avril dans la ville au cours de heurts avec des soldats et des colons. Environ quatre gardes frontière ont été blessés par des pierres. Par ailleurs, non loin du village de Beit Ummar, un cocktail Molotov a été lancé sur un véhicule israélien, qui s'est embrasé. Les passagers ont pu échapper aux flammes. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 10 avril)

118. Le 9 avril, un colon a renversé, au volant de sa voiture, un homme de 65 ans originaire de Beit Sira, dans la région de Ramallah, le blessant grièvement. (The Jerusalem Times, 11 avril)

119. Le 10 avril, les heurts violents entre soldats, gardes frontière et émeutiers palestiniens se sont poursuivis à Hébron. Selon le porte-parole des FDI, 15 cocktails Molotov ont été lancés sur les soldats et les gardes frontière, mais il n'y a pas eu de blessé. Les Palestiniens ont affirmé que 13 émeutiers avaient été blessés, principalement par des balles en caoutchouc. De brefs accrochages se sont également produits à Bethléem : des dizaines d'étudiants palestiniens ont défilé en direction du tombeau de Rachel, où ils ont lancé des pierres sur les soldats qui ont riposté à coups de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc sans faire de blessé. Par ailleurs, des colons membres du Comité pour la sécurité des routes ont capturé deux Palestiniens qui lançaient des pierres sur la route de contournement de Halhoul. Ils auraient roué de coups ces deux adolescents de 17 ans avant de les relâcher. L'un des deux a apparemment dû être hospitalisé. Les FDI ont opéré une descente au village de Tsurif, ont interpellé une trentaine d'activistes présumés du Hamas et ont saisi des tracts et des armes. Une source haut placée dans les services de sécurité a indiqué qu'il fallait s'attendre à de nouvelles arrestations. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 11 avril)

120. Le 10 avril, 157 personnes auraient été blessées à Hébron à la suite d'affrontements entre des manifestants palestiniens et des soldats israéliens au cours de la semaine précédente. (The Jerusalem Times, 11 avril)

121. Le 11 avril, les violents affrontements opposant les soldats des FDI et les gardes frontière aux Palestiniens se sont poursuivis à Hébron. Selon le porte-parole des FDI, un officier des FDI et un garde frontière auraient été blessés. Plusieurs véhicules des FDI et des gardes frontière ont été endommagés. Lors d'autres incidents, un citoyen israélien a été légèrement blessé par des pierres lancées sur une voiture près de Kadumim. Un cocktail Molotov a été lancé sur un véhicule portant des plaques d'immatriculation israéliennes près de la colonie de Yakir, mais il n'y a pas eu de blessés. Un autre cocktail Molotov a été lancé sur la voiture d'un colon de Netzarim. L'engin a explosé sans faire de dégâts. Il a par ailleurs été signalé que les FDI avaient démantelé une cellule du Hamas responsable de l'enlèvement et de l'assassinat d'un soldat israélien, du meurtre d'environ 11 citoyens israéliens et qui en avait blessé 49 autres au cours des deux dernières années écoulées. Sur les cinq "terroristes", deux seraient détenus par Israël et deux par les Palestiniens, alors que le dernier serait toujours en fuite. Un sixième membre de la cellule s'est fait sauter en mars dans un café de Tel-Aviv, entraînant trois femmes avec lui dans la mort. (Jerusalem Post, 13 avril)

122. Le 12 avril, les violents affrontements opposant les soldats des FDI et les gardes frontière aux Palestiniens se sont poursuivis à Hébron. Des sources palestiniennes ont signalé que cinq personnes avaient été blessées par des balles en caoutchouc. Selon l'agence Associated Press, un autre Palestinien aurait été légèrement blessé à coups de pierres par des colons. Des incidents ont également éclaté au carrefour d'El-Fawar, près d'Hébron, et les FDI ont arrêté un manifestant. Au cours de la dernière semaine écoulée, des cocktails Molotov auraient été lancés sur les soldats des FDI et les gardes frontière en Cisjordanie. (Jerusalem Post, 13 avril)

123. Le 13 avril, deux Israéliens et un Palestinien ont été blessés lorsqu'une Palestinienne de Kalkilya a ouvert le feu sur des soldats des FDI et d'autres membres des services de sécurité au poste frontière du pont Allenby (Roi Hussein). Agée de 26 ans, mariée et mère d'un fils, la femme faisait partie des passagers d'un autobus rentrant de Jordanie. Elle a tiré cinq coups de feu sur les soldats et les membres des services de sécurité avant d'être maîtrisée par les soldats. Elle a déclaré par la suite avoir ouvert le feu pour venger la mort de son frère, un activiste du Front populaire pour la libération de la Palestine décédé au cours d'un interrogatoire dans un établissement pénitentiaire situé dans la région de Tulkarem. Toujours le 13 avril, une patrouille des FDI a découvert et neutralisé une mine télécommandée placée près de serres appartenant à la colonie de Kfar Darom, dans la bande de Gaza. Un soldat des FDI, un garde frontière et trois jeunes Israéliens ont en outre été blessés par des pierres au cours d'émeutes à Hébron. Des sources palestiniennes ont indiqué que trois Palestiniens avaient été blessés par des balles en caoutchouc tirées par les FDI. Quatre cocktails Molotov ont été lancés sur un autocar transportant des soldats des FDI qui circulait sur la route de Halhoul, près de la colonie Karmeï Tsur. Les cocktails Molotov ont explosé sur la route à plusieurs mètres de l'autocar sans faire de blessés ni de dégâts. (Jerusalem Post, 14 avril; Ha'aretz, 15 avril)

124. Le 13 avril, deux soldats israéliens ont été légèrement blessés lorsqu'une femme palestinienne a ouvert le feu sur eux peu après avoir traversé le pont Allenby reliant la Jordanie à la Cisjordanie. Suna Mahmud A-Rai, 28 ans, a attaqué les soldats afin de venger son frère Ibrahim, membre du FPLP, mort sous la torture dans la prison de Ramleh durant l'intifada. (The Jerusalem Times, 17 avril)

125. Le 15 avril, trois gardes frontière et cinq Palestiniens ont été blessés dans des affrontements qui se sont produits au village de Tsurif, près d'Hébron. Les incidents ont éclaté lorsque les FDI ont levé le couvre-feu pour permettre aux résidents du village de faire des provisions de nourriture. Les résidents ont manifesté en lançant des pierres et des barres de fer sur les gardes frontière qui ont riposté en tirant des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc. D'autres accrochages entre soldats des FDI et Palestiniens se sont produits à Hébron et dans ses environs. À Hébron, des Palestiniens ont lancé des pierres sur des colons, brisé des fenêtres et endommagé des maisons dans le quartier juif de la ville. Un soldat a été légèrement blessé à coups de pierre près d'Hébron. Le même jour, il a été signalé que les FDI avaient découvert trois tunnels qui étaient utilisés pour introduire clandestinement des armes de la partie égyptienne de Rafah dans le secteur tenu par l'Autorité palestinienne. Des dizaines de tunnels de même nature auraient été découverts ces dernières années. (Ha'aretz, 16 avril)

126. Le 16 avril, plusieurs cocktails Molotov ont été lancés sur des véhicules israéliens dans les régions de Ramallah et de Bethléem, ainsi que près du camp de réfugiés de Kalandia (Cisjordanie). Il n'a été signalé ni victimes ni dégâts. (Ha'aretz, 17 avril)

127. Le 17 avril, des unités des FDI ont découvert une bombe télécommandée de 10 kilogrammes lors de fouilles menées au village de Tsurif, qui abritait un "terroriste" du Hamas dont le groupe était responsable de la mort de 11 Israéliens. Des spécialistes des services de déminage de l'armée ont désamorcé l'engin qui, apparemment, était de même nature que celui qui avait explosé au mois de mars dans un café de Tel-Aviv. Au cours des fouilles, les soldats ont également découvert un réseau de tunnels destinés à faciliter les fuites, un pistolet et trois chargeurs. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 18 avril)

128. Le 17 avril, il a été signalé que plus de 50 personnes avaient été blessées par des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes au cours de la semaine précédente, lors d'affrontements entre les résidents de Sureif et des soldats israéliens. Ces manifestations avaient été déclenchées à la suite d'informations faisant état de la tentative de viol d'une femme de 28 ans par un soldat israélien. (The Jerusalem Times, 17 avril)

129. Le 18 avril, des heurts ont éclaté entre soldats des FDI, gardes frontière et résidents du village de Tsurif. Tout a commencé lorsque les résidents se sont mis à lancer des pierres sur des patrouilles des FDI et des gardes frontière, blessant légèrement un officier des gardes frontière. Les gardes frontière ont riposté en tirant des balles en caoutchouc. Selon les FDI, deux Palestiniens ont été légèrement blessés, mais les Palestiniens ont fait état d'autres victimes et, en particulier, de dizaines de cas d'intoxication par inhalation de gaz lacrymogène. Selon les résidents, les soldats auraient également tiré sur les citernes d'eau placées sur les toits et brisé des fenêtres. Ils se sont plaints d'avoir été harcelés par les soldats à maintes reprises et sans raison. Un avocat habitant dans le village a déclaré que les soldats avaient provoqué les résidents, lancé des grenades lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc partout où ils trouvaient des personnes rassemblées. L'avocat a également indiqué que les soldats avaient tiré sans discrimination sur les citernes d'eau et en avaient perforé 300, et qu'il avait vu un soldat tirer 14 balles sur une véranda et en briser toutes les fenêtres, bien que personne n'eût lancé de pierres à cet endroit. Le porte-parole des FDI a déclaré qu'après enquête, les forces de sécurité étaient arrivées à la conclusion que les affirmations des résidents étaient fausses. Plusieurs cocktails Molotov ont été lancés sur une voiture israélienne près du village de Bidya, mais il n'y a pas eu de blessé. D'autres ont été lancés sur un véhicule militaire au village de Beit Ummar, près d'Hébron. On n'a déploré aucun blessé. Plusieurs incidents marqués par des jets de pierres ont eu lieu à Gush Katif, dans la bande de Gaza. (Ha'aretz, 20 avril)

130. Le 20 avril, deux cocktails Molotov ont été lancés sur des patrouilles des FDI à Ramallah. Plusieurs incidents marqués par des jets de pierres se sont produits dans le quartier juif d'Hébron. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 21 avril)

131. Le 21 avril, quatre écoliers palestiniens ont été blessés par des balles en caoutchouc dans des heurts avec les FDI au village de Tsurif. Un des blessés, un adolescent de 16 ans, a dû être transporté d'urgence à l'hôpital après avoir été touché au cou. Les incidents ont commencé lorsque les écoliers ont commencé à lancer des pierres sur les soldats des FDI, qui ont riposté en tirant des

grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Les habitants du village ont également affirmé que les soldats avaient tiré sur les citernes d'eau placées sur les toits. Un garde frontière a été légèrement blessé par une pierre dans la région d'Hébron. Six incidents marqués par des jets de pierres sur des maisons appartenant à des colons ont été signalés à Hébron. On n'a déploré ni victimes ni dégâts. Trois soldats soupçonnés d'avoir tiré sur deux Arabes ont été arrêtés par la police de Jérusalem. Les soldats, en permission au moment des faits, ont déclaré qu'ils avaient demandé aux deux Arabes, qui avaient l'air louche, de produire des pièces d'identité. Mais ces derniers auraient pris la fuite en voiture sans obtempérer. Les soldats auraient alors ouvert le feu sur la voiture sans l'atteindre, ni ses occupants. La police militaire aurait été saisie de cette affaire. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 23 avril)

132. Le 23 avril, il a été signalé que les forces de sécurité israéliennes avaient opéré une rafle parmi des activistes du Hamas de Cisjordanie. Des sources palestiniennes ont fait état de dizaines d'arrestations. Les FDI ont confirmé que 10 Arabes soupçonnés d'activités "hostiles" avaient été placés en détention. Ces arrestations s'inscrivaient dans le cadre d'une nouvelle campagne de l'administration civile de Judée et de Samarie (Cisjordanie) destinée à démasquer les mosquées, oeuvres caritatives, centres de santé et écoles servant de vitrines au Hamas. Lors d'autres incidents, trois personnes ont été blessées par des pierres lancées sur leurs voitures près de Beit Jala, sur la route de contournement de Bethléem. Plusieurs incidents marqués par des jets de pierres ont été signalés dans le village de Tsurif. Il a été signalé qu'à cinq reprises, des pierres avaient été lancées sur des gardes frontière dans la région d'Hébron. Un garde frontière a été légèrement blessé lors d'un de ces incidents. Plusieurs autres incidents marqués par des jets de pierres se sont produits sur des routes dans la région de Ramallah et à Gush Katif. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 23 avril)

133. Le 24 avril, deux auto-stoppeuses israéliennes ont été tuées à coups de couteau à Wadi Kelt. La police israélienne a pensé que cet acte était l'oeuvre de "terroristes" palestiniens. Par ailleurs, le conducteur d'un autocar de la compagnie Egged a été légèrement blessé au visage par un cocktail Molotov lancé sur son véhicule au nord-est de Jérusalem. Un policier a été légèrement blessé à la tête par une pierre alors que de jeunes Palestiniens lapidaient les membres du mouvement des Fidèles du mont du Temple, dans la vieille ville de Jérusalem. (Ha'aretz, 25 avril)

134. Le 25 avril, deux cocktails Molotov ont été lancés sur des gardes frontière au village de Tsurif. Les policiers ont riposté en tirant en l'air. On n'a déploré aucun blessé. (Jerusalem Post, 27 avril)

135. Le 25 avril, il a été signalé que les affrontements qui avaient eu lieu dans la ville de Sureif au cours de la semaine précédente avaient fait au moins 30 blessés, dont un jeune homme grièvement atteint au cou par une balle en caoutchouc. (The Jerusalem Times, 25 avril)

136. Le 25 avril, deux femmes israéliennes ont été tuées dans la zone de Wadi Qelt. La police israélienne a demandé à la police palestinienne d'aider à la recherche des coupables. (The Jerusalem Times, 2 mai)

137. Le 27 avril, des soldats des FDI ont abattu un Palestinien [voir par. 68 plus haut, tableau a)] et en ont blessé un ou deux autres lors d'émeutes qui se sont déroulées au village de Haras, près d'Hébron. Selon des sources militaires, des soldats et des gardes frontière en poste dans le secteur auraient été attaqués par des Palestiniens armés de pierres et de cocktails Molotov. Selon des témoins, les soldats auraient tiré à balles en caoutchouc et à balles réelles sur les lapideurs. Les émeutiers ont démenti la version de l'armée selon laquelle des cocktails Molotov auraient été lancés sur les soldats lors de ces affrontements. Par ailleurs, des gardes frontière ont découvert un couteau dans la poche d'un Palestinien de Beit Hanina au barrage routier d'A-Ram, au nord de Jérusalem. Le Palestinien a déclaré qu'il projetait de poignarder un policier ou un soldat; il a été arrêté pour interrogatoire. Agissant sur la base d'informations communiquées par les services de renseignement, les FDI ont découvert trois bombes dans une maison du village de Dir Simat, dans la région d'Hébron. Les bombes ont été désamorçées par des démineurs des FDI et deux occupants de la maison ont été arrêtés pour être interrogés. Deux résidents arabes du village de Silwan ont été arrêtés à Jérusalem, car ils étaient soupçonnés d'avoir poignardé deux Israéliens dans le quartier chrétien de la vieille ville de Jérusalem, le 26 avril. Les suspects seraient passés aux aveux. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 29 avril)

138. Le 28 avril, au cri de "Allah Akbar", des centaines d'élèves palestiniens ont quitté leur école, au village de Haras, pour se rendre à une chapelle ardente de toile dressée par la famille d'un Palestinien de 18 ans abattu par les FDI le 27 avril. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 28 avril)

139. Le 28 avril, un jeune Palestinien a été tué dans le village de Haras, dans la région d'Hébron, à la suite d'un raid israélien. Les Israéliens cherchaient des caches d'armes et des Palestiniens soupçonnés d'être membres du Hamas (voir liste). (The Jerusalem Times, 2 mai)

140. Le 29 avril, les FDI ont arrêté pour interrogatoire un adolescent palestinien qui avait tenté de s'emparer de l'arme d'un soldat et qui avait participé à une émeute en lançant des pierres sur le Bureau de coordination et de liaison de l'administration civile à Naplouse. (Ha'aretz, 30 avril)

141. Le 30 avril, une unité d'infiltration de la police des frontières a abattu un adolescent palestinien [voir par. 68 plus haut, tableau a)] alors que le conducteur du véhicule où il se trouvait venait de tenter de les écraser, à un barrage routier situé à Jérusalem. Par ailleurs, lors d'une perquisition dans la maison d'un Palestinien d'Hébron, la police d'Hébron et les FDI ont découvert une arme automatique, un fusil de chasse, un fusil de fabrication tchèque, un détecteur de métaux et une caisse remplie de différents types de munitions. Le Palestinien et son fils ont été emmenés pour interrogatoire. À Hébron, deux cocktails Molotov ont été lancés à Beit Hadassah. Ils ont touché la fenêtre de l'appartement d'un colon, sans toutefois faire de blessés. Un autre cocktail

Molotov a été lancé sur une jeep de l'armée dans la région de Djénine.

(Ha'aretz, Jerusalem Post, 1er mai)

142. Le 30 avril, des soldats israéliens ont abattu un jeune Palestinien près du village de Hizma, au nord-est de Jérusalem. La voiture à bord de laquelle il se trouvait ne s'était pas arrêtée après qu'une patrouille de gardes frontière eut fait signe de stopper. Le jeune Palestinien n'a pas encore été identifié.

(The Jerusalem Times, 2 mai)

B. Administration de la justice, y compris le droit
à un procès équitable

1. Population palestinienne

143. Le 24 janvier, la Haute Cour israélienne a décidé d'expulser la famille Guzlan de son domicile dans le quartier de Silwan, à Jérusalem. La décision indiquait que la famille devait évacuer les lieux dans un délai d'un an et remettre les clefs à l'organisation Keren Kayemet le-Yisrael. Il était dit dans le jugement que cette organisation était la véritable propriétaire du terrain. Le tribunal était saisi de cette affaire depuis 1987. La maison de Guzlan, qui comprend 15 pièces, a été construite en 1922. (The Jerusalem Times, 24 janvier)

144. Le 21 février, on a appris qu'un tribunal israélien avait demandé à une femme de la partie arabe de Jérusalem-Est d'établir au nom du tribunal un mandat de 20 000 shekels si elle voulait que son cas soit réexaminé. Usama Halabi, l'avocat de l'intéressée, a déclaré que sa cliente, qui avait perdu son statut de résidente permanente, avait demandé qu'une ordonnance de sursis à exécution soit rendue pour éviter qu'elle ne soit expulsée de Jérusalem. M. Halabi a rejeté la demande du juge pour ne pas créer de précédent dangereux. (The Jerusalem Times, 21 février)

145. Le 23 février, le tribunal militaire de Dotan a annulé la condamnation à mort prononcée contre un activiste du Hamas reconnu coupable d'avoir préparé l'engin explosif utilisé par l'auteur d'un attentat suicide à la bombe contre un autocar de la compagnie Egged à Hadera en 1994, attentat qui avait fait cinq morts et 30 blessés. La Cour d'appel militaire a condamné l'activiste, Zayid Mohammed Badarna, à une peine de prison à vie. Elle l'a en outre condamné à une peine de prison de 30 ans et à une peine de 15 ans avec sursis pour avoir été reconnu coupable de sept chefs d'inculpation. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 24 février)

146. Le 28 février, on a appris que le tribunal municipal de Jérusalem avait ordonné l'arrêt des travaux de construction de 35 bâtiments à Jérusalem-Est au motif qu'ils avaient été entrepris sans autorisation. Deux des bâtiments sur lesquels portait la décision du tribunal étaient des mosquées. (The Jerusalem Times, 28 février)

147. Le 24 mars, la Haute Cour de justice a rejeté un recours formé par le groupe ethnique Jahalin contre son expulsion vers un nouveau site proche de la décharge municipale de Jérusalem, site qui, faisait-il valoir, ne convenait pas

comme lieu d'habitation. La Cour a en outre admonesté l'avocate du groupe qui avait accusé Israël de "génocide" contre les Jahalin. La Cour l'a avertie qu'elle lui infligerait une amende si elle utilisait à nouveau un mot aussi fort. L'avocate a aussi affirmé que les structures qui avaient été établies sur le nouveau site n'avaient ni portes ni fenêtres, ni eau courante ni réseau d'égouts. En outre, elles étaient situées au sommet d'une colline alors que les Bédouins avaient l'habitude de dresser leurs tentes près des oueds. (Ha'aretz, 25 mars)

148. Le 25 mars, Sa'id Badarna, qui purgeait une peine de prison à vie et une peine de prison de 15 ans pour un attentat "terroriste" commis à la station d'autocar d'Hadera en 1995, a été condamné par le tribunal de district de Tel-Aviv à 18 ans de prison pour avoir tué son compagnon de cellule, Naza Abu Zina, qu'il soupçonnait de collaboration avec les autorités. En août 1996, M. Badarna avait battu M. Abu Zina jusqu'à ce qu'il avoue. Un jour plus tard celui-ci était mort. M. Badarna a été accusé de meurtre. Cependant, comme il purgeait déjà une peine maximale, le chef d'inculpation a été remplacé par celui d'homicide involontaire. (Jerusalem Post, 26 mars)

2. Israéliens

149. Le 5 janvier, il a été signalé que le commandant de la zone intérieure, le général de brigade Shmuel Arad, avait prolongé de six mois l'ordonnance interdisant l'entrée de l'enceinte du mont du Temple à six activistes de droite. (Ha'aretz, 5 janvier)

150. Le 8 janvier, le commandant en chef de la région centrale, le général de division Uzi Dayan, a pris, pour des raisons de sécurité, une mesure administrative interdisant à Alon Shvut, jeune homme de 17 ans, de sortir de sa colonie. Selon l'avocat représentant l'adolescent, celui-ci était le premier jeune juif visé par une telle mesure depuis l'époque de l'Irgun et du Lehi, mouvements clandestins de résistants juifs pendant la période du mandat britannique. Par ailleurs, par une autre mesure administrative, un colon de Kiryat Arba s'est vu interdire d'entrer dans les territoires pendant un mois. (Jerusalem Post, 9 janvier)

151. Le 19 janvier, le tribunal d'instance de Jérusalem a acquitté cinq activistes d'Hai Vekayam accusés d'attroupement illicite et d'agression sur la personne d'un policier qui s'efforçait de les empêcher de pénétrer dans l'enceinte du mont du Temple et d'y prier. Le juge a décidé que la partie civile n'avait pas prouvé que les défenseurs avaient attaqué l'officier et a ajouté qu'ils n'avaient pas agi illicitement en se réunissant près de l'entrée Rue des chaînes du mont du Temple. (Jerusalem Post, 20 janvier)

152. Le 2 mars, le tribunal d'instance de Jérusalem a acquitté un militant d'extrême droite qui était accusé d'avoir participé à une agression contre deux Palestiniens et d'avoir endommagé leurs biens à Hébron en 1995. Le juge a décidé que le militant n'était pas clairement identifié comme l'un des agresseurs, lui laissant ainsi le bénéfice du doute. Le militant était accusé d'être l'un des trois Juifs qui étaient entrés dans un magasin d'Hébron, avaient

battu son propriétaire et son neveu, avaient craché sur eux et avaient renversé leurs marchandises. L'un des agresseurs avait aussi projeté du gaz sur les Palestiniens. (Ha'aretz, 3 mars)

153. Le 12 mars, le Commandement central de la région centrale a adopté une ordonnance administrative limitant la liberté de mouvement de l'ancien porte-parole du Kach à la zone H-2 sous contrôle des FDI à Hébron. En outre, ce militant n'était pas autorisé à quitter sa maison entre 21 heures et 5 heures pendant trois mois et ne pouvait entrer dans la zone H-1 sous contrôle palestinien. Il pouvait cependant entrer dans la zone faisant partie de la colonie de Kiryat Arba située à proximité. (Ha'aretz, 13 mars)

154. Le 26 mars, l'ancien porte-parole du Kach, qui avait été accusé d'avoir mis des vies humaines en danger en portant un couteau, a été acquitté par le tribunal d'instance de Jérusalem. Le commissaire de police Avi Cohen, qui témoignait pour la défense, a déclaré que le défendeur avait besoin de ce couteau pour se défendre parce que sa vie avait été menacée par des extrémistes palestiniens. Le juge a approuvé cet avis, jugé le défendeur innocent et ordonné que le couteau lui soit restitué. (Jerusalem Post, 27 mars)

155. Le 9 avril, deux colons qui avaient abattu un Palestinien à Hébron le 8 avril ont été remis en liberté sous caution de 20 000 shekels et interdits de séjour à Hébron pour un mois. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 10 avril)

156. Le 11 avril, un colon de Dolev qui avait été arrêté pour avoir, le 7 avril, dans le village de Harbata, tiré sur un lanceur de pierres palestinien, le blessant grièvement, a été libéré sous caution par le tribunal d'instance de Jérusalem. Ce tribunal a rejeté la demande de la police, qui souhaitait une prolongation de la détention provisoire du colon jusqu'à la conclusion des poursuites engagées contre lui. En revanche, le tribunal a interdit au colon de quitter sa colonie et lui a confisqué son arme. Un porte-parole de la police a déclaré que celle-ci avait terminé son enquête et qu'elle recommanderait que des poursuites soient engagées contre ce colon, qui servait comme officier dans une unité de combat. (Jerusalem Post, 13 avril)

C. Traitement des civils

1. Évolution générale

a) Brimades et mauvais traitements

157. Le 19 février, la police israélienne a fait une descente dans les bureaux de plusieurs institutions palestiniennes de Jérusalem sous prétexte qu'elles avaient des liens avec l'Autorité palestinienne, notamment la Société des petits projets, la Société de cartographie, le Bureau des affaires sociales, l'École Um Imara et le Bâtiment Nuzha qui abrite la Société des détenus. Les employés ont été questionnés au sujet des liens existant entre ces institutions et le siège de la délégation de la Palestine pour la paix, la Maison d'Orient. (The Jerusalem Times, 21 février)

158. Le 25 février, la Haute Cour de justice a accepté le recours formulé par le Ministère public contre la peine légère prononcée par le Tribunal d'instance de Jérusalem contre deux gardes frontière reconnus coupables de mauvais traitements de Palestiniens des territoires. La Cour a commué leur peine de deux ans de prison en une peine de cinq ans de prison. Une peine additionnelle d'un an et demi de prison avec sursis a été confirmée. Le Ministère public n'a pas introduit de recours contre les peines légères auxquelles avaient été condamnés quatre autres gardes frontière et soldats de l'armée régulière qui avaient été reconnus coupables des mêmes chefs d'inculpation, affirmant qu'ils n'avaient pas pris part à la fusillade et que leurs actions n'étaient pas aussi nettes. Selon le verdict, les six intéressés se faisaient passer pour des soldats des FDI servant depuis deux mois et entraient chez des Palestiniens de Cisjordanie, battaient les résidents, volaient de l'argent et des bijoux et endommageaient des biens. À plusieurs reprises ils avaient attaché les mains de leurs victimes et dans un cas ils avaient mis un Palestinien dans le coffre d'une voiture et l'avaient emmené dans une plantation où ils l'avaient blessé par balle et laissé baignant dans son sang. Pendant l'audition, le juge a déclaré que l'affaire rappelait le film "Orange mécanique". (Ha'aretz, 26 février)

159. Le 30 mars, une Palestinienne de 22 ans du village de Tsurif dans la zone d'Hébron s'est plainte qu'un garde frontière avait tenté de la violer et de la maltraiter alors qu'elle était chez elle. Mariée et mère de trois enfants, elle a déclaré que deux gardes frontière étaient entrés chez elle pour effectuer des fouilles, avaient brisé des meubles et endommagé sa maison. Selon les témoignages de ses voisins, l'un des gardes a à un moment donné quitté la maison et attendu dehors, laissant l'autre garde seul avec la femme. Celui-ci était soupçonné d'avoir tenté de violer la femme avant de s'enfuir avec son collègue. Un habitant du village, qui est juriste et qui avait travaillé pour l'Association palestinienne pour les droits de l'homme et l'environnement, a affirmé que les deux gardes frontière avaient au cours de la journée soumis d'autres habitants à des brimades et les avaient provoqués et insultés. Il a dit qu'ils étaient notamment entrés dans quatre maisons pour y effectuer des fouilles et avaient violemment battu deux habitants. Le porte-parole de la police des frontières a indiqué que la plainte avait été transmise à la Division d'enquête policière du Ministère de la justice. Le village de Tsurif, d'où venait l'auteur de l'attentat suicide à la bombe commis dans un café de Tel-Aviv, aurait été soumis au couvre-feu par les FDI pendant 10 jours consécutifs. (Ha'aretz, 31 mars)

160. Le 7 avril, des gardes frontière basés à Hébron ont investi l'école de filles El Yakoubia lors d'une recrudescence des émeutes dans le centre de la ville. Ils ont défoncé des portes et des tables, uriné sur le sol et badigeonné un slogan antiarabe sur un tableau. Plus tard, un officier de la police des frontières est arrivé à l'école pour évaluer les dégâts et a présenté des excuses à la directrice. La police des frontières a indiqué que cet incident faisait l'objet d'une enquête. (Ha'aretz, 11 avril)

161. Le 23 avril, le commandant de la police des frontières, Israël Sadan, a ordonné l'ouverture d'une enquête concernant deux officiers de la police des

frontières soupçonnés d'avoir infligé de mauvais traitements à un jeune Palestinien dans le village de Tsurif. (Ha'aretz, 24 avril)

162. Le 25 avril, il a été signalé que des sources médicales avaient confirmé que le type de gaz lacrymogène utilisé par l'armée israélienne pour disperser les foules à Sureif figurait sur la liste internationale des armes interdites. À partir du diagnostic établi sur les victimes d'inhalation de gaz lacrymogène, ces sources ont indiqué que l'exposition à ce type de gaz pouvait entraîner la paralysie du système nerveux et une lésion du système respiratoire. (The Jerusalem Times, 25 avril)

b) Châtiments collectifs

i) Maisons ou pièces démolies, murées ou mises sous scellés

163. Le 1er janvier, l'Administration civile a détruit cinq maisons appartenant à des Palestiniens dans le secteur sud du mont Hébron en arguant qu'elles avaient été construites illégalement. (Ha'aretz, 2 janvier)

164. Le 2 janvier, la Haute Cour de justice a interdit au service de sécurité de mettre sous scellés, à Ras-al-Amud, les maisons de quatre "terroristes" qui avaient aidé à organiser plusieurs attentats-suicides à la bombe en 1995. Les familles des "terroristes" avaient interjeté appel devant la Haute Cour de justice d'une ordonnance de mise sous scellés signée par le commandant en chef de la région centrale. Elles ont déclaré que cette ordonnance violait la Loi fondamentale Dignité humaine et Liberté ainsi que les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Le Tribunal militaire de Lod a récemment condamné deux des "terroristes" à l'emprisonnement à vie pour leur rôle dans un attentat à la bombe. Un troisième a été condamné à cinq ans d'emprisonnement et le procès du quatrième devait se terminer bientôt. (Jerusalem Post, 3 janvier)

165. Le 28 janvier, les forces d'occupation israéliennes ont démoli quatre maisons dans les villages d'Ein Yabrud et de Deir Dibwan, situés dans le secteur C du gouvernorat de Ramallah-el Bireh, sous prétexte qu'elles avaient été construites sans permis. (The Jerusalem Times, 31 janvier)

166. Le 3 février, les forces d'occupation israéliennes ont démoli quatre maisons dans les villages de Deir Basha, Zibdeh, Fandqumiyeh et Khirbeh Wadi Dauk qui font partie du Gouvernorat de Djénine, sous prétexte qu'elles avaient été construites sans permis. Le chef palestinien du Bureau de liaison civile a été frappé par les soldats alors qu'il tentait d'intervenir. (The Jerusalem Times, 7 février)

167. Le 12 février, les FDI ont démoli quatre maisons construites illégalement dans la région d'Hébron. Le porte-parole de l'Administration civile a déclaré que ces maisons avaient été construites au cours de l'année qui venait de s'écouler sans avoir obtenu les permis nécessaires. Elles étaient situées le long des routes de contournement récemment construites pour détourner la circulation des zones peuplées par des Palestiniens. (Jerusalem Post, 13 février)

168. Le 12 février, les autorités israéliennes ont démoli cinq maisons palestiniennes dans le Gouvernorat d'Hébron, sans avertir au préalable leurs propriétaires, sous prétexte qu'elles avaient été construites sans permis. Deux puits ont aussi été détruits et des centaines d'oliviers et d'arbres fruitiers, qui avaient été plantés autour des maisons, déracinés. (The Jerusalem Times, 14 février)

169. Le 20 février, cinq propriétaires palestiniens ont adressé un recours à la Haute Cour de justice pour qu'elle interdise aux FDI de démolir leurs maisons pour pouvoir construire la route de contournement d'Hébron. Les requérants ont affirmé que lorsqu'ils avaient commencé à construire leurs maisons - entre novembre 1995 et janvier 1996 - les travaux de construction étaient légaux car la municipalité d'Hébron était autorisée à octroyer des permis de construire dans la zone considérée. Cependant, en avril 1996, l'officier commandant les troupes des FDI en Cisjordanie avait publié une ordonnance révoquant la juridiction de la municipalité sur les travaux de construction dans la région afin de permettre la construction de la route No 35. L'avocat des requérants a affirmé que les FDI avaient pratiquement modifié les limites d'Hébron afin que les cinq maisons se trouvent en dehors des limites municipales. (Ha'aretz, 21 février)

170. Le 28 février, on a appris que les autorités israéliennes avaient remis des avis de démolition aux habitants des villages de Faroush et de Beit Dajan dans la région du nord de la vallée du Jourdain. (The Jerusalem Times, 28 février)

171. Le 3 mars, quatre résidents palestiniens des territoires ont adressé à la Haute Cour de justice un recours contre les ordres de démolition de structures illégales qui devaient abriter une mosquée et une section d'une école ainsi que de deux maisons dans la zone de Naplouse. L'un des requérants, le chef du village de Nasariya, a dit que les autorités de l'administration civile n'avaient pas prévu de mosquée dans le village et que les 1 500 habitants étaient obligés de prier dans une structure en métal où ils n'étaient pas protégés contre les rigueurs de l'hiver. Un autre requérant, le chef du village d'Hawara, a déclaré que 60 élèves étaient entassés dans une salle de classe dans l'école du village et que les villageois avaient donc commencé à construire une annexe de 150 mètres carrés. Une fois les travaux engagés, l'ordre avait été donné de tout arrêter puis de démolir. (Ha'aretz, 4 mars)

172. Le 5 mars, l'administration civile a fait démolir trois maisons dont les propriétaires étaient palestiniens, à Hébron et dans la zone avoisinante, au motif qu'elles avaient été construites illégalement. Les familles dont les maisons ont été démolies ont déclaré qu'elles avaient été forcées de construire sans permis parce que les autorités israéliennes n'en accordaient pas. Le 6 mars, des ordres de démolition supplémentaires ont été donnés à l'encontre de quatre familles vivant près du village d'Idna. Il a été indiqué que 700 maisons de Palestiniens avaient été inscrites sur la liste des maisons à démolir dans l'ensemble de la Cisjordanie parce qu'elles avaient été bâties illégalement. (Ha'aretz, 7 mars)

173. Le 7 mars, il a été signalé qu'Israël avait démoli trois maisons près du gouvernorat d'Hébron au cours de la semaine précédente sous prétexte qu'elles avaient été construites sans permis. Les propriétaires ont déclaré qu'ils n'avaient pas reçu de notification préalable. (The Jerusalem Times, 7 mars)

174. Le 21 mars, il a été signalé que les FDI avaient démoli une maison du vieux quartier de Beit Hanina, dans le nord-ouest de Jérusalem, sous prétexte qu'elle avait été construite sans permis. Les FDI ont également confisqué trois dounams de terre appartenant au même propriétaire pour la construction de la route No 4. (The Jerusalem Times, 21 mars)

175. Le 31 mars, les FDI ont détruit la maison de Moussa Ranimat (ou Mohammed Abdel Khader Ghneimat) dans le village de Tsurif, le "terroriste" palestinien qui s'était fait sauter avec sa bombe dans un café de Tel-Aviv le 21 mars, tuant en même temps trois Israéliennes. Les FDI ont soumis le village de Tsurif à un couvre-feu et les soldats ont muré la maison de deux étages où M. Ranimat avait habité avec sa femme et ses quatre enfants. La démolition, ordonnée par le général de division Uzi Dayan, commandant de la région centrale, est intervenue après que la Haute Cour de justice eut rejeté un recours contre cette mesure formé par la famille de M. Ranimat. Le général Dayan a déclaré devant la Cour que la démolition de la maison de l'auteur de l'attentat à la bombe aurait un effet dissuasif sur ceux qui pourraient être tentés de l'imiter. La famille a déclaré qu'appliquer cette mesure revenait à imposer un châtiment collectif. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 23 mars et 1er avril; également relaté dans The Jerusalem Times, 4 avril)

176. Le 13 avril, les FDI ont ordonné la démolition de trois maisons à Sureif au motif qu'elles appartenaient à des Palestiniens impliqués dans des activités subversives contre Israël. (The Jerusalem Times, 17 avril)

177. Le 16 avril, les FDI ont démoli, dans le village de Tsurif, les maisons familiales de trois membres d'une "cellule terroriste" du Hamas responsable de la mort de 11 Israéliens. Durant l'opération, effectuée sur ordre du commandant de la région centrale, le général Uzi Dayan, les résidents ont défié le couvre-feu imposé au village et lancé des pierres sur les soldats assurant la garde des équipes de démolition. Les FDI auraient tiré des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour amener les manifestants à réintégrer leur domicile. Des Palestiniens ont déclaré qu'au moins cinq personnes avaient été blessées. Le 17 avril, les FDI ont commencé à démolir la maison d'un autre membre de la cellule. Une autre maison, murée au début de la semaine, était vouée à la démolition sous réserve d'une décision du tribunal. (Ha'aretz, 13 et 18 avril; Jerusalem Post, 18 avril)

178. Le 16 avril, les FDI ont démoli à Sureif deux maisons appartenant à Abdallah Ghneimat et Abdel Rahman Ismail Ghneimat, soupçonnés par Israël d'être membres de la cellule du Hamas à Sureif. Les FDI ont également détruit dans la région plusieurs caves, arguant qu'elles étaient utilisées comme caches d'armes. (The Jerusalem Times, 25 avril)

179. Le 17 avril, il a été signalé que les FDI avaient démoli la maison appartenant à Ahmad Naji Abu Farah parce que le locataire, Jamal Abdel Fattah Al Hor, avait été accusé par Israël d'appartenir à une cellule du Hamas impliquée dans l'attaque-suicide à la bombe dans un café de Tel-Aviv le 21 mars. (The Jerusalem Times, 25 avril)

180. Le 23 avril, les FDI ont démoli, dans le village de Tsurif, la maison familiale d'un membre d'une cellule du Hamas qui, selon les forces de sécurité, était responsable du meurtre de 11 Israéliens. Les troupes ont décrété le couvre-feu dans le village et, une demi-heure plus tard, un bulldozer a détruit la maison. Une fois les travaux de démolition terminés, le couvre-feu a été levé et le village a de nouveau été bouclé. (Ha'aretz, 24 avril)

ii) Imposition du couvre-feu, bouclage ou fermeture de secteurs

181. Le 1er janvier, les FDI ont imposé un couvre-feu à Hébron à la suite d'un incident au cours duquel un soldat israélien avait ouvert le feu sur des Arabes dans cette ville. Le couvre-feu a été levé avant la tombée de la nuit. (Jerusalem Post, 2 janvier)

182. Le 15 janvier, on a signalé que les FDI avaient bloqué "par erreur" l'unique route donnant accès au village de Nuaman pendant 10 jours. Ce village palestinien de 250 habitants, situé au sud-est de Jérusalem, avait été isolé pendant toute la période et ses habitants avaient été privés de services élémentaires comme les soins de santé, le gaz et l'eau (un tracteur ayant endommagé la principale conduite d'eau pendant la mise en place du barrage). Selon les rapports, le village avait été isolé le 2 janvier quand des soldats des FDI en avaient fermé l'accès à partir de Beit Sahur. L'autre route conduisant à ce village par Umm Tuba avait été bloquée en 1995 par des blocs de ciment, de la terre et des pierres afin d'empêcher les résidents d'entrer à Jérusalem. (Ha'aretz, 15 janvier)

183. Le 3 février, les FDI ont rouvert une partie de la rue Shuhada à Hébron. Mais aucune voiture particulière n'a été autorisée à l'emprunter. La rue Shuhada avait été fermée aux voitures arabes en 1994 après le massacre du Caveau des Patriarches (mosquée d'Abraham). Du fait de l'absence de voitures et d'une forte présence militaire, le commerce a périclité et de nombreux résidents arabes ont déménagé. La rue Shuhada, officiellement renommée rue du Roi David, est donc devenue une rue où il y a davantage de Juifs que d'Arabes. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 4 février)

184. Le 25 février, un couvre-feu a été imposé dans le village d'Hizmeh, au nord de Jérusalem, à la suite d'une opération secrète menée par des soldats israéliens au cours de laquelle un Palestinien a été tué et trois autres blessés. (Ha'aretz, 26 février)

185. Le 3 mars, après des alertes au sujet d'attaques éventuelles, les FDI ont déclaré les villes de Cisjordanie "périmètres militaires interdits". (Ha'aretz, 4 mars)

186. Le 8 mars, les FDI ont soumis à un couvre-feu le village de Beit Ummar à la suite de troubles qui s'y étaient produits. Plusieurs résidents ont été arrêtés. Des habitants ont déclaré que la violence résultait des nouvelles selon lesquelles leur village ne serait pas visé par la première phase de retrait des FDI et qu'ils avaient voulu exprimer leur ressentiment face à leur abandon par l'Autorité palestinienne. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 9 mars)

187. Le 12 mars, les FDI ont ouvert la route de Netzarim à la circulation palestinienne, à l'exception des autocars et des poids lourds. La route avait été fermée aux véhicules palestiniens en novembre 1994, à la suite d'une attaque au cours de laquelle trois soldats israéliens avaient été tués. Après plusieurs manifestations palestiniennes, elle avait été rouverte aux hauts fonctionnaires de l'Autorité palestinienne en janvier 1997. (Ha'aretz, 13 mars)

188. Le 18 mars, les villes de Cisjordanie ont été déclarées périmètres militaires interdits par crainte des troubles qui pourraient être causés par des Palestiniens manifestant contre l'engagement des travaux de construction à Har Homa. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 19 mars)

189. Le 20 mars, les FDI ont déclaré le village de Beit Ummar périmètre militaire interdit après un incident dans le cadre duquel des dizaines de jeunes manifestants avaient lancé des pierres sur les soldats des FDI. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 21 mars)

190. Le 21 mars, les territoires ont été totalement bouclés immédiatement après un attentat-suicide à la bombe commis à Tel-Aviv. Le village de Tsurif, d'où venait l'auteur de cet attentat, a été soumis à un couvre-feu. Un autre couvre-feu a été imposé sur la zone H-2 (la zone d'Hébron qui est encore sous contrôle israélien) et les Palestiniens vivant dans la zone H-1 (la zone sous contrôle palestinien) ont reçu l'ordre de rester chez eux. Le couvre-feu imposé à Hébron a été levé le 23 mars. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 23 et 24 mars)

191. Le 23 mars, les FDI ont fermé à tous les véhicules la portion de route située entre le tombeau de Rachel et l'entrée de Bethléem après plusieurs incidents marqués par des jets de pierres sur des voitures israéliennes. Dans un autre contexte, les FDI ont levé pendant plusieurs heures le couvre-feu imposé au village de Tsurif (d'où venait l'auteur d'un attentat-suicide à la bombe commis dans un café de Tel-Aviv le 21 mars) afin de permettre aux résidents de faire des stocks de nourriture. Lorsque les soldats ont ordonné aux résidents du village de 10 000 habitants de rentrer chez eux, ils ont été accueillis par des pierres et des barricades. Les soldats ont répliqué en tirant des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc et ils ont rétabli le couvre-feu. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 24 mars)

192. Le 24 mars, le Ministre de la défense Yitzhak Mordechai et le chef d'état-major, le général de corps d'armée Amnon Shahak, ont autorisé un certain nombre de mesures d'assouplissement du bouclage. Des denrées alimentaires de base ont pu être introduites dans la bande de Gaza tandis que des camions transportant des fleurs et des fruits destinés à l'exportation vers l'Europe ont pu sortir. De hauts responsables militaires ont souligné que toutes les mesures

approuvées s'appliquaient sous réserve des dispositions nécessaires pour assurer la sécurité. (Ha'aretz, 25 mars)

193. Le 29 mars, les FDI ont soumis à un couvre-feu le camp de réfugiés de Kalandia situé près de Ramallah après que des émeutes y eurent éclaté. (Jerusalem Post, 30 mars)

194. Le 30 mars, les FDI ont soumis à un couvre-feu le village d'Hawara au sud de Naplouse au moment où s'intensifiaient les affrontements entre soldats des FDI et manifestants. Le village de Baqa A-Sharqiya a aussi été soumis à un couvre-feu. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 31 mars)

195. Le 31 mars, les FDI ont levé le couvre-feu auquel le village de Tsurif avait été soumis depuis le 21 mars et ont déclaré le village périmètre militaire interdit. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 1er avril)

196. Le 2 avril, les FDI ont décrété le couvre-feu dans le camp de réfugiés de Jalazone (Cisjordanie), suite à un incident au cours duquel un cocktail Molotov avait été lancé sur un car transportant des soldats israéliens. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 3 avril)

197. Le 7 avril, les FDI ont ouvert Tulkarem et Kalkilya à la circulation après que ces deux secteurs eurent été déclarés périmètres militaires interdits. (Ha'aretz, 8 avril)

198. Le 8 avril, les FDI ont décrété le couvre-feu dans la zone H-2 à Hébron (la zone sous contrôle israélien) lorsque les violents affrontements qui avaient éclaté entre les FDI et des résidents palestiniens ont gagné les deux secteurs de la ville. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 9 avril)

199. Le 10 avril, un couvre-feu a été imposé à Sureif, au nord-ouest d'Hébron, après que le Gouvernement israélien eut reçu des informations selon lesquelles le corps d'un soldat israélien porté disparu avait été enterré dans cette ville. (The Jerusalem Times, 17 avril)

200. Le 13 avril, les FDI ont décrété le couvre-feu dans la casbah et la rue Shallala à Hébron après que des émeutes y eurent éclaté. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 14 avril)

201. Le 18 avril, les FDI ont levé le couvre-feu auquel était soumis le village de Tsurif, décrétant à la place une fermeture interne. (Ha'aretz, 20 avril)

202. Le 20 avril, 50 Palestiniens de Tsurif ont réussi à quitter le village pour rencontrer Yasser Arafat à Hébron et lui demander instamment d'oeuvrer à la levée du couvre-feu imposé au village. (Ha'aretz, 21 avril)

203. Le 28 avril, les FDI ont révoqué l'ordonnance proclamant Tulkarem et Kalkilya périmètres militaires interdits. (Jerusalem Post, 29 avril)

iii) Autres formes de châtement collectif

204. Le 17 janvier, les FDI du secteur ont fermé au commerce et aux groupes de plus de 10 personnes le secteur de la casbah d'Hébron à la suite d'un incident au cours duquel un Palestinien a jeté des pierres et des trognons de pommes sur des soldats en poste dans le secteur. La casbah, qui n'a été rouverte que récemment, est restée fermée jusqu'au 19 janvier. (Jerusalem Post, 19 janvier)

205. Le 24 avril, il a été rapporté que la scolarité avait été perturbée dans le village de Tsurif par le couvre-feu et la fermeture imposés le 21 mars, jour de l'attaque d'un café de Tel-Aviv. L'école de filles du village, qui comptait 1 400 élèves, avait été fermée pendant plus d'un mois, car seuls trois de ses enseignants vivaient dans le village même. Les autres, habitant d'autres localités, n'avaient pu se rendre à l'école en raison de la fermeture. Les résidents se sont également plaints de la pénurie de denrées alimentaires et de médicaments. Un juriste du village a indiqué que plusieurs résidents qui en étaient sortis avaient été arrêtés à un barrage routier mis en place par les FDI à l'entrée de Bethléem et accusés d'avoir violé la fermeture. Il a également été rapporté que plusieurs autres résidents qui séjournaient en dehors du village en Cisjordanie hésitaient à rentrer chez eux de peur d'être arrêtés à leur arrivée. (Ha'aretz, 24 avril)

206. Le 27 avril, des résidents du village de Tsurif ont affirmé que des soldats avaient cassé les vitres d'au moins 60 maisons et tiré sur au moins une centaine de chauffe-eau solaires. Les villageois ont déclaré qu'ils étaient punis pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis et ont fait observer qu'ils étaient soumis au couvre-feu le plus long depuis la signature des Accords d'Oslo en septembre 1993. Ils ont ajouté que trois villageois que l'on conduisait à l'hôpital étaient morts après avoir été retardés à des postes de contrôle pendant plus d'une heure; d'autres ont été battus pour s'être trouvés hors de leur domicile lorsque le couvre-feu a été réimposé après de brèves périodes d'assouplissement. L'un d'eux, un résident de 22 ans accusé d'avoir lancé des pierres, a affirmé à un militant pour les droits de l'homme qu'il avait été frappé dans le dos à l'aide d'un casque par un agent de la police des frontières, tandis qu'un autre maintenait sa tête entre ses jambes. Dans un autre cas, un homme de 70 ans souffrant d'une grave affection cardiaque et de gangrène, que l'on transportait d'urgence à l'hôpital, a été retenu à un poste de contrôle pendant près de deux heures. Ali Abu Reish, résident de Tsurif, médecin et membre du Conseil législatif palestinien, qui était présent au poste de contrôle, a déclaré que des soldats avaient tiré des balles en caoutchouc en direction du moteur de sa voiture, sans doute pour le dissuader de quitter le village. Un juriste résident du village a déclaré que les soldats avaient tiré 15 balles en caoutchouc sur sa maison. Il a également affirmé que des centaines de chauffe-eau avaient été la cible de tirs, ce qui avait causé des fuites et des pénuries d'eau. (Jerusalem Post, 27 avril)

c) Expulsions

207. Le 15 janvier, un responsable des services sociaux de la Maison d'Orient, Azmi Abu Sa'ud, a déclaré que l'Autorité palestinienne était en possession d'une

liste de 233 Palestiniens habitant Jérusalem dont les papiers établissant leur résidence avaient été confisqués au cours des deux semaines précédentes. Ces résidents avaient reçu des arrêtés d'expulsion qui leur donnaient 15 jours pour quitter la ville. M. Sa'ud a déclaré que ces arrêtés avaient pour objectif de limiter la présence arabe à Jérusalem. Il a dit que les autorités israéliennes avaient recours à de telles mesures depuis longtemps, mais que cette pratique s'intensifiait depuis le début de l'année. Ces mesures annonçaient une sorte de "nettoyage ethnique". Il a indiqué que la moitié des cas concernait des femmes mariées à des citoyens jordaniens qui avaient vécu hors de Jérusalem pendant plus de sept ans. D'autres cas concernaient des Palestiniens qui avaient déménagé dans des localités situées en dehors des limites administratives de Jérusalem. Selon lui, les autorités israéliennes se servaient des certificats d'assurance maladie pour retrouver les résidents arabes de Jérusalem vivant en dehors de la ville. Enfin, il a averti que quelque 120 000 Palestiniens, étudiants et ouvriers travaillant à l'extérieur de la ville pour la plupart, risquaient de voir leur permis de résidence confisqué. On estime à 150 000 le nombre de Palestiniens vivant à Jérusalem-Est. (Ha'aretz, 15 janvier)

d) Situation économique et sociale

208. Le 14 janvier, le Directeur du Centre pour les droits sociaux et civils de la Maison d'Orient, Azmi Abu Sa'ud, a fait savoir que le Ministère israélien de l'intérieur avait confisqué au total 233 cartes d'identité de Palestiniens de Jérusalem au cours des deux premières semaines de 1997. Les 233 Palestiniens en question ont reçu l'ordre de quitter la ville dans les 15 jours. M. Sa'ud a ajouté que l'Assurance nationale israélienne avait transféré au Ministère israélien de l'intérieur les dossiers de 60 000 Palestiniens de Jérusalem qui résidaient hors des limites de la ville. Il a indiqué que tous les droits des résidents en question avaient été abrogés, de même que leur assurance maladie. (The Jerusalem Times, 17 janvier)

209. Le 27 janvier, le général Uzi Dayan, commandant de la région du centre et des 20 % d'Hébron qui restent sous contrôle israélien, a promulgué deux ordonnances imposant des restrictions aux travaux de construction palestiniens sous prétexte d'assurer la sécurité des 400 colons juifs habitant dans la ville. L'ordonnance israélienne touchait au moins 28 appartements situés dans 20 immeubles différents dont les propriétaires étaient partis en raison de brimades croissantes de la part des colons dans les années 70 et qui ont décidé de retourner dans le centre-ville afin de remettre leur logement en état à la suite du dernier accord conclu entre l'Autorité palestinienne et le Gouvernement israélien. (The Jerusalem Times, 31 janvier)

210. Le 31 janvier, il a été signalé qu'au cours des trois semaines précédentes les habitants d'Hébron et des environs n'avaient pas pu obtenir de permis de travail en Israël car l'Administration civile ne fournissait pas à l'Autorité palestinienne les timbres nécessaires à la délivrance de ces permis. Selon les informations, ces timbres étaient nécessaires aussi pour la délivrance des passeports, les formulaires de demande de réunification familiale et d'autres types de permis. Dans une lettre adressée au Ministre de la défense, Yitzhak Mordechai, le mouvement Gush Shalom (Bloc de la paix) a déclaré que ce cas

illustreait une fois de plus la poursuite de l'occupation. (Ha'aretz, 31 janvier)

211. Le 12 février, alors que l'on préparait, en vue de sa réouverture, un marché de détail situé devant le quartier Avraham Avinu à Hébron, des représentants palestiniens et israéliens ont ouvert certains magasins et y sont entrés pour déterminer quelles réparations étaient nécessaires. Dans le cadre de l'accord de redéploiement à Hébron, ce marché, qui était un marché de gros avant d'être fermé après le massacre du Caveau des Patriarches (mosquée d'Abraham), ne devrait rouvrir qu'en tant que marché de détail pour des raisons de sécurité. Un officier des FDI a déclaré que la raison de ce changement était manifeste : empêcher le chargement et le déchargement de gros camions dans cet endroit, car cela constituerait une menace pour la sécurité de la colonie juive voisine. Les dirigeants de celle-ci ont mené une longue bataille dans le but d'obtenir que le marché soit déplacé, affirmant qu'il amènerait littéralement des milliers de Palestiniens à la porte de leur colonie. (Jerusalem Post, 13 février)

212. Le 12 février, neuf magasins ont été rouverts dans le marché de gros d'Hébron. Le quartier, qui jouxte les colonies juives de la vieille ville, avait été bouclé à la suite du massacre à la mosquée Ibrahimi en février 1994. Il doit être reconstruit et le marché de gros doit être transformé en marché de détail. Par ailleurs, les FDI ont interdit aux Palestiniens de circuler dans la rue Shuhada et à la voiture municipale des pompiers de passer. (The Jerusalem Times, 14 février)

213. Le 22 février, l'organisation A-Rai de Djénine a demandé aux organisations internationales de la santé de faire pression sur Israël pour qu'il abandonne sa politique consistant à obliger les patients à obtenir un permis pour pouvoir se faire traiter dans les hôpitaux de Jérusalem et à l'intérieur d'Israël. A-Rai a indiqué qu'au cours des deux mois écoulés 72 patients n'avaient pu se rendre à Jérusalem pour se faire soigner cependant que leur état, d'après les rapports médicaux, nécessitait des soins immédiats. (The Jerusalem Times, 28 février)

214. Le 21 mars, il a été signalé que le maire de Jérusalem-Ouest avait accepté de fournir des services au quartier arabe de Bir Onéh, dans la partie méridionale de la ville, près de la colonie de Gilo. Alors qu'à la veille de la guerre de juin 1967, leur quartier se trouvait inclus dans les limites municipales, 50 familles vivant à Bir Onéh étaient privées des services municipaux et traitées comme des résidents de la Rive occidentale. (The Jerusalem Times, 21 mars)

215. Le 28 mars, il a été signalé que les organisations sanitaires israéliennes avaient ouvert 25 dispensaires et pharmacies au coeur de la vieille ville de Jérusalem et dans les villages avoisinants pour essayer d'avoir la haute main sur les institutions sanitaires de Jérusalem. (The Jerusalem Times, 28 mars)

216. Le 28 mars, il a été signalé qu'Israël devait à l'Autorité palestinienne environ un milliard de dollars représentant les droits de douane et autres prélevés sur les commerçants et travailleurs palestiniens depuis l'avènement de

l'Autorité palestinienne. Par ailleurs, les autorités palestiniennes ont indiqué que les pertes imputables à la reprise du bouclage des secteurs autonomes palestiniens par Israël étaient estimées à environ un million de dollars par jour sous forme de perte en recettes d'exportation. (The Jerusalem Times, 28 mars)

217. Le 4 avril, il a été signalé que la mairie de Jérusalem avait refusé de délivrer des permis de construire à des résidents de Cisjordanie propriétaires d'un terrain à Jérusalem. Quelque 20 000 Palestiniens possédaient des biens immobiliers à Jérusalem et dans les alentours, mais ils n'étaient pas titulaires de la carte d'identité de Jérusalem. Par ailleurs, il a été signalé que, depuis janvier 1997, les femmes enceintes originaires de Jérusalem devaient d'abord prouver qu'elles étaient bien résidentes de Jérusalem *intra-muros* avant de pouvoir bénéficier d'un remboursement des frais d'accouchement par la sécurité sociale israélienne. Selon les statistiques hospitalières récentes, ces nouvelles dispositions avaient affecté les polices d'assurance maladie de 40 % des femmes résidant à Jérusalem. (The Jerusalem Times, 4 avril)

218. Le 5 avril, le Palestinian Centre for Public Opinion (institut de sondage palestinien), dont le siège est à Beit Sahur, a publié les résultats d'un sondage montrant que le soutien dont le processus de paix bénéficiait parmi les Palestiniens de Jérusalem, Hébron et Bethléem était au plus bas tandis que le taux d'approbation des attentats-suicides à la bombe avait atteint un niveau inégalé. Selon ce sondage réalisé auprès de 470 adultes, avec une marge d'erreur de 3,5 %, 30 % des personnes interrogées étaient favorables à la poursuite des négociations, 37 % à l'abandon du processus de paix et 19 % à la poursuite du processus, mais avec de nouveaux délégués. Ce sondage a également montré que le Hamas bénéficiait d'un soutien croissant, 18 % des personnes interrogées déclarant qu'elles soutiendraient le mouvement lors d'élections locales et 13 % soutenant des candidats islamiques indépendants. Quant au Fatah, il recueillait 26,6 % des opinions favorables. Près de 49 % des personnes interrogées ont approuvé l'attentat-suicide à la bombe perpétré à Tel-Aviv le 21 mars, au cours duquel trois femmes avaient été tuées et plusieurs dizaines de personnes blessées. Ce pourcentage a été jugé extrêmement élevé, eu égard surtout au fait que le sondage portait sur une attaque non pas hypothétique mais bien réelle. (Jerusalem Post, 6 avril)

219. Le 10 avril, il a été rapporté que selon un sondage d'opinion réalisé par le Palestinian Centre for Media and Communication, dont le siège est à Jérusalem, 63 % des résidents palestiniens de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza étaient favorables à des protestations et à des manifestations de longue durée contre Israël. Sur les 1 200 personnes interrogées, 40 % étaient pour des attaques visant des objectifs israéliens, tandis que 48 % étaient contre; 33 % ont approuvé les attentats-suicides à la bombe. (Ha'aretz, 10 avril)

220. Le 13 avril, un responsable palestinien cité par le quotidien en langue arabe Al Ayam aurait déclaré que, bien qu'Israël ait promis d'autoriser 20 000 travailleurs palestiniens détenteurs de permis de travail à retourner à leur emploi en Israël suite au bouclage du 21 mars 1997, seuls 5 000

travailleurs de la bande de Gaza ont effectivement été autorisés à entrer en Israël. (The Jerusalem Times, 17 avril)

221. Le 17 avril, il a été signalé qu'un fonctionnaire palestinien du Ministère du commerce et de l'économie de l'Autorité palestinienne avait déclaré que, si les pertes quotidiennes résultant du dernier bouclage israélien étaient estimées à 9 millions de dollars des États-Unis, les pertes globales avaient atteint 6,5 milliards de dollars et avaient poussé le taux de chômage à des niveaux records compris entre 60 et 70 %. (The Jerusalem Times, 17 avril)

222. Le 21 avril, les autorités israéliennes, invoquant des raisons de sécurité, ont commencé à retirer progressivement les permis de travail qu'elles avaient délivrés à des résidents de Gaza pour que ceux-ci puissent travailler en Israël. Par ailleurs, le Ministère de l'agriculture de l'Autorité palestinienne a accusé Israël de bloquer les exportations d'agrumes. Le Ministère a déclaré que, pendant 10 jours, Israël avait empêché 45 camions chargés d'agrumes de quitter Gaza pour se rendre à Jéricho et que seuls 10 camions avaient été finalement autorisés à passer. (The Jerusalem Times, 25 avril)

223. Le 30 avril, le Gouvernement israélien a autorisé 56 000 Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza à entrer en Israël. Toutefois, à peine un peu plus de la moitié d'entre eux y sont allés travailler. Selon les estimations de "Kav La'oved", le service de téléassistance des travailleurs, au plus deux sur trois pouvaient trouver du travail en Israël, en raison de la présence des travailleurs étrangers, qui, semblait-il, étaient payés beaucoup moins que ce que les employeurs devraient légalement verser aux employés palestiniens. La Directrice de Kav La'oved, Hanna Zohar, a déclaré que les Palestiniens n'avaient aucune chance de trouver un emploi dans l'agriculture, secteur où étaient employés des travailleurs thaïlandais. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les emplois étaient rares en raison du ralentissement de l'activité. Selon les estimations du FMI, il fallait, pour freiner le déclin de l'économie palestinienne, que 60 000 Palestiniens travaillent en Israël. (Jerusalem Post, 1er mai)

e) Autres faits nouveaux

224. Le 10 janvier, on a appris que, dans le cadre de leur campagne dirigée contre les familles Bédouines, les autorités israéliennes avaient empêché des travailleurs jahalins de se rendre sur leurs lieux de travail. Les Jahalins ont reçu l'ordre de quitter leur domicile, entre Al Ezarieh et la colonie de Ma'ale Adumin, à la suite d'une décision de la Haute Cour israélienne, en mai 1996. (The Jerusalem Times, 10 janvier)

225. Le 17 janvier, on a appris que, plus tôt dans la même semaine, plusieurs unités de militaires et de policiers israéliens avaient pris les premières mesures pour contraindre les Bédouins Jahalins à quitter leur habitation pour s'installer sur une décharge voisine. Pendant qu'un groupe de soldats démolissait leurs cabanes, d'autres utilisaient de gros camions pour emmener les effets personnels des Bédouins. Tout le secteur a été déclaré zone militaire interdite. (The Jerusalem Times, 17 janvier)

226. Le 27 janvier, des affrontements ont éclaté lorsque six autres familles de Bédouins Jahalins ont été expulsées de leurs domiciles par des policiers, des gardes frontière et des militaires israéliens. Huit personnes ont été blessées et quatre arrêtées. (The Jerusalem Times, 31 janvier)

227. Le 27 janvier, des bulldozers israéliens ont détruit les habitations en tôle ondulée des Bédouins Jahalins. Les 30 Bédouins expulsés ont été réinstallés dans trois conteneurs maritimes métalliques à Abu Dis, où ils ont rejoint deux familles expulsées précédemment. Ce nouvel emplacement n'a ni eau courante ni électricité et n'est pas un pâturage approprié pour le bétail des Jahalins. Ceux-ci demandent à retourner sur leurs terres, à Tel Arad, dans le Neguev, d'où ils ont été expulsés en 1950. (The Jerusalem Times, 31 janvier)

228. Le 29 janvier, des centaines de sympathisants du Hamas ont envahi les rues de Gaza pour recevoir comme des héros les corps de deux "terroristes" du Hamas (Hassan Abbas et Mohammed Jadallah) rendus en échange de l'aide apportée par l'Autorité palestinienne pour retrouver les restes du soldat des FDI, Ilan Sa'adon, kidnappé et assassiné en 1990. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 30 janvier)

229. Le 30 janvier, il a été rapporté qu'Israël avait ordonné à l'Autorité palestinienne de rappeler sept diplomates palestiniens qu'elle avait accrédités auprès des Gouvernements des Pays-Bas, de la Norvège, de la Turquie, du Canada, de Chypre, du Portugal et du Yémen. Le Coordonnateur des activités du gouvernement dans les territoires, le général de division Oren Shahor, a déclaré que leurs nominations violaient les Accords d'Oslo puisque l'Autorité palestinienne n'était pas habilitée à entretenir des relations étrangères, si ce n'est de type commercial. (Jerusalem Post, 30 janvier)

230. Le 11 février, une unité de police des frontières israélienne a fait évacuer de force 28 familles Jahalins de leur campement sur les crêtes orientales de Jérusalem. Leurs habitations ont ensuite été rasées par des bulldozers. Des jeunes qui opposaient de la résistance aux gardes frontière ont été blessés. Cinquante autres ont été arrêtés et détenus pendant quelques heures. (The Jerusalem Times, 14 février)

231. Le 14 février, selon un compte rendu publié par le Centre palestinien d'information sur les droits de l'homme, Israël aurait démoli 210 maisons dans la région de Jérusalem entre 1988 et 1995. Le chargé de recherche Yunis Amouri a déclaré que 32 maisons avaient été démolies en 1996 et que 21 000 familles avaient un besoin urgent d'un logement dans la région de Jérusalem. (The Jerusalem Times, 14 février)

232. Le 19 février, 17 familles de Bédouins Jahalins ont été contraintes de quitter leur campement à la périphérie est de Jérusalem. C'étaient les dernières familles qui restaient sur les 55 qui ont été expulsées de force par les autorités israéliennes pour permettre l'expansion de la colonie de Ma'aleh Adumim. (The Jerusalem Times, 21 février)

233. Le 21 février, on a appris que quelque 500 Palestiniens avaient reçu l'ordre de quitter Jérusalem dans les 15 jours à compter de la date de notification. Il s'agissait de personnes mariées de nationalité jordanienne ayant des permis de résidence permanente à Jérusalem. Toutes avaient présenté une demande dans le cadre du programme de regroupement familial et rempli leurs papiers conformément à la réglementation en vigueur. Quelques jours plus tôt, un juriste palestinien, Ahmad Ruweidi, avait déclaré que quelque 50 000 Palestiniens de Jérusalem risquaient de perdre leur carte d'identité, le Gouvernement israélien les ayant forcés à vivre en dehors des limites de la ville. M. Ruweidi a indiqué qu'Israël avait commencé récemment à faire des descentes de nuit dans leurs résidences pour leur confisquer leur carte d'identité de Jérusalem. Nombreux étaient ceux qui avaient reçu pour instruction de s'adresser à l'Administration civile et de demander des cartes d'identité de la Rive occidentale. M. Ruweidi a ajouté que le Ministère israélien de l'intérieur avait refusé de renouveler les cartes d'identité de Palestiniens vivant à l'étranger alors qu'ils étaient autorisés à revenir conformément aux procédures juridiques israéliennes. (The Jerusalem Times, 21 février)

234. Le 25 février, troisième anniversaire du massacre du Caveau des Patriarches (Mosquée d'Abraham), la police a empêché 10 militants du mouvement la Paix maintenant de faire une veillée de protestation devant la tombe de Baruch Goldstein dans la colonie de Kiryat Arba au motif qu'ils n'avaient pas l'autorisation de manifester. Ils souhaitaient protester contre l'existence même du tombeau monumental situé dans le parc Meir Kahane, demandant qu'il soit transféré dans un cimetière normal. Des centaines de résidents d'Hébron, notamment les familles de victimes, ont participé à la mairie d'Hébron à une cérémonie de deuil pour commémorer le massacre. Les orateurs qui ont pris la parole ont mis en garde contre le fait que la menace d'un massacre continuerait de planer sur Hébron aussi longtemps que les colons resteraient dans cette ville. (Ha'aretz, 26 février)

235. Le 28 février, on a appris que les autorités israéliennes avaient multiplié les descentes chez des Palestiniens de Jérusalem résidant dans l'enceinte de la vieille ville. Les fonctionnaires du Ministère de l'intérieur et de l'Institut des assurances nationales ont fait des descentes dans des maisons des quartiers d'Iqbat A-Saraya et Khaldiyyeh et exigé des résidents qu'ils fournissent la preuve de leur droit de vivre à Jérusalem. (The Jerusalem Times, 28 février)

236. Le 14 mars, il a été signalé que le Ministère israélien de l'intérieur avait publié de nouvelles instructions concernant le programme de regroupement familial à Jérusalem. Selon les nouvelles directives, dans un premier temps, les demandes ne devaient être soumises qu'une fois tous les documents appropriés rassemblés. En cas d'acceptation, le candidat disposerait, pendant cinq ans et demi, de documents provisoires pour vivre à Jérusalem. Dans un troisième temps, le Ministère se prononcerait sur l'octroi éventuel du statut de résident permanent au candidat. (The Jerusalem Times, 14 mars)

237. Le 28 mars, il a été signalé que, tout au long de la semaine, les autorités israéliennes avaient empêché les patients de la bande de Gaza d'aller se faire

soigner dans les hôpitaux d'Israël et à Jérusalem, même lorsque ces derniers détenaient des permis. (The Jerusalem Times, 28 mars)

238. Le 28 mars, il a été indiqué que l'Alternative Information Centre de Jérusalem, qui s'occupait du retrait des cartes d'identité des Palestiniens vivant au-delà des limites municipales de la ville, a déclaré que le Ministère de l'intérieur, à Jérusalem-Est, avait expédié des centaines de lettres aux familles palestiniennes qui avaient été forcées de changer de lieu de résidence en raison de la crise du logement et des pratiques israéliennes à leur encontre. Selon le Centre, les lettres intimaient aux familles l'ordre de restituer leur carte d'identité et leurs documents de voyage aux services israéliens de la population à Jérusalem et de quitter Israël au motif que leur permis de résidence avait expiré. Au total, 200 cartes d'identité ont été retirées depuis le début de février 1997. (The Jerusalem Times, 28 mars)

239. Le 11 avril, il a été signalé que la Haute Cour de justice israélienne avait rendu un arrêt confirmant les mesures prises par le Ministère de l'intérieur, selon lesquelles les Palestiniens de Jérusalem qui ne pouvaient pas prouver que leur vie était centrée autour d'activités dans la ville pouvaient se voir retirer leur carte d'identité. Cet arrêt menace 100 000 Palestiniens, dont 60 000 environ vivent juste en dehors des limites municipales et 40 000 travaillent ou étudient à l'étranger. Le Directeur du Centre pour les droits civils et sociaux à la Maison d'Orient a déclaré que l'affaire serait portée devant la Cour internationale de Justice à La Haye, afin d'obtenir une protection internationale. (The Jerusalem Times, 11 avril)

240. Le 15 avril, les FDI ont érigé une clôture en travers de la rue Shehada à Hébron. Les soldats étaient aidés par des colons. Cette clôture de 12 mètres de haut, surmontée de fils barbelés, séparait la partie orientale de la partie occidentale de la ville. Selon le maire d'Hébron, Mustafa Natsche, cette mesure nuisait aux affaires de plus de 100 commerçants. (The Jerusalem Times, 17 avril)

241. Le 10 avril, les FDI sont entrées dans la ville de Sureif pour y chercher le corps de Sharon Edri, soldat israélien porté disparu depuis septembre 1996. Le corps a été par la suite retrouvé. Les autorités israéliennes ont arrêté les six hommes d'une cellule Hamas au motif qu'ils étaient responsables de l'enlèvement d'Edri et qu'ils avaient causé la mort de 11 Israéliens et blessé 49 autres depuis que cette cellule avait commencé ses opérations en 1995. Les FDI ont également arrêté 36 personnes soupçonnées d'être membres du Hamas et du Jihad islamique (The Jerusalem Times, 17 avril)

242. Le 17 avril, il a été signalé que quatre personnes âgées et un bébé étaient morts à Sureif, parce qu'ils n'avaient pas pu recevoir de soins médicaux urgents en raison du couvre-feu ininterrompu imposé sur la ville une semaine auparavant. (The Jerusalem Times, 17 avril)

243. Le 25 avril, des bulldozers israéliens ont détruit le réseau de distribution d'eau de Sureif et ont bloqué plusieurs rues en y entassant des pierres et de la boue. La ville, qui restait soumise à un couvre-feu,

continuait de souffrir d'une pénurie de fournitures médicales et de denrées alimentaires, notamment de lait en poudre pour les enfants. (The Jerusalem Times, 25 avril)

2. Mesures touchant certaines libertés fondamentales

a) Liberté de circulation

244. Le 10 janvier, on a appris que des Palestiniens habitant dans les limites de la Ligne verte n'avaient plus besoin d'obtenir un permis du Gouvernement israélien pour se rendre dans les territoires palestiniens autonomes comme c'était le cas précédemment. (The Jerusalem Times, 10 janvier)

245. Le 23 janvier, le Centre pour la défense de l'individu (CDI) a informé le Procureur général aux forces armées de son intention d'en appeler à la Haute Cour de Justice si les FDI ne cessaient pas d'interdire le passage aux habitants de la Rive occidentale désireux de se rendre en Égypte par la bande de Gaza. Le CDI a déclaré que cette interdiction était une violation flagrante des arrangements intérimaires signés avec les Palestiniens, était inacceptable et devait être levée immédiatement. Le responsable de l'Administration civile chargé des relations avec les organisations internationales, le lieutenant-colonel Alice Shazar, a rétorqué que la politique de l'armée était dictée par des "contraintes sécuritaires", et a indiqué que rien n'empêchait les habitants de la Rive occidentale d'aller en Égypte par la Jordanie. Le CDI a répondu que le voyage à Rafah et, de là, en Égypte, était beaucoup plus court et beaucoup moins cher. Il a fait observer qu'en pratique l'interdiction empêchait les résidents peu fortunés de rendre visite à leurs familles en Égypte. (Ha'aretz, 24 janvier)

246. Le 13 février, Israël a fermé le point de passage de Rafah entre la bande de Gaza et l'Égypte. Cela s'est produit après un incident au cours duquel un visiteur venant d'Égypte a frappé de coups de couteau et légèrement blessé un garde de la sécurité israélienne au poste frontière. Israël a annoncé que le poste serait fermé jusqu'à ce que l'enquête sur l'incident soit terminée. (Jerusalem Post, 14 février)

247. Le 18 février, quatre hauts responsables des affaires économiques de l'Autorité palestinienne qui se rendaient à la Knesset pour assister à une réunion du Sous-Comité sur les affaires bancaires se sont vu refuser le droit, par les FDI, de franchir un barrage routier situé au sud de Ramallah et n'ont donc pu assister à la réunion. (Ha'aretz, 19 février)

248. Le 6 mars, des sources militaires ont indiqué que les travailleurs palestiniens mariés de Cisjordanie âgés de 25 ans ou plus pourraient désormais entrer en Israël après des contrôles de sécurité. Elles ont aussi indiqué que 150 employés de l'Autorité palestinienne pourraient passer de la Cisjordanie à la bande de Gaza en plus des 400 qui étaient jusqu'alors autorisés à le faire. Cinquante employés supplémentaires de l'Autorité palestinienne pourraient passer de la bande de Gaza en Cisjordanie, ce qui portait à 250 le nombre d'employés

autorisés à passer en Cisjordanie. Il a été indiqué que plus de 30 000 Palestiniens travaillaient en Israël. (Ha'aretz, 7 mars)

249. Le 7 mars, il a été indiqué qu'Israël avait rejeté une demande palestinienne d'autorisation d'atterrissage à l'aéroport de Gaza pour l'avion du Président Yasser Arafat. (The Jerusalem Times, 7 mars)

250. Le 18 mars, le chef de l'aviation civile, le général de brigade Fayez Zeidan, a annoncé qu'un accord avait été conclu au sujet de l'utilisation de l'aéroport international de Gaza par le Président Arafat. (The Jerusalem Times, 21 mars)

251. Le 26 mars, des représentants des Ministères de la santé et de l'agriculture de l'Autorité palestinienne ont déclaré que la politique israélienne de fermeture totale des territoires n'avait pas changé. Le journal Al Qods a donné les noms de huit patients qui n'avaient pu quitter la bande de Gaza pour être soignés en Israël alors qu'ils possédaient les autorisations nécessaires. Selon le docteur Mouhammed Salameh, Directeur du service des ambulances, les patients étaient dans un état très grave. Ata Abu Karesh, Directeur au Ministère de l'agriculture de l'Autorité palestinienne, a indiqué qu'en dépit des déclarations israéliennes officielles, les mesures de restriction à l'exportation des produits agricoles de Gaza n'avaient pas été assouplies. Selon M. Karesh, le secteur agricole à Gaza accusait chaque jour des pertes de 500 000 dollars en raison de l'interdiction d'exportation. Dans un autre contexte, il a été indiqué que l'on avait empêché des écrivains palestiniens de la bande de Gaza de participer à une réunion d'écrivains à l'Université de Bir Zeit. Le 25 mars, des membres du Conseil législatif palestinien ont été empêchés de quitter Gaza pour participer à des réunions de divers comités du Conseil législatif. Selon des sources palestiniennes, la délivrance d'autorisation a été garantie pour les deux jours suivants, mais seulement après que l'ambassade des États-Unis fut intervenue. (Ha'aretz, 27 mars)

252. Le 6 avril, l'armée a autorisé des résidents de Cisjordanie qui séjournaient dans la bande de Gaza à retourner chez eux. Des résidents de la bande de Gaza qui séjournaient en Cisjordanie ont également été autorisés à rentrer chez eux. En outre, les FDI ont permis aux conjoints palestiniens de résidents de Jérusalem détenteurs de cartes d'identité israéliennes de pénétrer dans la ville. Elles ont également autorisé 22 ambulances palestiniennes à entrer en Israël en cas d'urgence, ce qui porte à 36 le nombre d'ambulances autorisées à entrer en Israël en provenance des territoires. En outre, 100 travailleurs arabes employés dans le secteur touristique ont été autorisés à entrer en Israël. Toutefois, les FDI ont souligné que tous les permis d'entrée étaient soumis à de stricts contrôles de sécurité. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 6 avril)

253. Le 11 avril, les FDI ont empêché des membres du Conseil palestinien d'entrer en Israël pour prendre part à une conférence à Jérusalem. Cette conférence, dont le thème était "La dernière chance de sauver le processus de paix", devait se tenir avec des membres du parti travailliste et du

parti Meretz. Le porte-parole du Coordonnateur des activités gouvernementales dans les territoires a expliqué que les demandes d'autorisation étaient arrivées au soir du 10 avril et qu'elles nécessitaient un examen minutieux, ce qui avait pris du temps. Il a déclaré qu'une fois cet examen achevé, à midi le 11 avril, des autorisations avaient été délivrées à 30 des 37 demandeurs. (Ha'aretz, 13 avril)

254. Le 13 avril, il a été rapporté que 20 000 travailleurs palestiniens de la bande de Gaza et de Cisjordanie seraient autorisés à entrer en Israël. Cette décision a été approuvée par le Ministre de la défense, Yitzhak Mordechai, et le chef d'état-major général, le général de corps d'armée Amnon Lipkin Shahak. Pour se voir délivrer un permis, les travailleurs devaient être âgés de 35 ans au moins, être mariés et satisfaire à un contrôle de sécurité. En outre, 50 camions palestiniens devaient être autorisés à transporter quotidiennement des marchandises du port d'Ashdod vers les zones sous contrôle palestinien. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 13 avril)

255. Le 15 avril, Israël a imposé, à compter de minuit, une fermeture de durée indéfinie de la Cisjordanie, empêchant tous les Palestiniens qui y résidaient d'entrer en Israël, dans les colonies juives et dans les zones industrielles. Cette décision a été prise par le Ministre de la défense, Yitzhak Mordechai, le chef d'état-major général, le général de corps d'armée Amnon Lipkin Shahak, et de hauts responsables de la sécurité, qui avaient été avertis de l'imminence d'une attaque "terroriste". La bande de Gaza n'était pas concernée et les travailleurs palestiniens résidant dans cette région étaient autorisés comme auparavant à entrer en Israël. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 16 avril)

256. Le 17 avril, les responsables de la sécurité ont assoupli le dispositif de fermeture des territoires dans plusieurs zones : des policiers palestiniens ont été autorisés, sous escorte israélienne, à passer de la Cisjordanie à la bande de Gaza et vice versa, tandis que 240 agents de santé de la Cisjordanie étaient autorisés à entrer à Jérusalem-Est. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 16 avril)

257. Le 25 avril, il a été rapporté que les responsables de la sécurité israélienne avaient empêché deux membres du Conseil législatif palestinien de quitter Gaza et, donc, de participer à une réunion du Conseil. Selon des sources palestiniennes, cette interdiction était due au fait que les intéressés étaient membres du Front populaire pour la libération de la Palestine. Selon les mêmes sources, 200 travailleurs palestiniens, dont la plupart étaient précédemment liés au Front populaire, se sont vu confisquer leur carte magnétique et ont de ce fait perdu leur emploi en Israël. (Ha'aretz, 25 avril)

258. Le 25 avril, il a été signalé que les autorités israéliennes avaient pris de nouvelles mesures au point de passage de Karameh, rendant plus difficile le passage des voyageurs de Jordanie en Cisjordanie. (The Jerusalem Times, 25 avril)

259. À compter du 29 avril, plus de 5 000 commerçants et travailleurs de l'hôtellerie palestiniens, mariés et âgés de plus de 30 ans, pouvaient entrer en

Israël en provenance de Cisjordanie et de la bande de Gaza. En outre, des agents de santé, des enseignants et des journalistes palestiniens, ainsi que des employés d'organisations internationales et d'institutions religieuses, ont été autorisés à se rendre à Jérusalem à partir de la Cisjordanie. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 29 avril)

b) Liberté de l'éducation

260. Le 14 février, il a été signalé qu'Emmanuel Zissman, Président du Comité de l'éducation de la Knesset, avait déposé une plainte auprès de la police contre l'Université Al Qods de Jérusalem-Est, affirmant que l'université, dans sa publicité, se faisait passer pour un établissement délivrant des diplômes alors qu'elle n'était pas habilitée par le Conseil de l'enseignement supérieur à délivrer des diplômes, comme l'exigeait la législation israélienne. (Jerusalem Post, 14 février)

261. Le 3 mars, des étudiants palestiniens ont soumis au Premier Ministre israélien une pétition demandant au gouvernement de Nétanyahou de rapporter sa politique de restrictions collectives frappant l'éducation palestinienne. Les restrictions en matière de voyage qui touchent actuellement 1 300 étudiants, universitaires et personnels de l'éducation de Gaza remontaient au temps où Israël avait bouclé les territoires palestiniens occupés à la suite des attentats à la bombe contre les bus en 1996. (The Jerusalem Times, 7 mars)

262. Le 7 avril, les FDI ont arrêté cinq élèves du collège de garçons de Ta'amreh alors que ceux-ci se rendaient à l'école. Deux jours après l'incident, trois des élèves étaient encore en état d'arrestation. (The Jerusalem Times, 25 avril)

263. Le 9 avril, des membres de la Coalition islamique des étudiants de l'Université Al Qods à Jérusalem-Est ont signalé qu'une vingtaine d'étudiants de l'Université avaient été arrêtés le 8 avril parce qu'ils étaient soupçonnés d'appartenir au Hamas. Les FDI ont refusé de confirmer ou d'infirmer cette information. (Ha'aretz, 10 avril)

264. Le 25 avril, il a été signalé que quatre officiers israéliens avaient fait irruption à l'école secondaire Al Khader au début du mois, menaçant de fermer l'école et d'ouvrir le feu sur les élèves. Un élève du collège de garçons Al Hajajeh a été blessé par une balle en caoutchouc lorsque des soldats israéliens ont ouvert le feu au moment où les élèves quittaient l'établissement. L'école primaire de filles Al Ya'coubieh, située dans la zone sous contrôle israélien d'Hébron, fait quotidiennement l'objet de provocations de la part de soldats israéliens, qui ont blessé plusieurs élèves. Les soldats ont également causé la mort de Yacoub Fahmi Julani, élève du collège de garçons Al Hussein Ibn Ali [voir par. 68 plus haut, tableau a)]. (The Jerusalem Times, 25 avril)

c) Liberté de religion

265. Le 10 janvier, 80 000 musulmans ont participé aux prières de vendredi du Ramadan au mont du Temple. Trois mille policiers et gardes frontière ont été déployés dans la vieille ville et dans tout Jérusalem-Est par crainte d'émeutes. Les effectifs ont également été renforcés aux barrages routiers entre Jérusalem et la Rive occidentale et des barrages routiers temporaires ont été installés en divers points pour empêcher les résidents palestiniens sans permis d'entrer à Jérusalem. Des centaines de résidents de Bethléem se sont rassemblés au barrage routier de Gilo à l'entrée sud-est de Jérusalem pour protester contre les autorités israéliennes qui les empêchaient d'aller prier à Jérusalem pendant le mois de Ramadan. Ils se sont plaints d'être privés de la liberté de circulation et de religion et ont dit leurs prières en plein air. (Ha'aretz, 12 janvier)

266. Le 27 janvier, des représentants du Gouvernement ont réfuté les arguments du waqf islamique qui accusait Israël de procéder à des excavations sous la mosquée d'Al-Aqsa car on aurait découvert de nouveaux revêtements dans un tunnel voisin. Amir Drori, Directeur général du Département des antiquités, a déclaré qu'il n'y avait pas de tunnel sous le mont du Temple mais que des ouvriers avaient recouvert les murs de plâtre pour renforcer un tunnel à emprunter par les touristes à l'extérieur des murs de la vieille ville. Le Ministre du tourisme, Moshe Katsav, a également rejeté ces accusations comme étant sans fondement. Au cours d'une conférence de presse tenue à Jérusalem le 28 janvier 1997, Sheikh Raed Salah, maire d'Umm el Fahm, a présenté des photographies montrant des revêtements récents qui, selon lui, indiquaient qu'Israël procédait à des travaux juste sous la mosquée d'Al-Aqsa, ce qui représentait un danger pour ses fondations. Il a déclaré en outre que les excavations avaient aussi endommagé le cimetière du Haram. Najah Dkeirat, chef de l'Association de défense du patrimoine islamique, a averti que le creusement du tunnel pouvait faire exploser le monde islamique. Mohammed Nusseibeh, porte-parole du waqf, a déclaré que tout cela n'était pas clair mais a indiqué que les gens étaient devenus très méfiants dès que les Israéliens creusaient le sol sous ou près de la mosquée Al-Aqsa. Il a cependant déclaré qu'il n'avait personnellement vu aucun dommage qu'il pût attribuer aux récentes excavations israéliennes, mais a indiqué que les travaux dans le tunnel ouvert en octobre avaient sans conteste endommagé le bâtiment situé au-dessus. (Ha'aretz, 27 et 29 janvier; Jerusalem Post, 28 et 29 janvier)

267. Le 28 janvier, le Président de la société de bienfaisance Al Aqsa, cheikh Ra'ed Saleh, a tourné un film vidéo pour prouver que de nouvelles fouilles étaient en cours dans l'angle sud-est des Lieux saints. Il a aussi indiqué que le mur du sud était maintenant utilisé par les fidèles juifs comme un lieu de prière au même titre que le Mur occidental. (The Jerusalem Times, 31 janvier)

268. Le 31 janvier, quelque 3 500 policiers ont été déployés aux abords de la mosquée Al-Aqsa et de nombreux barrages routiers ont été installés aux portes de la vieille ville cependant que 200 000 fidèles musulmans participaient aux prières du quatrième vendredi de Ramadan. Selon la police de Jérusalem, 260 000 fidèles avaient participé aux prières la semaine précédente et, s'ils étaient nettement moins nombreux, c'était parce qu'ils craignaient d'être pris dans des heurts violents. (Ha'aretz, 2 février)

269. Le 7 février, dernier vendredi du Ramadan, quelque 2 500 policiers et gardes frontière ont été déployés à Jérusalem-Est et dans le quartier du mont du Temple tandis que la présence policière était renforcée aux barrages routiers situés entre Jérusalem et la Cisjordanie afin d'empêcher les Palestiniens de Cisjordanie qui n'avaient pas le permis nécessaire de pénétrer dans la ville. Des milliers de résidents qui étaient arrivés sans permis à ces barrages ont été refoulés en Cisjordanie. Dans un autre contexte, un grand nombre de policiers et de soldats des FDI ont été déployés autour de la mosquée d'Abraham à Hébron, empêchant les fidèles d'emprunter la route menant au marché de gros de la ville situé près de la colonie d'Avraham Avinu. Aucun heurt n'a été signalé. (Ha'aretz, 9 février)

270. Le 3 mars, les FDI ont déclaré les villes de Djénine, Tulkarem, Ramallah, Kalkilya et Bethléem périmètres militaires interdits aux fidèles musulmans de crainte qu'ils ne provoquent des troubles en protestant contre la décision prise par le Gouvernement israélien de construire une nouvelle colonie juive à Djabal Abou Ghounaym (Har Homa) à Jérusalem-Est. (Ha'aretz, 4 mars)

271. Le 22 mars, la mosquée d'Abraham était ouverte pour les prières mais, en raison du couvre-feu imposé sur le secteur palestinien d'Hébron, seuls les dirigeants du waqf ont été autorisés à s'y rendre pour prier. (Jerusalem Post, 23 mars)

272. Le 28 mars, il a été signalé que des centaines de chrétiens palestiniens de Bethléem et de Ramallah ont été repoussés par des soldats israéliens aux barrages routiers alors qu'ils essayaient de se joindre aux fidèles dans la vieille ville de Jérusalem pour les cérémonies du vendredi saint. On leur avait signifié qu'ils n'avaient pas de permis pour entrer dans Jérusalem. (The Jerusalem Times, 4 avril)

273. Le 17 avril, le chef d'état-major général, le général de corps d'armée Amnon Shahak, a autorisé 600 familles chrétiennes et 200 dignitaires religieux des territoires à entrer à Jérusalem pour y célébrer la Pâque orthodoxe. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 18 avril)

d) Liberté d'expression

274. Le 20 janvier, l'Association des jeunes musulmans et l'Organisation islamique de bienfaisance d'Hébron ont rouvert leurs portes après avoir été fermées 10 mois sur ordre du commandant en chef de la région centrale qui les soupçonnait d'être liées au Hamas. Le chef du Service palestinien de sécurité préventive, Jibril Rajoub, a donné l'autorisation de lever les scellés des portes soudées des bureaux situés dans le secteur H-1 qui avait été remis la veille à l'Autorité palestinienne. (Ha'aretz, 21 janvier)

275. Le 10 mars, des soldats des FDI ont empêché des journalistes et des équipes de télévision de couvrir des affrontements entre des soldats des FDI et des Palestiniens qui manifestaient à Hébron contre la mesure de confiscation de leurs terres qui avait été prise pour construire une nouvelle route de sécurité près de la colonie de Kiryat Arba. Comme les journalistes et les reporters

refusaient de quitter le site comme on le leur avait ordonné, les soldats les ont repoussés de force. Des journalistes témoins de l'incident ont déclaré que plusieurs soldats avaient agressé une journaliste, l'avaient battue et jetée à terre. Celle-ci s'était évanouie et avait dû recevoir des soins. Évoquant l'incident, le porte-parole du commandement central des FDI a déclaré que c'était la journaliste qui avait eu recours à la violence et indiqué qu'elle serait, après traitement médical, soumise à un interrogatoire pour avoir attaqué un policier. Le 11 mars, des soldats des FDI ont continué d'empêcher des journalistes d'approcher du site où des bulldozers nivelaient le terrain pour construire la route de sécurité. Les Palestiniens dont les terres avaient été confisquées sur ordre du commandement central de la région centrale ont aussi été empêchés d'y pénétrer par les forces de sécurité et des barrages routiers. (Ha'aretz, 11 mars)

276. Le 31 mars, les FDI ont empêché des journalistes d'entrer dans le village de Tsurif pour observer la démolition de la maison appartenant à l'auteur de l'attentat-suicide à la bombe commis dans un café de Tel-Aviv le 21 mars. (Jerusalem Post, 1er avril)

3. Informations sur les activités des colons affectant la population civile

277. Le 9 janvier, il a été signalé que le Conseil des communautés juives de Judée-et-Samarie (Rive occidentale) et de Gaza avait récemment lancé une campagne pour appeler l'attention sur le nombre, selon lui impressionnant, de constructions illégales que les Palestiniens élevaient dans les territoires afin de s'assurer qu'elles passeraient sous juridiction palestinienne après la nouvelle étape du redéploiement. (Jerusalem Post, 9 janvier)

278. Le 14 janvier, un Palestinien habitant près de la colonie de Kiryat Arba s'est plaint d'avoir dû débarrasser son terrain d'une vieille clôture de fil de fer que des colons avaient abandonnée là pour faire place à une nouvelle clôture de sécurité. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 15 janvier)

279. Le 18 janvier, un photographe de presse arabe a déposé une plainte auprès de la police israélienne contre un colon qui l'avait frappé avec la crosse d'un fusil et lui avait cassé un doigt. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 19 janvier)

280. Le 19 janvier, la police du district de Judée-et-Samarie (Rive occidentale) a établi un acte d'accusation contre le porte-parole des colons d'Hébron. Arrêté au début de décembre pour avoir abattu les cloisons séparant les salles de prière des Juifs de celles des Musulmans dans le Caveau des Patriarches (mosquée d'Abraham) et avoir agressé un policier qui tentait de l'arrêter, celui-ci a rejeté ces accusations. (Ha'aretz, 20 janvier)

281. Le 22 janvier, les FDI et la police se sont engagées devant la Haute Cour de justice à protéger des attaques des colons une maison palestinienne située près de la colonie de Kiryat Arba. Le demandeur, Shakar Da'ana, a déclaré que les colons le harcelaient, lui et sa famille, depuis 20 ans; ils leur avaient causé des dommages physiques et moraux, avaient empiété sur leurs terres, jeté

des pierres et des bouteilles sur leur maison, et menacé à plusieurs reprises de les tuer ou de les expulser. (Ha'aretz, 23 janvier)

282. Le 22 janvier, des colons de Kiryat Arba et du quartier de Kharsinah ont utilisé des bulldozers pour niveler de vastes étendues de terres agricoles dans le secteur de Baqa', au nord-est d'Hébron. Les colons étaient appuyés par l'armée, la police et des fonctionnaires de l'Administration civile israélienne. Sharif Abdel Rahman, propriétaire, a estimé qu'une quinzaine de dounams de terres, comprenant des vignobles et des oliveraies, avaient été nivelés. (The Jerusalem Times, 24 janvier)

283. Le 24 janvier, on a appris que des colons juifs avaient démoli une vieille maison appartenant à la famille Hamouz dans ce que l'on appelle l'enclave juive d'Hébron. Des sources proches des colons ont prétendu que cette maison avait été démolie afin de faire de la place pour l'agrandissement du quartier juif de la ville. (The Jerusalem Times, 24 janvier)

284. Le 30 janvier, des colons d'Hébron ont posé les fondations des constructions qui doivent agrandir leur colonie dans la vieille ville de cette cité. En outre, ils ont enlevé les ruines d'un bâtiment arabe voisin que les Palestiniens avaient l'intention de restaurer. Selon des sources palestiniennes, les colons voulaient mettre la main sur ce bâtiment. (Ha'aretz, 31 janvier)

285. Le 13 février à Hébron, il y a eu des heurts entre des colons et des résidents palestiniens lorsque des colons ont cherché à empêcher les commerçants palestiniens d'ouvrir leurs magasins dans le marché de gros de la ville situé en face de la colonie d'Avraham Avinu. Une vingtaine de soldats israéliens sont arrivés sur les lieux de l'affrontement et ont repoussé la foule composée d'une centaine de Palestiniens. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 14 février)

286. Le 23 février, une journaliste palestinienne a déposé une plainte auprès de la police de district de Jérusalem contre des colons d'Hébron qu'elle accusait de l'avoir humiliée et d'avoir menacé de la violer en présence de soldats des FDI et de gardes frontière. La police a déclaré que sa plainte serait examinée. (Ha'aretz, 24 février)

287. Le 2 mars, un habitant de la colonie d'Itamar, près de Naplouse, a perturbé les activités d'une équipe de secouristes qui tentaient de réanimer un Palestinien de 45 ans venant du village proche de Marda et souffrant d'une lésion cérébrale. L'incident s'est produit lorsque le colon est arrivé sur les lieux et a demandé la nationalité du patient. Lorsqu'il a appris qu'il était palestinien, il s'est mis à crier aux secouristes : "Pourquoi soignez-vous un assassin" et "Vous êtes des assassins". Selon les secouristes, le colon s'est approché d'eux et a commencé à jurer et cracher. Il a en outre agressé une policière qui lui demandait de s'en aller. Des renforts de police ont été envoyés sur les lieux et trois policiers ont été blessés en tentant de maîtriser le colon. Une demi-heure plus tard, le Palestinien était déclaré mort. Un secouriste a dit qu'il était impossible de déterminer si les résultats des efforts de réanimation auraient été différents s'il n'y avait pas eu de

perturbations. Il a cependant indiqué que celles-ci, de même que l'attroupement qui s'était produit, avaient eu des incidences négatives sur l'issue du traitement. (Ha'aretz, 4 mars)

288. Le 6 mars, des colons de Qdumim ont commencé à arracher les bosquets d'oliviers au village de Kufr Qaddoum en vue de goudronner une nouvelle route de 7 kilomètres devant relier la colonie à un lieu historique situé au nord du village palestinien, que les colons prétendent être d'origine juive. Après de graves échauffourées, un accord a été conclu pour mettre un terme aux travaux de nivellement. (The Jerusalem Times, 14 mars)

289. Le 20 mars, cinq familles juives ont emménagé dans des maisons du quartier de Silwan, à Jérusalem-Est. Silwan est, pour les colons, l'emplacement historique de la Cité de David. Cela portait à 10 le nombre des maisons du secteur dont s'étaient emparés des groupes juifs extrémistes. Selon les statistiques palestiniennes, les colons ont réussi à acheter 53 maisons dans la Jérusalem arabe. Préoccupés par le nombre des maisons arabes tombées entre les mains de groupes juifs extrémistes, le mufti de Jérusalem venait de faire paraître une fatwa interdisant la vente de biens immobiliers à des Juifs. (The Jerusalem Times, 28 mars)

290. Le 25 mars, il a été rapporté qu'à Hébron des enfants de colons agressaient des Arabes avec des bombes lacrymogènes que leur avaient données leurs parents. Un Palestinien a rendu compte d'un incident dont il avait été témoin la semaine précédente lorsque deux enfants de colons âgés de 10 ans s'étaient approchés de deux jeunes Arabes près d'un avant-poste des FDI. Alors que les Arabes ne les avaient pas provoqués, ils ont sorti leurs bombes lacrymogènes et ont projeté du gaz vers les visages de ceux-ci avant de courir vers les soldats. Lorsque l'un des Arabes est tombé au sol, ils sont revenus sur leurs pas et lui ont donné des coups de pied. L'autre Arabe a essayé d'attraper les enfants, mais a été repoussé par les soldats. Selon Noam Arnon, porte-parole de la colonie d'Hébron, il y avait eu plusieurs cas de harcèlement de garçons et filles juifs par des Arabes qui avaient craché sur eux, les avaient insultés ou les avaient harcelés sexuellement. Le porte-parole a affirmé que ces cas étaient en augmentation. Il présumait que les parents donnaient des bombes lacrymogènes à leurs enfants pour qu'ils puissent se défendre. (Ha'aretz, 25 mars)

291. Le 7 avril, un colon de Dolev, au nord de Ramallah, a blessé par balles deux Palestiniens dans le village de Harbata, après que sa voiture eut été touchée par des pierres. Un Palestinien blessé à la poitrine se trouvait dans un état grave à l'hôpital de Ramallah. L'autre Palestinien a été blessé à la jambe (selon la police, il n'a pas été blessé par balle, mais est tombé en courant au secours de l'autre Palestinien). Des résidents de Harbata ont affirmé que les deux Palestiniens n'avaient rien à voir avec le jet de pierres. Un résident a déclaré que l'incident s'était produit lorsque des écoliers avaient commencé à lancer des pierres sur le colon, qui était sorti de sa voiture, avait mis genou à terre et avait ouvert le feu au-dessus de leurs têtes. Le colon serait retourné à sa voiture et aurait démarré. Lorsque la voiture avait de nouveau été atteinte par des pierres plusieurs mètres plus loin, il avait ouvert le feu à travers la vitre avant droite, puis était

descendu de voiture une deuxième fois et avait ouvert le feu à 50 mètres, touchant cette fois-ci les deux Palestiniens. D'autres résidents ont affirmé que le colon traversait fréquemment le village à bord de sa voiture au lieu d'emprunter la rocade. Ils ont affirmé qu'il avait l'habitude de traverser le centre du village en conduisant de manière provocatrice et dangereuse pour les piétons. Dans un autre incident, la police a arrêté à Hébron un colon qui avait tiré des coups de semonce en l'air, après avoir essuyé les jets de pierres de nombreux Palestiniens près du Caveau des Patriarches (mosquée Ibrahimi). Aucun blessé n'a été signalé. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 8 avril)

292. Le 8 avril, un photographe palestinien qui avait été le témoin de violents affrontements entre des Palestiniens et des soldats des FDI à Hébron a affirmé qu'il avait vu un colon tirer une trentaine de coups de feu des environs de Beit Hadassah en direction de la rue Shallala, avant d'être maîtrisé par un soldat. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 9 avril)

293. Le 9 avril, la police a arrêté près de Ramallah un colon qui avait tiré des coups de feu en l'air. Le colon a déclaré à la police qu'une foule de Palestiniens l'avaient contraint à quitter la route et lui avaient lancé des pierres, et qu'il avait dû son salut à des soldats israéliens. Or, des témoins palestiniens ont affirmé que l'incident n'avait pas été provoqué. Des dizaines de colons auraient manifesté devant le commissariat de police où était interrogé l'auteur des coups de feu. (Jerusalem Post, 10 avril)

D. Traitement des détenus

1. Mesures concernant la libération des détenus

294. Le 9 février, le Ministre de la justice Tzahi Hanegbi a annoncé qu'il refusait de recommander la grâce de trois prisonnières palestiniennes dont le Cabinet du Premier Ministre désirait la mise en liberté. Il s'agissait de Su'ad Darwish – reconnue coupable du meurtre d'un Israélien en 1990 –, de Wafa Musabah – qui avait cherché à tuer un membre de la police des frontières près de Jérusalem en 1995 –, et de Nafa Gimar – qui avait tenté de tuer un gardien de prison en 1989. (Jerusalem Post, 10 février)

295. Le 11 février, Israël a libéré entre 23 et 30 prisonnières palestiniennes arrêtées avant la signature de l'Accord intérimaire entre Israël et l'Autorité palestinienne. Des centaines d'amis et de parents, notamment le Président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat et d'autres notables palestiniens, ont accueilli les prisonnières palestiniennes libérées à leur arrivée à Ramallah le 12 février. (Ha'aretz, 11 février; Jerusalem Post, 13 et 14 février)

296. Le 11 février, 30 prisonnières palestiniennes ont été relâchées et conduites des prisons israéliennes où elles se trouvaient, en bus, à Ramallah. L'une d'entre elles, Lamia Ma'rouf a été immédiatement emmenée à l'aéroport de Lydda et expulsée au Brésil où elle a retrouvé sa fille. Son mari purgeait une peine perpétuelle en Israël. La seule prisonnière âgée de 15 ans seulement était toujours en détention pour avoir tenté de poignarder un policier israélien. (The Jerusalem Times, 14 février)

297. Le 20 avril, un membre fondateur du Hamas, Abdel Aziz Rantisi, a été libéré de la prison Beersheba après avoir purgé la moitié de sa peine de sept ans. Rantisi était le porte-parole des 415 Palestiniens appartenant à divers mouvements islamiques qui avaient été expulsés vers le Liban en décembre 1992. Il avait été condamné par un tribunal israélien pour incitation. (The Jerusalem Times, 25 avril)

2. Autres informations concernant les détenus

298. Le 1er janvier, la Haute Cour de justice a critiqué les FDI pour avoir tenu des débats sur la prolongation de la détention de Palestiniens à l'intérieur des établissements de détention. La critique de la Cour répondait à une pétition de l'Association pour les droits civils en Israël exigeant qu'instruction soit donnée aux responsables des FDI de porter ces débats devant les tribunaux militaires. Le juriste représentant l'Association a déclaré que, si les délibérations avaient lieu à l'intérieur des établissements de détention, avec le manque concomitant de transparence, on ne pouvait montrer que justice était faite. Il a déclaré en outre que les FDI ne prenaient pas toujours les dispositions voulues pour que ces débats se tiennent en présence d'un juge ou que les détenus bénéficient de l'assistance d'avocats. (Ha'aretz, 2 janvier)

299. Le 5 janvier, Dedi Zuker (Parti Meretz), membre de la Knesset, a demandé qu'il soit procédé à une révision générale des cas de détention administrative ainsi qu'à l'abolition progressive de cette mesure, à l'exception des cas extrêmes. M. Zuker, qui a fait sa déclaration au cours d'une visite à la prison de Megiddo, où 259 personnes se trouvaient en détention administrative, a révélé que plus de la moitié de ces personnes étaient détenues depuis plus d'un an, que 40 d'entre elles l'étaient depuis plus de deux ans et 20 depuis trois ans. M. Zuker a fait observer que ces faits prouvaient que la détention administrative était devenue un châtiment sans procès. (Ha'aretz, 6 janvier)

300. Le 8 janvier, la femme de l'ancien porte-parole du mouvement Kach a justifié une décision du service des prisons l'autorisant, elle et ses enfants, à passer deux fois le Shabbat avec son mari dans la prison d'Eyal au cours des deux mois précédents, en précisant que cette décision avait été entérinée par la Haute Cour de justice. Par contraste, aucun des 35 Arabes en détention administrative retenus dans la même prison ne recevait la visite de sa famille. (Jerusalem Post, 9 janvier)

301. Le 8 janvier, date qui coïncidait avec la Journée des martyrs, la Société des prisonniers palestiniens a indiqué que 100 prisonniers palestiniens étaient morts dans des prisons israéliennes depuis juin 1967. Selon cette déclaration, ils étaient morts des suites de tortures, de conditions de détention insalubres et de maladies qui auraient pu être évitées. (The Jerusalem Times, 10 janvier)

302. Le 10 janvier, on a appris qu'Amnesty International indiquait dans un document que le Gouvernement israélien approuvait la torture mentale et physique de prisonniers palestiniens depuis 1987, utilisant ces méthodes pour devancer les activités des groupes palestiniens armés. Ce rapport révélait que des

prisonniers hospitalisés étaient enchaînés à leur lit. (The Jerusalem Times, 10 janvier)

303. Le 12 janvier, un prisonnier palestinien, Riyad Mahmoud Adwan, est mort à la prison de Beersheba, prison utilisée pour la mise au secret, connue pour les mauvaises conditions de détention qui y étaient pratiquées. M. Adwan, qui souffrait de problèmes respiratoires, a eu une crise qui a entraîné son asphyxie. Il n'a pas été conduit immédiatement à l'hôpital, en raison des formalités administratives nécessaires au transfert. (The Jerusalem Times, 17 janvier)

304. Le 2 février, l'organisation de défense des droits de l'homme A-Damir, qui avait son siège à Gaza, a déclaré que plus de 3 000 Palestiniens continuaient d'être détenus dans des prisons israéliennes. Selon elle, les Palestiniens étaient détenus dans une douzaine de prisons et d'établissements de détention à l'intérieur d'Israël : 291 étaient détenus sans avoir été jugés; 357 avaient moins de 18 ans et 480 étaient soit malades, soit âgés. Sur cette liste figuraient aussi 69 Arabes israéliens arrêtés pour des raisons politiques. (Ha'aretz, 3 février)

305. Le 6 février, un haut fonctionnaire palestinien chargé des affaires des prisonniers et dirigeant du Club des prisonniers palestiniens, Issa Karaki, a accusé les autorités israéliennes de l'avoir empêché de voir des prisonniers à la prison d'Ashkelon. Selon M. Karaki, cette interdiction ne présageait rien de bon pour les futurs entretiens sur la libération des prisonniers. (Ha'aretz, 7 février)

306. Le 9 février, quatre jeunes Palestiniens détenus à la prison Sharon pour des délits concernant la sécurité ont adressé un recours au Tribunal d'instance de Tel-Aviv pour qu'il ordonne au Service des prisons de les autoriser à faire des études en prison, comme y étaient autorisés les jeunes Israéliens détenus pour des infractions pénales. Leur avocat, qui faisait partie de l'International Association for the Rights of the Child (Association internationale des droits de l'enfant), a affirmé que le Service des prisons ne s'acquittait pas de son devoir de permettre aux jeunes Palestiniens détenus en Israël de faire des études normales. Selon cet avocat, le Service des prisons n'avait pas de programme d'études pour les personnes emprisonnées pour des raisons de sécurité ni pour des adultes, ce qui constituait une mesure discriminatoire par rapport aux prisonniers israéliens. (Ha'aretz, 10 février)

307. Le 10 février, il a été signalé que la Haute Cour de justice avait décidé de repousser d'une semaine l'examen d'un recours adressé par un Palestinien détenu pour raisons de sécurité qui demandait qu'on l'autorise à rencontrer un avocat et qu'on interdise au Service général de sécurité (SGS) de le torturer. L'avocate Lea Tsemel – qui a présenté le recours au nom du détenu – ainsi que le Comité public contre la torture en Israël ont soutenu que la Cour, par sa décision, avait vidé le recours de tout contenu, laissant pratiquement les mains libres au SGS pour torturer le détenu. Celui-ci aurait été arrêté deux mois plus tôt et détenu depuis lors dans le quartier des interrogatoires du carré russe, sous l'inculpation de participation aux activités du Hamas et de

possession illégale d'armes. Selon Me Tsemel, les chefs d'inculpation n'étaient pas suffisamment graves pour justifier la décision de ne pas autoriser le détenu à rencontrer un avocat. En outre, la famille du détenu craignait que cette interdiction vise à cacher au public le fait qu'il était torturé. Dans un autre contexte, Me Tsemel a adressé à la Division de l'inspection générale des services, de la police du Ministère de la justice une déclaration sous serment d'un autre détenu arrêté deux mois plus tôt et accusé des mêmes délits. Dans cette déclaration, le détenu décrivait les tortures qu'il subissait pendant les interrogatoires par le SGS. Pendant les 30 jours où il avait été interrogé, on l'avait obligé à rester dans la position "shabah", c'est-à-dire assis sur un petit tabouret, les mains liées derrière le dos, les jambes attachées et la tête recouverte d'un sac. Une nuit, il avait été attaché les mains derrière le dos à ce qu'il a qualifié de "tuyau des confessions". Ce tuyau était situé dans une cour et on l'avait laissé dehors toute la nuit mourir de froid. Il déclarait qu'à plusieurs reprises il avait été cloué au sol, les mains attachées derrière le dos, la tête relevée, tandis que ceux qui l'interrogeaient lui piétinaient le ventre et la poitrine. Il affirmait avoir été obligé à plusieurs reprises de faire des exercices consistant à s'agenouiller et à se relever en comptant à haute voix de 1 à 200, puis de 200 à 1, sous le regard attentif de ceux qui l'interrogeaient. Il ajoutait que, pendant les exercices et lorsqu'on lui posait des questions, on lui donnait des gifles. Une fois, un certain Martin qui l'avait secoué violemment à deux reprises, avait menacé de lui jeter à la tête les lourds fers qu'il avait aux jambes. Le détenu déclarait être brisé et avoir fait une confession lorsque ceux qui l'interrogeaient lui avaient dit que sa femme avait été arrêtée et lui avaient montré son châle, son foulard et sa photographie. (Ha'aretz, 10 février)

308. Le 14 février, on a appris que 5 000 prisonniers palestiniens se trouvaient toujours dans des prisons israéliennes et que, d'après les estimations, 600 d'entre eux se trouvaient en détention administrative sans avoir été jugés. (The Jerusalem Times, 14 février)

309. Le 16 février, il a été rapporté qu'un détenu palestinien emprisonné au centre de détention militaire de Megiddo avait adressé un recours à la Haute Cour de justice afin que l'on oblige le Ministre de la défense Yitzhak Mordechai à fournir de quoi se chauffer à toutes les personnes détenues sous des tentes. Le requérant, qui avait été arrêté trois mois plus tôt pour avoir participé aux activités du Front populaire de libération de la Palestine, a affirmé, par l'intermédiaire d'un avocat de l'Association palestinienne des droits de l'homme et de l'environnement, qu'il était, ainsi que 600 autres personnes, détenu dans des tentes plantées en plein champ qui ne les abritaient ni du vent, ni du froid, ni de la pluie. (Ha'aretz, 16 février)

310. Le 20 février, 1 200 détenus palestiniens des prisons de Megiddo et d'Ashkelon ont fait une grève de la faim d'une journée afin de rappeler au monde qu'Israël continuait d'incarcérer 300 personnes frappées d'une mesure d'internement administratif sans inculpation ni jugement. Selon une source militaire israélienne, un certain nombre de détenus d'autres prisons s'étaient joints à la grève. Environ 600 Palestiniens, dont la plupart ont été jugés tandis que d'autres ont été frappés d'une mesure d'internement administratif,

étaient détenus dans la prison d'Ashkelon; 600 Palestiniens environ – dont la moitié avaient fait l'objet d'un arrêté d'internement administratif – étaient détenus à la prison militaire de Megiddo. En 1996, 140 détenus ont vu leur période de détention prolongée – pour certains pour la huitième fois.

(Ha'aretz, 21 février)

311. Le 20 février, l'association Médecins pour les droits de l'homme a condamné la décision du Comité ministériel chargé du SGS de prolonger de deux mois l'autorisation donnée au SGS d'utiliser des méthodes d'interrogatoire spéciales dans le cas de suspects palestiniens. Elle affirmait que non seulement cette mesure légitimait la torture, mais que l'argument de la "bombe à retardement" ne résistait pas à l'examen. Selon cet argument, il était permis d'exercer des pressions physiques modérées sur les détenus soupçonnés d'être en possession de renseignements qui, s'ils étaient obtenus, permettraient de déjouer rapidement une attaque massive ou d'éviter un grand danger. Afin de réfuter l'argument de la "bombe à retardement", l'association a établi un compte rendu détaillé de 50 cas de Palestiniens qui avaient adressé un recours à la Haute Cour de justice en 1996 pour s'élever contre leur torture par le SGS. Elle a constaté que, d'une part, un grand nombre de ces cas avait fait l'objet d'articles parus dans des quotidiens et que, d'autre part, la période qui s'était écoulée entre l'arrestation des suspects et le début des tortures jusqu'à ce qu'ils adressent un recours allait de 10 jours à trois mois. L'explication donnée par les responsables du SGS, selon lesquels les méthodes d'interrogatoire spéciales n'étaient utilisées que dans les cas "de bombe à retardement", était fallacieuse ou tout au mieux problématique. L'association relevait en outre que dans tous les cas sauf trois la Haute Cour de justice avait ordonné au SGS d'arrêter d'utiliser des "méthodes d'interrogatoire spéciales" consistant, notamment, à secouer violemment les détenus, à les suspendre à un crochet attaché à une porte, à les attacher dans des positions douloureuses, à leur mettre des sacs puants sur la tête, à jouer de façon incessante et très fort de la musique et à les priver de sommeil. L'association estimait que le fait que l'on avait mis fin aux tortures à la suite des recours prouvait qu'il existait d'autres moyens pour garantir la sécurité. Enfin, elle faisait observer que certains des requérants avaient été libérés, tandis que d'autres avaient été placés en internement administratif. Elle concluait que, même après les avoir torturés, le SGS ne pouvait trouver de raisons permettant de les traduire en justice.

(Ha'aretz, 21 février)

312. Le 28 février, le Ministère de l'information de l'Autorité palestinienne et la Société des détenus ont révélé dans un rapport que 83 Palestiniens étaient morts dans des prisons israéliennes au cours des 30 dernières années. Ils ont ajouté que 31 Palestiniens étaient morts lors d'interrogatoires des suites des tortures physiques qu'ils avaient subies et que 15 autres avaient été délibérément tués lors de soulèvements en prison. Six étaient morts alors qu'ils faisaient la grève de la faim au début des années 90 et 21 autres étaient morts faute de soins médicaux. (The Jerusalem Times, 28 février)

313. Le 3 mars, l'organisation Défense des enfants-International (DEI) a dans un rapport affirmé que 21 garçons arabes de moins de 17 ans étaient détenus dans la prison de police d'Abu Kabir dans un état végétatif. Selon le rapport, les

mineurs n'avaient absolument rien de constructif, éducatif ou positif à faire, passaient toutes leurs journées au lit et n'avaient personne à qui parler. En outre, ils étaient dans des cellules non chauffées et ne pouvaient recevoir de visite. Répondant aux accusations, le porte-parole de la police de Tel-Aviv a déclaré que la conception de la prison de police d'Abu Kabir ne permettait pas de prendre en compte les droits des détenus et a suggéré que l'on confie ces derniers à l'administration pénitentiaire. Philip Veerman, Directeur de DEI, a répliqué que les conditions n'étaient pas sensiblement meilleures dans les installations de l'administration pénitentiaire. Selon lui, le fait que des mineurs restent dans des cellules 23 heures sur 24 correspondait à un châtement inhumain et dégradant. Il était honteux de conserver pour la détention des jeunes une installation où absolument rien n'était prévu pour eux si ce n'était la nourriture et les soins médicaux. (Jerusalem Post, 3 mars)

314. Le 3 mars, le Centre for the Defence of the Individual (CDI) a retiré un recours qu'il avait formé la veille auprès de la Haute Cour de justice pour que celle-ci ordonne au Service général de sécurité d'autoriser un Palestinien détenu pour des raisons de sécurité à rencontrer un avocat. Dans ce recours, l'avocat André Rosenthal affirmait que l'interdiction pour les détenus de rencontrer un avocat était devenue une partie intégrante des méthodes utilisées par le GSS pour conduire les interrogatoires et était contraire aux droits des détenus. Le CDI a retiré le recours après que le GSS eut accepté que le détenu rencontre un avocat. Le détenu, venant du camp de réfugiés de Shati (bande de Gaza), aurait été soumis à des interrogatoires pendant un mois à la prison de Shikma. Le représentant du CDI craignait que le GSS n'emploie des méthodes illégales pour interroger le détenu auquel on avait par trois fois interdit de rencontrer un avocat. (Ha'aretz, 4 mars)

315. Le 14 mars, il a été rapporté que, selon l'International Association for the Rights of the Child, les conditions de détention à la prison du quartier russe étaient encore pires que dans les locaux de détention d'Abu Kabir. Selon l'association, les mineurs détenus dans le quartier russe n'avaient rien à faire et s'ennuyaient. L'oisiveté les conduisait à commettre des actes de violence et ceux qui étaient interrogés par le GSS ne pouvaient ni recevoir de visites de membres de leur famille ni rencontrer un agent de probation. Toujours selon le rapport, ils se plaignaient qu'on leur donne peu de temps pour jouer, regarder la télévision ou rester dans la cour. D'autres se plaignaient qu'il n'y avait pas d'eau chaude, qu'il faisait froid dans les cellules non chauffées et que la nourriture était abominable. L'association faisait observer que les conditions de détention inadéquates des mineurs dans cette installation constituaient une violation de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant qu'Israël avait signée. (Ha'aretz, 14 mars)

316. Le 14 mars, on notait un regain de vigueur de la politique de détention administrative d'Israël. Selon le rapport détaillé de l'organisation de défense des droits de l'homme basée à Bethléem, la Société de St. Yves, à l'heure actuelle, on comptait 250 personnes en détention administrative, dont 230 avaient été transférées à la prison de Megiddo et 20 à la prison d'Ashkelon. Un grand nombre d'entre eux souffraient de maux divers. Le rapport notait que la détention de 90 Palestiniens avait été renouvelée au moins trois

fois; 20 détenus étaient arrêtés depuis plus de trois ans et 4 avaient passé cinq années en prison et n'étaient toujours pas libérés. Selon le rapport, Israël avait reconduit la détention administrative de 37 Palestiniens qui auraient dû être libérés au cours du mois de février 1997. Sur 48 détenus, seuls 11 avaient été libérés. Les autres avaient vu leur détention reconduite pour la septième fois consécutive... Le rapport ajoutait que, si 11 détenus étaient libérés, 12 étaient placés en détention administrative en février 1997. (The Jerusalem Times, 14 mars)

317. Le 15 mars, le Ministère de l'information de l'Autorité palestinienne a lancé un appel aux organisations juridiques internationales et à l'UNICEF pour la libération immédiate de 250 mineurs détenus dans les prisons israéliennes. (The Jerusalem Times, 21 mars)

318. Le 19 mars, 4 soldats et 9 Palestiniens détenus pour des raisons de sécurité ont souffert de troubles dus à l'inhalation de fumée lors de violentes émeutes qui ont eu lieu à la prison de Megiddo. Des troubles ont aussi été causés par des centaines de personnes détenues pour des raisons de sécurité à la prison de Nafa près de Beersheva, mais aucun blessé n'a été signalé. Les émeutes ont apparemment éclaté en signe de protestation contre la prolongation des ordres d'internement administratif de certains des prisonniers. L'ordre a été rétabli dans les deux prisons par les gardiens. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 20 mars)

319. Le 19 mars, il a été signalé que l'organisation de défense des droits de l'homme Al Haq avait demandé l'ouverture d'une enquête sur un incident au cours duquel il a été fait un usage abusif de la force contre les détenus de la prison Megiddo. L'incident s'est produit lorsqu'un groupe de détenus a mis le feu à un lit en bois pour protester contre la décision de reconduire la détention de quatre personnes, alors qu'elles devaient être libérées le lendemain. On a utilisé contre eux des gaz lacrymogènes, des bombes assourdissantes, des balles en caoutchouc et de l'eau chaude. Les échauffourées ont duré près de sept heures. Le rapport d'Al Haq a noté que les blessés, qui ont été transportés à l'infirmerie de la prison, ont essuyé des injures et ont été violemment frappés par les soldats comme par le personnel médical, qui les a renvoyés dans leur cellule avec des blessures supplémentaires. (The Jerusalem Times, 28 mars)

320. Le 24 mars, il a été signalé que, selon l'Association of Physicians for Human Rights, les conditions de détention à la prison de Sharon étaient honteuses, mettaient en danger la santé des détenus et ne satisfaisaient pas aux règles minima de l'ONU pour le traitement des détenus. Dans un rapport publié récemment, Physicians for Human Rights a affirmé que les traitements médicaux dans la prison étaient insuffisants et que le surpeuplement accroissait les risques de propagation des maladies infectieuses. L'association a constaté qu'un seul médecin visitait trois installations de détention dans le district de Sharon. Par suite, il n'y avait pas d'examen médical avant la mise en détention sauf en cas d'interrogatoire conduit par le GSS. Les cellules surpeuplées constituaient un terrain fertile pour les maladies infectieuses telles que l'ictère d'origine virale, le sida et la tuberculose. Toujours selon le rapport, il n'y avait aucun psychiatre pour traiter les détenus qui menaçaient

de se suicider. Enfin, le rapport indiquait que les détenus se plaignaient que la nourriture était mauvaise, qu'ils maigrissaient et que l'on rejetait leurs demandes de traitement médical. D'autres se plaignaient d'être menacés, battus ou soumis à des violences sexuelles par d'autres détenus. (Ha'aretz, 24 mars)

321. Le 26 mars, il a été indiqué qu'un résident de la bande de Gaza détenu par le GSS parce qu'il était soupçonné d'avoir participé à des activités "terroristes" du Jihad islamique faisait la grève de la faim pour protester contre son interrogatoire par des collaborateurs. Le détenu a affirmé qu'il avait été placé dans une cellule avec deux collaborateurs qui l'ont interrogé pendant deux jours. Dans un recours qu'il a formé auprès de la Haute Cour de justice au nom du détenu, le Centre for the Defence of the Individual a demandé qu'il soit interdit au GSS d'effectuer de tels interrogatoires. Il a aussi demandé à la Cour, en attendant la délibération finale sur le recours, de prendre une ordonnance de mesure provisoire pour que le GSS transfère immédiatement le détenu dans une autre cellule où il n'y aurait pas de collaborateur. Enfin, il a prié la Cour de fixer d'urgence une date pour l'audition, à laquelle le détenu devrait être présent. (Ha'aretz, 26 mars)

322. Le 30 mars, cinq résidents palestiniens des territoires ont, par l'intermédiaire de l'Association pour les droits civils en Israël, formé un recours auprès de la Haute Cour de justice pour qu'elle ordonne aux autorités de les autoriser à entrer en Israël pour rendre visite à leurs parents détenus. Leurs avocats ont affirmé que la politique radicale adoptée par Israël en 1996 selon laquelle tout Palestinien souhaitant rendre visite à des détenus en Israël devait obtenir une autorisation spéciale délivrée selon des critères stricts pour chaque visite causait un préjudice injustifiable aux familles des détenus. L'un des requérants, une infirmière d'un village de la zone de Ramallah dont le mari avait été emprisonné pour six mois dans l'attente de son jugement, a déclaré que la demande d'autorisation d'entrer en Israël qu'elle avait faite pour elle-même et ses trois enfants avait été rejetée pour des raisons de sécurité. Selon elle, ses enfants souffraient beaucoup d'être séparés de leur père. Deux autres requérantes se sont aussi plaintes des effets de cette politique sur leurs enfants. Une femme dont le mari avait été emprisonné pour cinq ans a indiqué dans sa déclaration sous serment à la Haute Cour de justice que sa fille devait se rendre seule en Israël parce qu'elle-même n'était pas autorisée à y entrer. Un autre requérant, un pédiatre de 64 ans qui avait travaillé pour l'UNRWA en Cisjordanie pendant de nombreuses années et dont le fils avait été mis en internement administratif pour un an et demi avait vu toutes ses demandes rejetées – sauf une – également pour des raisons de sécurité. Le cinquième requérant était une femme de Bethléem âgée de 65 ans que l'on avait empêchée au cours des six derniers mois de rendre visite à son fils à la prison de Megiddo. (Ha'aretz, 30 mars)

323. Le 6 avril, le Comité public contre la torture a introduit une requête auprès de la Haute Cour de justice pour que celle-ci prenne une ordonnance interlocutoire tendant à faire cesser l'interrogatoire d'un activiste présumé du Jihad islamique âgé de 24 ans, qui avait tenté de se suicider alors qu'il était détenu au secret dans le quartier russe à Jérusalem. Ce Palestinien, qui a tenté de se suicider après avoir été interrogé par le Service général de

sécurité pendant six semaines environ, avait été arrêté le 18 août 1996 et incarcéré à la prison de Megiddo. Sa détention devait prendre fin le 17 février, mais au lieu d'être libéré, il avait été transféré au quartier russe en vue d'y être interrogé par le Service général de sécurité. Dans une déclaration sous serment au tribunal, le détenu a affirmé que, durant la première phase de l'interrogatoire, il avait été placé sur une petite chaise, les mains attachées derrière le dos, tandis que ses interrogateurs diffusaient de la musique à plein volume. Il a alors avoué qu'il rendait des services au Jihad islamique, et notamment qu'il avait remis des sommes d'argent aux familles des détenus et envoyé un représentant à Amman pour y rencontrer le Jihad islamique. Le détenu a déclaré que, suite à ses aveux, il avait été placé en régime cellulaire et qu'on lui avait demandé de reconnaître d'autres charges pesant sur lui. Lorsqu'il a dit aux interrogateurs qu'il n'avait aucune autre information, ceux-ci ont commencé à le maltraiter, lui donnant des coups de pied et l'obligeant à faire des exercices pénibles. Il a déclaré à un psychiatre de l'hôpital qu'il avait été soumis à une pression psychologique car les interrogateurs avaient essayé de le contraindre à reconnaître des actes qu'il n'avait pas commis. (Ha'aretz, 7 avril)

324. Le 9 avril, un jeune Arabe de 16 ans souffrant de graves troubles du comportement a fait appel devant la Haute Cour de justice de sa mise en détention à la prison de Kishon. Ce recours, formé par l'intermédiaire de l'International Organization for the Rights of the Child (Organisation internationale des droits de l'enfant), faisait valoir que le jeune avait besoin de soins et que sa détention, qui durait depuis neuf mois, pourrait lui être préjudiciable. En outre, sa mise en détention n'avait pas été effectuée dans les formes. (Ha'aretz, 10 avril)

325. Le 16 avril, la Haute Cour de justice a débouté un détenu "terroriste" du Hamas de son recours contre l'usage de la force par le Service général de sécurité durant son interrogatoire. La Cour s'est rangée à l'argument du ministère public selon lequel les interrogateurs du Service étaient habilités à user de méthodes spéciales lorsque la sûreté de l'État et des vies humaines étaient en jeu. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 17 avril)

326. Le 17 avril, de violents affrontements ont eu lieu à la prison Nafha dans le Negev, après que 140 prisonniers eurent été intoxiqués par la nourriture qui leur avait été servie la veille de la fête de l'Aïd al Adha. Les autorités de la prison ont fait venir les forces de police pénitentiaires, qui ont envahi les cellules, utilisant des gaz lacrymogènes. Dix prisonniers ont souffert d'inhalation de gaz lacrymogène. (The Jerusalem Times, 25 avril)

327. Le 27 avril, il a été rapporté que deux résidents du village de Tsurif avaient formé un recours devant la Haute Cour de justice pour que celle-ci interdise au Service général de sécurité de les torturer. Ils ont également demandé à la Cour de rendre une ordonnance interlocutoire interdisant le recours à des méthodes d'interrogation violentes, en attendant de délibérer sur leur recours. Arrêtés le 10 avril, ils ont affirmé, par l'entremise de leur avocat, Me André Rosenthal, du Centre for the Protection of the Individual, qu'ils étaient contraints à prendre une position inconfortable appelée "Shabah" : assis

sur un tabouret bas, les bras attachés derrière le dos, les jambes attachées et la tête recouverte d'un sac pendant que de la musique était diffusée à plein volume et continuellement. En outre, ils étaient placés contre le mur, les mains attachées derrière le dos, et privés de sommeil pendant des journées et des nuits entières. Le docteur Al-Kadi, chef de l'hôpital Ahli à Hébron et lui-même un des détenus, a affirmé que ses interrogateurs avaient menacé de lui briser les dents et de le castrer. En outre, il n'avait que cinq minutes pour manger et aller aux toilettes et on l'empêchait de faire ses prières. Il a également affirmé que ses mains et ses jambes étaient enflées parce que les chaînes qu'il portait étaient serrées à l'excès. L'autre détenu a soutenu dans son recours qu'il avait été arrêté après avoir refusé d'obéir à un interrogateur du Service général de sécurité qui le pressait de collaborer avec les autorités. Il a affirmé avoir déjà été interrogé l'été précédent pour les mêmes raisons, avant d'être relâché. (Ha'aretz, 27 avril)

E. Annexion et implantation de colonies

328. Le 1er janvier, l'Administration civile de la Rive occidentale a barré une route de deux kilomètres de long que la municipalité de Kalkilya avait faite "illégalement" pour relier cette ville à la jonction d'Habla. Le porte-parole de l'Administration civile a averti qu'elle réagirait durement à toute violation des lois relatives à la construction. (Ha'aretz, 3 janvier)

329. Le 2 janvier, des soldats des FDI ont arrêté quatre résidents du village de Beit Surik (secteur de Ramallah) qui avaient tenté de s'opposer physiquement aux travaux de terrassement au bulldozer destinés à l'agrandissement de la colonie d'Har Adar. Les quatre personnes interpellées ont déclaré être les propriétaires en titre du terrain utilisé à cette fin. Après leur arrestation, les bulldozers ont poursuivi le terrassement, allant jusqu'à déraciner des oliviers, sous la protection des FDI. Selon les habitants palestiniens, l'agrandissement de la colonie d'Har Adar s'est fait sur des centaines de dounams de terres appartenant aux habitants des villages de Katana, Beit Surik et Biddu. Les représentants de l'Administration civile ont argué de leur côté que les travaux avaient été effectués sur des terres appartenant à l'État. (Ha'aretz, 3 janvier)

330. Le 5 janvier, les résidents de la colonie de Beit El ont enlevé sept caravanes résidentielles qu'ils avaient mises sur Har Atris le 3 janvier 1997, en échange d'une entrevue avec le Ministre de la défense, Yitzhak Mordechai, destinée à l'examen de leur demande d'agrandir leur colonie. Après la réunion, M. Mordechai a dit à la presse que les besoins des colons feraient l'objet d'un examen sérieux et ne resteraient pas sans réponse. Les chefs de la colonie ont révélé que Mordechai avait verbalement promis d'agrandir la colonie en utilisant des terres actuellement occupées par la base voisine des FDI et d'assurer une présence permanente des FDI à Har Atris. (Ha'aretz, 5 et 6 janvier; Jerusalem Post, 6 janvier)

331. Le 7 janvier, des douzaines de bédouins de la tribu des Jahalins, soit quelque 45 familles, ont manifesté contre une décision de justice les expulsant de leurs camps de tentes près de la colonie de Maaleh Adumim. Les 50 manifes-

tants, parmi lesquels une douzaine d'enfants, se sont postés le long de la route Jérusalem-Jericho avec des panneaux sur lesquels on pouvait lire "Le monde devrait voir le sort qui est fait aux Jahalins" et "La décision du tribunal est raciste". En outre, la Haute Cour de justice a décidé que les Jahalins devaient quitter le secteur où ils vivaient depuis plusieurs décennies. Elle a déclaré qu'il serait offert à chaque famille un lopin près d'Abou Dis, aux abords de Jérusalem. La tribu Jahalin a rejeté l'offre, déclarant que le terrain qu'on leur proposait était situé près d'une décharge. M. Taleb a-Sanaa, Arabe israélien membre de la Knesset, dont les ancêtres étaient bédouins et qui s'était joint à la manifestation, a déclaré qu'Israël n'avait pas le droit de déraciner les Jahalins. "Ils ne peuvent pas enterrer les gens vivants", a-t-il dit. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 8 janvier)

332. Le 8 janvier, un différend a opposé les colonies de Beqaot et Roi aux résidents palestiniens quand un certain nombre de colons ont commencé à labourer dans la vallée du Jourdain un terrain de 2 000 dounams dont les Palestiniens revendiquaient la propriété. La police est intervenue et les colons ont consenti à interrompre leurs travaux jusqu'au 12 janvier pour donner aux Palestiniens une chance de justifier leurs prétentions. Ce différend au sujet de la propriété de terres dans la vallée du Jourdain était le deuxième en un mois, l'autre étant celui qu'avait suscité l'opération de Moshav Masua dite de la Ferme yougoslave expérimentale. Israël prétendait que le lopin de 400 dounams appartenait à Moshav alors que les Palestiniens soutenaient que cette terre leur appartenait aux termes des Accords d'Oslo. (Jerusalem Post, 9 janvier)

333. Le 9 janvier, des colons d'Hébron ont posé les fondations d'un nouvel immeuble résidentiel dans le quartier Avraham Avinu de la colonie. Le porte-parole de la colonie a déclaré que cette construction visait à montrer que les colons avaient l'intention de rester à Hébron, d'y développer leur communauté et d'y accueillir de nouveaux habitants. Il a dit que la colonie avait toutes les autorisations nécessaires pour commencer la construction de l'immeuble de 10 appartements. Par ailleurs, des étudiants de l'école talmudique sont entrés dans un bâtiment du quartier chrétien de Jérusalem qu'un Juif européen avait acheté quelque six mois auparavant à un Arabe chrétien vivant à l'étranger. (Jerusalem Post, 9 et 10 janvier)

334. Le 10 janvier, on a appris qu'un groupe de 200 fanatiques juifs avait installé sept maisons mobiles sur un terrain dénommé Tel Igritis, dans le secteur de Ramallah. Cette installation était le prélude de l'agrandissement prévu de la colonie de Beit El auquel les colons avaient pris l'engagement de procéder après l'assassinat de deux des leurs en novembre 1996. Une intervention militaire israélienne a contraint les colons à enlever les maisons mobiles et à évacuer la colline. Selon certains rapports, cependant, ils n'avaient accepté de partir qu'après que le Ministre de la défense, Yitzhak Mordechai, eut promis d'étudier leur demande d'agrandissement de Beit El. À la suite de l'assassinat de ces colons, Israël a décidé d'accorder aux colonies de la Rive occidentale et de Gaza le statut de "secteur de développement spécial de la catégorie A", ce qui signifiait qu'ils pourraient obtenir des subventions et

d'autres aides du Gouvernement qui contribueraient à leur agrandissement. (The Jerusalem Times, 10 janvier)

335. Le 14 janvier, plusieurs dizaines de résidents palestiniens du secteur de Tulkarem ont organisé une manifestation près du village d'A-Ras pour faire obstacle aux activités de géomètres israéliens dans une zone que l'Administration civile destinait à l'exploitation de carrières. Les manifestants, ayant à leur tête le Gouverneur de Tulkarem, Az A-Din A-Sharif et le docteur Hasan Harisha, membre palestinien du Conseil législatif, ont fait voeu de protéger leurs terres au prix de leur vie. Les FDI ont empêché d'autres personnes de se joindre à la manifestation qui a suivi un incident, le 12 janvier, au cours duquel un bulldozer israélien a démoli le mur de pierres qui protégeait un lopin appartenant à un résident de Tulkarem et a détruit plusieurs dounams d'un terrain planté d'oliviers, de pommiers et de haricots. En réponse aux accusations des habitants, l'Administration civile a déclaré que la terre en question était propriété de l'État. Le Gouverneur de Tulkarem a cependant protesté que sur les 10 000 dounams de la zone destinée aux carrières, 150 seulement étaient propriété de l'État. Le reste était la propriété privée de familles ou de villages palestiniens du secteur. Des représentants de l'Autorité palestinienne ont dit que la concentration de carrières dans ce secteur nuirait gravement à l'environnement, priverait Tulkarem de ce qui lui restait de terres au sud-est et serait préjudiciable à l'agriculture, principal moyen de subsistance des villageois. (Ha'aretz , 15 janvier)

336. Le 14 janvier, l'Administration civile, aidée de centaines de policiers, a évacué une famille de Bédouins de la tribu des Jahalins pour permettre l'agrandissement de la colonie de Maaleh Adumim. Il avait été prévu que l'opération se déroulerait au moment où une femme devait se retrouver seule avec trois enfants sur le campement. Les biens de la famille, y compris ses moutons et ses chèvres, ont été embarqués sur des camions, après quoi des bulldozers de l'Administration civile ont détruit ses gourbis et deux enclos d'animaux. Plus tard dans la journée, plusieurs dizaines de Bédouins d'un campement voisin, qui n'étaient pas sur les lieux au moment de l'éviction, sont arrivés sur la scène pour protester. Ils ont été repoussés par la police qui a déclaré le secteur zone militaire interdite. Certains Bédouins se sont couchés sur le sol et ont refusé de bouger mais la police les a entraînés hors des lieux. La famille expulsée a reçu une parcelle à titre permanent à quelque 500 mètres de la décharge d'Abou Dis, ainsi qu'un conteneur devant lui servir de logement. Gush Shalom a fait une déclaration selon laquelle la tribu des Jahalins qui avait vécu sur ce site des décennies avant l'établissement de la colonie de Maaleh Adumim était victime de ce que cette organisation a décrit comme l'appétit débridé de colonies qui détruisait toute chance de paix et déshéritait les pauvres. (Ha'aretz , 15 janvier)

337. Le 14 janvier, le Comité national et islamique contre les colonies a organisé une protestation contre un projet israélien de confiscation de la vallée du Wadi A-Teen. Des dizaines de milliers de dounams de terres étaient visés par cette mesure de saisie qui aurait des répercussions sur les moyens d'existence de six villages. Deux jours auparavant, des bulldozers israéliens avaient déraciné 500 oliviers environ dans la zone s'étendant entre Khirbet

Jabara et le village de Ras, dans le secteur de Tulkarem. (The Jerusalem Times, 17 janvier)

338. Le 18 janvier, les autorités israéliennes ont empêché des agriculteurs palestiniens, qui étaient soutenus par des pacifistes israéliens, de planter de jeunes oliviers sur les terres appartenant aux villages de Deir Qiddis et de Kharbatha, dans le secteur de Ramallah. (The Jerusalem Times, 24 janvier)

339. Le 20 janvier, la colonie de Maaleh Ephraïm a reçu l'autorisation définitive de construire quelque 60 nouveaux logements, sa première autorisation de construire en six ans. Selon les rapports, les 60 logements faisaient partie d'un projet de 470 unités dans cette colonie de 1 700 habitants de la vallée du Jourdain. Le chef du conseil local, Maaleh Ephraïm, s'est félicité de cette décision qui, a-t-il dit, apportait la preuve que le Gouvernement ne se payait pas de mots mais passait aussi à l'action. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 21 janvier)

340. Le 22 janvier, un placard publicitaire parrainé par le Ministère du logement a paru dans plusieurs journaux; il offrait dans les territoires quelque 1 500 logements dont la vente avait été gelée par le Gouvernement précédent. Sur les 3 000 logements, près de 1 500 ont été vendus depuis que le Premier Ministre, Bényamin Nétanyahou, a pris ses fonctions. Les chefs de la colonie ont déclaré que les autres n'avaient pas été vendus parce que les acheteurs potentiels attendaient que soit mise en oeuvre la décision du Gouvernement de donner aux colonies le statut de "Secteur de développement A". Ils pensaient que la décision du Ministère du logement de mettre les logements restants sur le marché annonçait l'octroi imminent de ce statut. (Jerusalem Post, 23 janvier)

341. Le 23 janvier, des gardes frontière ont interpellé aux fins d'interrogatoire plusieurs travailleurs palestiniens qui restauraient des maisons appartenant à des Arabes dans un secteur d'Hébron sous contrôle israélien. (Ha'aretz, 24 janvier)

342. Le 24 janvier, on a appris que des sources palestiniennes étaient préoccupées par une activité de colonisation croissante autour de la ville de Naplouse, dans la vallée du Jourdain à l'est, du Wadi A-Teen près de Tulkarem à l'ouest, et à Kharbatha dans le centre, au sud-ouest de Ramallah. Un chercheur du groupe de la Solidarité internationale pour les droits de l'homme a expliqué que cette récente activité de colonisation était le résultat de l'allocation de 1 milliard de dollars affectée par le gouvernement Nétanyahou à la renaissance du mouvement colonial. (The Jerusalem Times, 24 janvier)

343. Le 26 janvier, l'Administration civile de la Rive occidentale et les FDI ont déraciné quelque 600 à 800 jeunes oliviers dans deux villages du secteur de Djénine. Au cours de cette opération, des heurts se sont produits entre les habitants et les soldats, et quatre résidents ont été appréhendés. Les jeunes arbres auraient été plantés dans le village peu auparavant, dans le cadre d'une campagne de l'Autorité palestinienne et des comités de protection des terres visant à renforcer les zones rurales palestiniennes, en particulier celles qui étaient menacées par les colonies. Les médias palestiniens faisaient état

d'opérations similaires chaque semaine. L'Administration civile a déclaré que ces opérations n'étaient effectuées que sur des terres appartenant à l'État. (Ha'aretz, 27 janvier)

344. Le 26 janvier, le Comité interministériel chargé des affaires de Jérusalem a réservé une somme supplémentaire de 130 millions de shekels pour le budget de la municipalité de Jérusalem dans le cadre d'un plan visant à renforcer la souveraineté d'Israël sur la partie orientale de la ville. Ces crédits serviraient à améliorer l'infrastructure routière et le système d'adduction d'eau, à installer un nouveau commissariat de police et à déployer 400 policiers de plus dans Jérusalem-Est. La décision du Comité serait la première depuis le changement de gouvernement. (Ha'aretz, 27 janvier)

345. Le 27 janvier, quelque 200 policiers et gardes frontière ont évacué cinq familles bédouines, soit environ 30 personnes, du voisinage de la colonie de Maaleh Adumim, au cours de la deuxième étape de l'expulsion hors du secteur de la tribu des Jahalins. Plusieurs Bédouins de campements voisins se sont joints aux familles installées sur le site et les hommes ont résisté de façon surtout passive. Au moins un homme a été traîné de force au bas d'une colline et cinq personnes auraient été blessées. L'avocate Lynda Brayer, qui a mené une bataille judiciaire, vaine en fin de compte, en faveur des Jahalins, a assisté à la scène et a dit "Je dis aux familles de ne pas se décourager, que le seul moyen pour les Israéliens de faire ce qu'ils font est la force brute. Ils n'ont pas la justice et le droit pour eux". Uzi Zerahiya, chef du Bureau régional pour Bethléem du Coordonnateur des activités du Gouvernement dans les territoires a déclaré que les Bédouins étaient déplacés par étapes dans l'espoir qu'ils verraient que l'Administration civile était bien décidée à appliquer la décision de la Haute Cour de déplacer la tribu et préféreraient donc s'en aller de leur propre initiative. Selon les rapports, le nouveau site alloué aux Jahalins était situé à 500 mètres de la plus importante décharge de Jérusalem et donc impropre à l'habitation humaine d'après les études environnementales. Sarah Kaminker, ancienne urbaniste à la municipalité de Jérusalem, associée au parti Meretz, a fait observer que selon les règles du Ministère de l'environnement lui-même, "aucun établissement humain ne devrait être installé à moins de deux kilomètres d'une décharge". Elle a ajouté que même si le site était sans danger du point de vue écologique, il fallait l'aménager en terrasses de façon que les Bédouins puissent y planter leurs tentes sur une surface plane. Mme Kaminker a conclu en disant qu'un terrain d'un demi-dounam ne suffisait pas à une famille. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 28 janvier)

346. Le 27 janvier, le Conseil municipal d'Hébron a condamné la décision des FDI d'interdire les constructions arabes dans le secteur de la casbah et a convoqué une réunion d'urgence pour faire face à ce qu'il a décrit comme une grave violation de l'accord sur Hébron. Dans une longue ordonnance écrite en hébreu et accompagnée de plusieurs cartes, le commandant en chef de la région centrale, le général de division, Uzi Dayan, a interdit aux Palestiniens toute reconstruction ou rénovation dans les secteurs indiqués sur les cartes. L'objectif était d'empêcher l'édification de tout bâtiment risquant de représenter une menace pour la colonie juive de la ville. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 28 janvier)

347. Le 29 janvier, le Conseil législatif palestinien qui se réunissait à Hébron, a dit à la municipalité d'Hébron d'ignorer l'ordre des FDI interdisant la construction dans la casbah. Le maire d'Hébron, Mustapha Natshe, a déclaré que l'interdiction était une manoeuvre à l'encontre des habitants de la vieille ville; l'interdiction visait 122 bâtiments, dont certains avaient été démolis par les bulldozers de l'armée, alors que les Israéliens rénovaient la yeshiva près de Beit Romano. Le Conseil législatif palestinien a également exprimé sa préoccupation devant les plans israéliens de relier la colonie de Maaleh Adumim, à l'est de Jérusalem, à celle de Neve Yaacov. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 30 janvier)

348. Le 29 janvier, il a été signalé que le Comité interministériel chargé des affaires des colonies avait ajouté 84 colonies, y compris celle d'Hébron, à la liste des colonies classées dans les catégories A et B des priorités nationales. Ces colonies devraient bénéficier de conditions avantageuses dans le domaine du logement, de l'éducation, de l'emploi, de l'impôt et de la protection sociale. Parmi celles qui ont été ajoutées à la liste on relève : Emmanuel, Kiryat Arba et de nombreuses colonies situées dans les secteurs relevant des conseils locaux de Har Hebron, Mate Binyamin, Samarie et Gush Etzion. Les colonies classées dans la liste nationale prioritaire B (ce qui signifie qu'elles devraient bénéficier d'une aide financière moindre) étaient Efrat, Ariel, Barkan, Mitzpeh Yericho, Ofra et Alon Shvut. Un total de 123 colonies situées au-delà de la Ligne verte figurait actuellement sur la nouvelle carte des priorités nationales, contre 39 auparavant. Le Gouvernement devait approuver la décision du Comité dans les jours qui suivaient. (Ha'aretz, 29 janvier)

349. Le 6 février, il a été signalé que le programme de construction du Ministère de la construction et du logement pour 1997 prévoyait la mise en vente de terrains pour construire 4 553 logements dans des colonies en Judée et en Samarie (Cisjordanie). Parmi ces propositions on prévoyait la mise en vente de terrains pour 300 logements à Emmanuel (dans le cadre d'un programme à long terme tendant à construire 1 159 logements dans cette colonie religieuse), 200 logements dans la zone de Givat Zayit à Efrat (dans le cadre d'un plan plus important portant sur la construction de 1 122 logements dans la colonie), 779 logements à Ariel, 500 à Alfei Menashe, 462 à Ofarim et 381 dans deux emplacements à Karnei Shomron. Ce programme en serait encore au stade initial mais des fonctionnaires du Ministère ont exprimé l'espoir que le Ministre de la construction et du logement, Meir Porush, donnerait bientôt son approbation officielle. (Jerusalem Post, 6 février)

350. Le 9 février, lors d'une table ronde de suivi du mouvement la Paix maintenant consacrée aux colonies, il a été déclaré que, dans les colonies dans les territoires, des villas étaient vendues à des prix extrêmement bas, c'est-à-dire à partir de 35 000 NIS, les acheteurs recevant des primes représentant au total 95 % de leur valeur. Dans certaines colonies comme Harmes, des parcelles étaient distribuées gratuitement à toute personne qui en faisait la demande dans le cadre des programmes "Bâissez votre maison". Le mouvement la Paix maintenant a aussi indiqué que les travaux de construction se poursuivaient dans plusieurs colonies, bien que les permis nécessaires n'aient pas été délivrés. S'agissant du rapport de la table ronde, le Conseil des communautés juives de

Judée et de Samarie (Cisjordanie) et de Gaza a expliqué que "le gouvernement actuel, contrairement au précédent, avait décidé d'un certain calendrier, qui était différent de celui de son prédécesseur et s'efforçait de minimiser la superficie des terres qui seraient remises à l'Autorité palestinienne". Une des façons d'y parvenir, notait le Conseil, était de construire des colonies en Judée et en Samarie (Cisjordanie). (Ha'aretz, 10 février)

351. Le 11 février, il a été rapporté que des membres de la Knesset de la Troisième Voie et du Parti national religieux avaient menacé de perturber le travail du Gouvernement, voire de le renverser, si le Premier Ministre Benyamin Nétanyahou ne donnait pas suite à divers projets de construction à Jérusalem. Emanuel Zissman (Troisième Voie), l'un des membres de la Knesset ne mâchant pas ses mots sur la question a déclaré que le renforcement de Jérusalem était l'un des points essentiels du programme de son parti. La Troisième Voie aurait demandé que 1 500 logements et 3 000 chambres d'hôtel soient construits dans la zone située entre la colonie de Maaleh Adumin et Jérusalem, en plus de routes, et le début du projet de Har Homa. (Jerusalem Post, 11 février)

352. Le 11 février, 10 Palestiniens ont été légèrement blessés au cours d'affrontements avec des soldats des FDI dans la région de Tulkarem. Ces échauffourées ont eu lieu lorsque des douzaines de résidents de villages de la région ont cherché à empêcher des géomètres de l'Administration civile de faire des relèvements près du village d'A-Ras. Elles se sont produites un jour après que l'Administration civile eut avisé le Gouverneur de Tulkarem d'un plan portant sur la transformation de la zone d'A-Ras en carrières. Les Palestiniens ont affirmé que celles-ci auraient des effets négatifs sur l'environnement et sur leurs principales sources de revenu. (Ha'aretz, 12 février)

353. Le 11 février, l'Administration civile a expulsé la plupart des membres de la tribu des Jahalins de la région de Maaleh Adumim – où ils vivaient depuis les années 50 – et les a transférés dans un nouvel emplacement situé près de la décharge d'Abu-Dis. La police a eu recours à la force lorsque plusieurs Bédouins ont fait de la résistance passive. Cinq Bédouins ont été arrêtés tandis que 9 étaient légèrement blessés et ont dû être soignés. L'opération d'expulsion est la plus importante qui ait eu lieu jusqu'ici. Trois petits campements ont été laissés sur les lieux, mais l'on s'attend à ce qu'ils soient eux aussi évacués. Huit familles environ vivaient dans la zone qui a été évacuée dans un premier temps pour permettre la construction d'un ensemble de villas. Des centaines de policiers ont encerclé les campements de la tribu, déclarant la zone zone militaire interdite et donnant aux Bédouins deux minutes pour vider les lieux. Plusieurs douzaines d'hommes se sont couchés sur le sol en se tenant par la main, mais des policiers les ont traînés plus loin tandis que des femmes de la police militaire entraient dans les tentes et les cabanes en tôle et en chassaient les femmes et les enfants. Quelques minutes plus tard, des travailleurs étrangers ont chargé les biens des résidents sur des camions, puis trois bulldozers sont arrivés et ont démolis les tentes et les cabanes de la tribu. Le dernier Bédouin à être expulsé était un vieil homme de 95 ans qui a été emmené sur une civière, tandis que sa femme, désespérée, protestait à grands cris auprès des policiers. Plus tard dans la journée, 16 autres familles ont été expulsées d'un autre campement situé à l'entrée de la colonie de Maaleh

Adumim. Environ 160 Bédouins – dont 10 militants de gauche – se sont couchés par terre, refusant d'être expulsés, mais des policiers les ont entraînés et les ont fait monter de force dans un autocar. Plusieurs Bédouins ont été blessés. Après l'expulsion, des bulldozers sont arrivés sur le terrain et ont détruit les cabanes en tôle de la tribu sous les applaudissements d'écoliers de la colonie de Maaleh Adumim. (Ha'aretz, 12 février)

354. Le 12 février, il a été signalé qu'une semaine plus tôt l'Administration civile avait expulsé deux familles de Bédouins de la vallée du Jourdain vers Har Hebron. Le porte-parole de l'Administration civile a déclaré que l'expulsion de la vallée du Jourdain avait été effectuée dans le cadre de l'expulsion de résidents de zones d'exercice de tirs à laquelle procédait alors l'Administration civile. (Ha'aretz, 12 février)

355. Le 13 février, le Vice-Ministre de l'éducation, Moshe Peled, a déclaré que son parti Tsomet se retirerait de la coalition si le Gouvernement ne mettait pas à exécution les plans de construction de logements juifs à Jérusalem-Est. (Jerusalem Post, 14 février)

356. Le 13 février, des centaines de résidents de la région de Tulkarem ont affronté, pour la troisième journée consécutive, des soldats des FDI qui étaient déployés dans la région afin de permettre aux géomètres israéliens d'effectuer leur travail. Les résidents protestaient contre un plan portant sur le creusement de six carrières dans la région. Les soldats des FDI ont réagi en frappant les protestataires avec la crosse de leur fusil et ils les ont séparés des géomètres qui ont poursuivi leur travail. Deux protestataires ont été blessés et ont dû être soignés tandis que deux soldats étaient légèrement blessés. Il a été rapporté qu'une ambulance n'avait pu se rendre sur les lieux en raison des barrages routiers des FDI. Dans un autre cas, des bulldozers ont commencé des travaux de nivellement en vue de la construction d'une nouvelle route desservant la colonie d'Elkanah. (Ha'aretz, 14 février)

357. Le 14 février, environ 200 personnes – dont trois membres du Conseil législatif palestinien, le Gouverneur de Tulkarem et une délégation du mouvement la Paix maintenant – ont organisé une manifestation contre l'ouverture de carrières par des sociétés israéliennes dans le Wadi A-Tin au sud-est de Tulkarem. Le docteur Harishe, membre du Conseil législatif, a déclaré que les carrières illustraient la politique raciste d'Israël qui n'hésitait pas à mettre la santé des Palestiniens en danger. "Nous ne permettrons pas que soient créées des carrières qui mettront en péril l'avenir des villages, de leurs résidents et la santé de nos enfants" a-t-il déclaré. Le Gouverneur de Tulkarem, M. A-Sharif, a, dans son discours, insisté sur le fait que les carrières compromettraient les possibilités de développement de Tulkarem dont les seules réserves de terres se trouvaient au sud-est de la ville. (Ha'aretz, 16 février)

358. Le 18 février, le Comité ministériel sur Jérusalem a décidé de procéder à la construction de deux routes à Jérusalem-Est et dans la zone voisine. Le Comité a voté en faveur du prolongement de l'autoroute 45 et de l'autoroute 4. L'autoroute 45 allait déjà de la zone de Modi'in, à l'est, passait le long de Beit Horon et se dirigeait vers la colonie de Givat Ze'ev. Elle serait

maintenant prolongée jusqu'à la colonie de Neveh Yaacov avant d'obliquer vers le sud-est vers la colonie de Maaleh Adumim. Le Comité a aussi, par un vote, décidé d'accélérer les plans de construction de la route de ceinture de Jérusalem-Est, y compris de la route du mont Scopus. Enfin, le Comité s'est engagé à faire progresser la planification de l'autoroute 80, priorité étant accordée au tronçon allant de Tel Arad à la colonie de Mishor Adumim. À une autre occasion, le mouvement la Paix maintenant a adressé une lettre au Premier Ministre Benyamin Nétanyahou pour protester contre les plans portant sur l'agrandissement de la route de contournement de Bethléem, qui avait été ouverte en septembre. Le mouvement a déclaré que l'élargissement de cette route ne ferait qu'envenimer les relations entre les Israéliens et les Palestiniens et gênerait les pourparlers de paix. (Jerusalem Post, 20 février)

359. Le 19 février, l'Administration civile a achevé d'expulser les 300 membres de la tribu des Jahalins de la région de Maaleh Adumim pour les transférer dans un emplacement permanent situé sur une colline près de la décharge d'Abu Dis. Une douzaine de familles, comptant environ 100 Bédouins, ont été expulsées au cours de l'opération. Des centaines de policiers de Judée et de Samarie (Cisjordanie) ont expulsé les Bédouins qui ont fait preuve de résistance passive. Des travailleurs étrangers ont enlevé les biens des résidents et des bulldozers ont détruit leurs tentes et leurs cabanes en tôle. (Ha'aretz, 20 février)

360. Le 19 février, le Ministère de la défense a rejeté les affirmations selon lesquelles de nouvelles colonies étaient construites en Judée et en Samarie (Cisjordanie). La déclaration du Ministère a été faite en réponse à un article paru dans le quotidien Ma'ariv, selon lequel Kfar Oranim, près de la colonie de Lapid, était la première nouvelle colonie à être construite en Judée et en Samarie (Cisjordanie) depuis 1992. Selon l'article, Kfar Oranim, situé sur une colline à l'ouest de Lapid, était une nouvelle colonie comptant 50 villas qui attendaient d'être habitées. Dans cet article était également énumérées une soixantaine d'autres colonies où des maisons et des appartements étaient construits, laissant entendre que l'on assistait en Judée et en Samarie (Cisjordanie) à un boom de la construction. (Jerusalem Post, 20 février)

361. Le 25 février, des centaines de Palestiniens ont protesté à Har Homa contre les plans du Gouvernement visant à construire une colonie juive sur un emplacement situé entre deux villages arabes dans le sud-est de Jérusalem. Certains protestataires agitaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "Jabal Abu Gneim ne deviendra pas Har Homa". L'animosité à l'égard de ce projet était en outre aggravée par le fait que les Palestiniens pensaient qu'Israël cherchait à réduire la population arabe de la ville en confisquant les cartes d'identité de Jérusalem aux Palestiniens qui avaient acquis une nationalité étrangère ou avaient déménagé à l'extérieur des limites municipales de Jérusalem. Feisal Hussein, responsable de l'Autorité palestinienne chargé des affaires de Jérusalem, a accusé le Gouvernement de chercher à couper Jérusalem-Est de la Cisjordanie et de séparer ses résidents de leurs institutions afin de judaïser la ville. Il a ajouté que le Gouvernement oeuvrait en vue de l'expulsion de résidents de Jérusalem-Est en créant une pénurie de logements puis en confisquant les cartes d'identité des résidents au

motif qu'ils ne vivaient plus dans la ville. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 26 février)

362. Le 26 février, le Comité ministériel sur Jérusalem dirigé par le Premier Ministre Benyamin Nétanyahou a approuvé à l'unanimité la construction de quelque 2 500 logements pour des Juifs dans le Har Homa au sud-est de Jérusalem malgré la vive opposition des Palestiniens et du monde arabe. Ce projet devrait accroître d'environ 25 000 le nombre des colons à Jérusalem. Après cette décision, le Premier Ministre Benyamin Nétanyahou a déclaré que les Palestiniens et le monde entier devaient comprendre que depuis le changement de Gouvernement l'attitude d'Israël à l'égard de Jérusalem avait changé et, qu'Israël refuserait de revenir aux frontières de 1967 ou d'accepter la création d'un État palestinien. Enfin, M. Nétanyahou a mis en garde contre le fait que, si la violence éclatait à nouveau, Israël ne poursuivrait pas le processus de paix. (Ha'aretz, 26 et 27 février; Jerusalem Post, 26 février)

363. Le 26 février, il a été signalé que des élèves de la yeshiva du collège militaire préparatoire de la colonie d'Eli avaient pris position sur le sommet d'une colline en Samarie en tant que première mesure vers l'implantation d'une colonie. Cette mesure ferait partie d'un plan du Ministère de la défense portant sur des entreprises nationales ayant pour but de motiver la jeunesse israélienne. Selon le Ministère de la défense, le plan nationaliste visait à encourager les jeunes à prendre part à des missions nationales et à des missions de sécurité et à renforcer leur attitude positive à l'égard des colonies. (Jerusalem Post, 26 février)

364. Le 26 février, en réponse à un appel lancé par les comités de protection des terres palestiniennes, un millier de Palestiniens de la région de Tulkarem ont pris part à des manifestations contre le creusement de carrières au sud-est de la ville. Les FDI n'ont pas empêché les protestataires d'atteindre cette zone car elle n'avait pas été déclarée zone militaire interdite, comme cela avait été le cas à d'autres occasions. Les Palestiniens ont affirmé que les carrières causeraient des dommages considérables à l'environnement, porteraient préjudice à la vie économique des villages voisins et bloqueraient le développement de Tulkarem. L'Administration civile et l'armée ont, en réponse, déclaré qu'Israël avait le droit de transformer une zone C en carrières. En outre, Israël a affirmé que ces carrières étaient conformes aux critères d'atteintes minimales à l'environnement. (Ha'aretz, 27 février)

365. Le 27 février, 1 500 manifestants environ ont pris part à une marche de protestation contre la construction de la colonie de Har Homa à Jérusalem-Est. Les manifestants sont partis de la mairie de Beit Sahur pour se diriger vers Jabal Abu Gneim, où la colonie doit être construite. On comptait parmi eux des Palestiniens dont les terres avaient été confisquées pour permettre les constructions prévues, des membres du Conseil législatif palestinien de la région de Bethléem, des militants du Fatah ainsi que des membres de diverses organisations de Bethléem et de Beit Sahur. En une autre occasion, le Hamas a publié une déclaration avertissant Israël que la construction de Har Homa entraînerait des violences et mettrait fin à de nombreux mois de calme. (Ha'aretz, 28 février)

366. Le 28 février, des soldats des FDI et des policiers ont obligé environ 150 Palestiniens à quitter la zone dite de la "Ferme expérimentale yougoslave" située dans la vallée du Jourdain. Cette zone avait été antérieurement le cadre de plusieurs affrontements. Peu avant le redéploiement d'Hébron, les FDI ont déclaré la ferme zone militaire interdite. Les Palestiniens ont affirmé que les terres leur appartenaient aux termes des Accords d'Oslo, qui stipulaient que toutes les fermes expérimentales des territoires seraient remises aux Palestiniens. Mais Israël a soutenu que la zone avait cessé d'être une ferme expérimentale en 1988, année durant laquelle elle avait été remise à la division des colonies de l'Organisation sioniste mondiale. En 1994, la ferme était devenue partie du moshav Masua. (Jerusalem Post, 2 mars)

367. Le 3 mars, il a été signalé que le Ministre de la défense Yitzhak Mordechai avait récemment approuvé l'élaboration d'un plan-cadre d'utilisation de 10 000 dounams de terre pour relier la colonie de Maaleh Adumim à Jérusalem, plan qui devrait être soumis au Higher Planning Committee (Haut Comité d'urbanisme) pour la Judée et la Samarie (Cisjordanie). Le plan prévoyait la construction de 1 500 logements et de 3 000 chambres d'hôtel entre la colonie et Jérusalem. (Ha'aretz, 3 mars)

368. Le 4 mars, il a été rapporté que le Conseil régional de la vallée du Jourdain était engagé dans une campagne visant à encourager la population israélienne à s'installer dans la région. Dans le cadre de cette campagne lancée sous le slogan "The Jordan Valley – A Strip of Opportunities", on proposait de construire 259 nouvelles maisons dans six à huit colonies en 1997 en plus des 50 maisons qui étaient déjà construites et prêtes à être mises en location ou en vente; 359 maisons supplémentaires en étaient, était-il indiqué, encore au stade de la planification dans l'attente des autorisations. Il était prévu d'accorder aux futurs résidents des subventions et des prêts couvrant la plus grande partie des coûts, qui seraient d'environ 207 000 NIS pour une maison de 130 mètres carrés placée sur un terrain d'un demi-dounam. En outre, des plans avaient été établis pour construire, en coopération avec la colonie de Maaleh Ephraïm, un site industriel sur 2 000 dounams. On annonçait en outre dans le cadre de la campagne que le collège de Judée-Samarie, dans la colonie d'Ariel, ouvrirait une section locale à Maaleh Ephraïm en octobre. D'autres plans approuvés concernaient l'aménagement d'une plage au nord de la mer Morte et la construction de cinq hôtels. Le chef du Conseil régional de la vallée du Jourdain a déclaré que le Gouvernement avait déjà approuvé pour 1997 un montant supplémentaire de 168 millions de NIS pour la région. (Jerusalem Post, 4 mars)

369. Le 4 mars, il a été rapporté que le budget des collèges religieux, dont la plupart étaient situés dans les territoires, serait multiplié par 14 et atteindrait 6 millions de NIS. (Ha'aretz, 4 mars)

370. Le 7 mars, environ 2 000 manifestants ont défilé vers Har Homa. Les manifestants, partis d'une école de Beit Sahur, ont crié des slogans tels que "honte à Nétanyahou", mais ont été arrêtés par un cordon de soldats et de policiers au sommet d'une colline située en face d'Har Homa. Marwan Barghouti, chef du Fatah en Cisjordanie et membre du Conseil législatif palestinien, a déclaré que le nombre de manifestants était relativement faible parce que

23 autocars avaient été arrêtés à des barrages routiers au nord de Jérusalem. Faisal Hussein a appelé les manifestants à ne pas affronter les soldats et a exprimé l'espoir qu'Israël reviendrait sur sa décision de construire à Djabal Abou Ghounaym et arrêterait de confisquer des cartes d'identité à Jérusalem-Est, de démolir des maisons palestiniennes et d'isoler la Cisjordanie de la bande de Gaza. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 9 mars)

371. Le 9 mars, le Ministre de la défense Yitzhak Mordechai a visité la colonie de Karmeï Tzur et a assuré ses résidents que la route de 1,5 kilomètre conduisant à la colonie resterait dans la zone C qui était sous contrôle exclusif d'Israël. (Jerusalem Post, 11 mars)

372. Le 9 mars, les participants à une réunion de tous les groupes politiques palestiniens tenue à Gaza ont établi un organisme commun OLP-Comité islamique pour résister à la politique israélienne d'implantation de colonies et d'expropriation de terres. La réunion était organisée par le Comité islamique d'opposition aux implantations de colonies, l'un des quatre bureaux dont la fermeture a été ordonnée à Jérusalem, ainsi que l'Autorité palestinienne. (Jerusalem Post, 10 mars)

373. Le 10 mars, une centaine de Palestiniens se sont heurtés à 150 soldats à Hébron lors d'un incident dans le cadre duquel les Palestiniens ont tenté d'empêcher les bulldozers d'ouvrir une nouvelle route qui aurait pour effet de faire passer la colonie de Kiryat Arba dans la partie d'Hébron sous contrôle israélien. Les soldats ont utilisé la force contre les hommes, les femmes et les enfants, blessant 12 personnes à coups de matraque et de crosse. Au moins cinq Palestiniens ont été placés en détention. Les Palestiniens ont déclaré que les affrontements avaient éclaté lorsque les bulldozers israéliens avaient commencé à passer dans leurs plantations de vignes, d'amandiers et d'oliviers. Les FDI ont déclaré la zone périmètre militaire interdit. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 11 mars)

374. Le 10 mars, cinq familles bédouines se sont vu intimer l'ordre de quitter le secteur de Hima, dans la partie supérieure de la vallée du Jourdain. Les familles ont refusé de se soumettre à l'ordre de l'Administrateur civil, qui ne leur avait pas remis d'injonction écrite d'expulsion, s'étant contenté de le leur signifier verbalement. Les familles vivaient à quelques centaines de mètres de Mehola, première colonie implantée par Israël après la guerre de juin 1967. (The Jerusalem Times, 14 mars)

375. Le 11 mars, un groupe de Palestiniens a réussi à arrêter les excavations à Givat Hazayit, en bordure de la colonie d'Efrat. L'incident se serait produit lorsque 10 Palestiniens arrivés sur le site ont tenté d'arrêter deux bulldozers et menacé de tuer l'un des travailleurs. La police et les soldats des FDI arrivés sur les lieux ont obligé les Palestiniens à partir et ont exigé que tous les travaux soient arrêtés tant qu'on ne leur aurait pas présenté une copie d'une décision judiciaire autorisant la construction. Selon un colon, il était prévu de construire 400 maisons sur le site et toutes les autorisations et tous les permis nécessaires avaient été reçus. Il a déclaré en outre que des Palestiniens des villages environnants avaient par le passé formé des recours

auprès de la Haute Cour en se plaignant que les colons d'Efrat construisaient sur des terres palestiniennes. La Cour avait cependant rejeté tous leurs griefs comme étant sans fondement. Dans un autre contexte, les bulldozers ont continué les travaux pour la construction d'une route de sécurité dans le secteur occidental de la colonie de Kiryat Arba. L'Autorité palestinienne a affirmé que les bulldozers détruisaient les plantations de vignes, d'amandiers et d'oliviers. La zone a été déclarée périmètre militaire fermé le 10 mars après que 150 Palestiniens y eurent manifesté et y eurent affronté les soldats des FDI pour tenter d'empêcher les bulldozers de préparer la voie pour la construction de la route de sécurité. (Jerusalem Post, 12 mars)

376. Le 14 mars, il a été signalé que pour la troisième journée consécutive, les bulldozers israéliens procédaient au nivellement des terres à l'est d'Hébron pour préparer la construction d'une route qui relierait la colonie de Kiryat Arba à la vieille ville d'Hébron. Les Palestiniens qui vivaient entre Kiryat Arba et la partie ancienne d'Hébron ont dit leurs craintes de voir la nouvelle voie de desserte créer une situation telle qu'ils se verraient contraints de quitter leur maison. D'autre part, les propriétaires terriens se sont plaints des dégâts considérables causés à leurs terres, qui étaient surtout à vocation agricole. (The Jerusalem Times, 14 mars)

377. Le 14 mars, il a été signalé que des éleveurs palestiniens vivant dans la vallée du Jourdain, dans le périmètre couvrant les régions montagneuses voisines de Tubas, Tamous et Nassiryeh à l'est de Naplouse, jusque vers l'est et Jéricho au sud, s'étaient vu remettre des sommations d'expulsion. La mesure était perçue comme s'inscrivant dans une campagne menée par Israël en vue de débarrasser la région de sa population arabe vivant éparpillée, avoir la mainmise sur les ressources en eau et les plaines et satisfaire ses visées expansionnistes. (The Jerusalem Times, 14 mars)

378. Le 17 mars, lors d'une conférence de presse tenue à Jérusalem, le mouvement La paix maintenant a présenté un rapport périodique portant sur les changements intervenus en matière d'implantation de colonies sous le gouvernement Nétanyahou. Selon ce rapport, le Ministre de la défense Yitzhak Mordechai avait délivré des permis de construire pour plus de 4 000 logements à Kiryat Sefer, Maaleh Adumim, la vallée du Jourdain et Emmanuel. En outre, 3 000 appartements dont la vente avait été gelée par le gouvernement Rabin avaient été mis sur le marché. Le rapport indiquait aussi que le nombre de colons était passé de 137 000 au début de 1996 à environ 150 000 à la fin de la même année, ce qui représentait une augmentation de 9,4 %. Pendant la même période, il y avait eu 4 661 naissances dans les colonies, ce qui signifiait qu'environ 9 000 personnes supplémentaires s'y étaient installées. Cependant, le changement le plus important, selon le mouvement La paix maintenant, avait été la forte augmentation des budgets alloués aux colonies. (Ha'aretz, 18 mars)

379. Le 18 mars, il a été rapporté que depuis la mi-février le Ministère de l'intérieur avait adressé des lettres à des centaines de Palestiniens titulaires de cartes d'identité israéliennes qui vivaient à l'extérieur des limites municipales de Jérusalem, en leur indiquant que leur droit de résider à Jérusalem avait été aboli. Selon des estimations des organisations qui

s'occupaient des droits de l'homme, la politique de confiscation des cartes d'identité affectait environ 50 000 résidents palestiniens de Jérusalem dont la plupart vivaient en Cisjordanie. Pour les Palestiniens, la perte de la carte d'identité israélienne bleue signifiait la perte de leur droit de circuler librement à l'intérieur de la Ligne verte, y compris à Jérusalem-Est, la perte de leur droit de travailler et de vivre dans la ville ou de s'y rendre ainsi que du droit d'y faire enregistrer leurs enfants comme résidents. Commentant cette mesure, Ingrid Jaradat, Directrice du Residency Project (Alternative Information Centre), a dit que le Ministre de l'intérieur n'avait jamais déclaré que la Cisjordanie ne faisait pas partie de l'État d'Israël ni que les Palestiniens qui s'y installaient risquaient de perdre leur carte d'identité. "Israël", a-t-elle dit, "veut se prononcer sur la situation démographique à Jérusalem et réduire sa population palestinienne avant les négociations sur le statut définitif". (Ha'aretz, 17 mars)

380. Le 18 mars, les travaux de construction ont finalement commencé à Har Homa malgré le concert de condamnations émanant de la communauté internationale. Le porte-parole du Ministère du logement Moshe Eilat a annoncé que les premières maisons pourraient être occupées dès 1999. Il était prévu de construire 2 400 maisons dans la première phase et 4 000 dans la suivante. Dans une déclaration faite à la radio palestinienne, Yasser Arafat a appelé les Palestiniens à ne pas commettre d'actes de violence et à ne pas se laisser entraîner vers la violence par Israël. Cependant, une cinquantaine de jeunes Palestiniens ont jeté des pierres à partir d'Umm Tuba, en bordure du lieu de construction. Ils ont aussi brûlé des pneus et bloqué une route. Il y a par ailleurs eu des échauffourées entre une poignée de jeunes et des soldats sur un autre site proche. D'importantes forces de sécurité, appuyées par des hélicoptères de l'armée, ont été déployées dans toute la zone pour le cas où les manifestants palestiniens provoqueraient des troubles. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 19 mars)

381. Le 19 mars, la Haute Cour de justice a rejeté deux recours visant à arrêter les travaux de construction à Har Homa alors que les excavatrices continuaient à fonctionner sur ce site, au sommet d'une colline de Jérusalem. Cependant, après avoir entendu les arguments selon lesquels les urbanistes avaient uniquement pris en compte les besoins des résidents juifs de la ville, les juges ont demandé au Gouvernement de donner dans les 60 jours des explications sur sa décision. Les recours ont été formés le 4 mars 1997 par 29 Palestiniens des villages d'Umm Tuba et Beit Sahur dont les terres avaient été confisquées en 1991 pour permettre la construction du quartier d'Har Homa ainsi que par l'association Ir Shalem. Les requérants affirmaient qu'à peu près un tiers des terres de Jérusalem-Est – plus de 23 000 dounams sur environ 70 000 – avaient été confisquées depuis 1967. Toutes les expropriations avaient lieu dans des zones à population arabe et la vaste majorité des terres visées étaient la propriété d'Arabes. Plus de 40 000 logements avaient été construits sur les terres confisquées, uniquement pour la population juive. On n'en avait pas construit un seul pour la population arabe. Les requérants affirmaient aussi que, sur la superficie totale de Jérusalem-Est (environ 70,5 kilomètres carrés), 6 kilomètres carrés seulement pouvaient être utilisés pour construire. Dans ces zones, les obstacles juridiques, économiques et urbanistiques étaient si

nombreux que, dans la plupart des cas, la possibilité d'obtenir un permis de construire était purement théorique. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 20 mars)

382. Le 19 mars, cinq familles juives ont emménagé dans la zone de la cité de David, dans le quartier arabe de Silwan, à Jérusalem. Les familles étaient accompagnées d'un membre de la Knesset, Hanan Porat, et de 10 gardes privés. Selon la police, l'installation était légale et il n'y avait pas lieu de prendre des mesures contre les familles. Les maisons avaient été achetées six mois plus tôt à un particulier par l'organisation Elad. Selon le porte-parole de cette organisation, l'emménagement s'inscrivait dans le cadre des efforts que faisait Elad pour coloniser l'ensemble de la zone où le Roi David avait résidé à l'époque de la construction du premier temple. Le porte-parole a aussi indiqué que le groupe s'installerait dans une autre maison dans trois à quatre mois. Il s'agirait de 30 familles juives comptant 70 personnes qui vivaient dans la cité de David, en plus de 30 étudiants d'une yeshiva qui y étudiaient pendant la journée. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 21 mars)

383. Le 3 avril, le Ministère de l'habitat a annoncé le lancement d'une nouvelle campagne destinée à aider les acheteurs de nouveaux appartements dans 110 colonies. Dans le cadre de cette campagne, les acheteurs remplissant les conditions requises recevraient un prêt complémentaire variant entre 10 000 et 50 000 shekels par famille. Dans le même ordre d'idées, 84 colonies supplémentaires ont été officiellement définies comme zones de développement A et B. (Ha'aretz, 4 avril)

384. Le 4 avril, il a été rapporté que le Ministre de la défense, Yitzhak Mordechai, avait approuvé les plans de construction des colonies de Ganim et Shaarei Tikvah. Ces plans prévoyaient la construction de 310 logements à Ganim (zone de Djénine) et de 48 logements à Shaarei Tikvah (situé dans la partie occidentale de la Cisjordanie). (Ha'aretz, 4 avril)

385. Le 9 avril, l'organisation de défense des droits de l'homme B'tselem et le Centre for the Defence of the Individual ont publié un rapport accusant le Gouvernement israélien d'entreprendre une expulsion discrète des résidents palestiniens de Jérusalem-Est. "Au moyen de lois, de réglementations, de verdicts et de stratagèmes administratifs", accusaient les auteurs dudit rapport, "des milliers de Palestiniens sont expulsés de leur domicile. Ils sont contraints de renoncer à leurs droits sociaux, d'abandonner leur famille et de refaire leur vie ailleurs". Ce rapport de 43 pages, intitulé "The quiet deportation", soutenait que le Ministère de l'intérieur mettait en oeuvre une nouvelle politique consistant à enlever aux Palestiniens le droit de vivre à Jérusalem en appliquant la loi relative à l'entrée en Israël, en vertu de laquelle les résidents palestiniens de la ville étaient considérés comme des immigrants. Le rapport faisait observer que le fait de considérer les résidents de Jérusalem-Est comme des étrangers entrés en Israël avait de quoi rendre perplexe, puisque c'était Israël qui était entré à Jérusalem-Est en 1967. Le rapport déclarait que depuis 1967, le Ministère de l'intérieur avait reconnu de facto le droit de résidence des résidents palestiniens de Jérusalem-Est qui étaient allés s'installer dans les territoires ou qui avaient séjourné longtemps à l'étranger, tant qu'ils retournaient à Jérusalem pour renouveler à temps leur

permis. Or, voilà qu'à présent, le Ministère leur retirait le droit de vivre à Jérusalem et appliquait de façon rétroactive sa nouvelle politique aux personnes qui avaient en toute innocence planifié leur vie en fonction de la politique précédente. Les auteurs du rapport déploraient que le Ministère de l'intérieur n'eût jamais averti les résidents de Jérusalem-Est titulaires de la carte d'identité bleue israélienne qu'ils risquaient de perdre leur carte d'identité en allant s'installer dans les territoires (y compris dans la banlieue de Jérusalem). "À cause du manque de clarté de la nouvelle politique", accusaient les auteurs du rapport, "des dizaines de milliers de Palestiniens vivent dans l'incertitude quant à leur statut et à leur avenir dans la ville". Les auteurs du rapport ont protesté également contre la discrimination entre les résidents permanents palestiniens de Jérusalem-Est et les autres résidents permanents qui étaient allés s'installer en colonies dans les territoires sans perdre leurs droits. Ils faisaient observer que les milliers d'Arabes de Jérusalem qui étaient allés vivre en dehors des limites municipales ne l'avaient pas fait de leur propre gré, mais en raison des politiques de construction israéliennes. On pouvait lire dans le rapport que par rapport aux constructions massives dont a bénéficié la population juive, les bâtiments destinés aux Palestiniens sont peu nombreux et sont pour la plupart construits par des entrepreneurs privés. Il y était ajouté qu'en raison de cette politique, la pénurie de logements au sein de la population palestinienne de Jérusalem excédait actuellement 20 000 logements, ce qui entraînait une hausse des loyers dans les zones arabes. B'tselem estimait que 70 000 Palestiniens détenteurs d'une carte d'identité israélienne vivaient en dehors de Jérusalem et risquaient de ce fait de perdre leurs droits de résidence. Réfutant les accusations contenues dans le rapport, le Ministère de l'intérieur a fait observer que les résidents de Jérusalem avaient le droit de demander la nationalité israélienne et que ceux qui n'avaient pas exercé ce droit tombaient sous le coup des réglementations relatives à l'ensemble des autres résidents permanents dans l'État d'Israël. Le Ministère a estimé à 600 le nombre des Palestiniens qui avaient perdu leur carte d'identité parce qu'ils avaient quitté Jérusalem ou pris une nationalité étrangère. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 8 avril)

386. Le 10 avril, il a été rapporté que la direction de l'aménagement du Ministère de l'industrie et du commerce avait commencé des travaux destinés à agrandir de 520 dounams la zone industrielle de Barkan. Cette zone, située près de la colonie d'Ariel, passait pour être la plus grande zone industrielle israélienne en Cisjordanie. (Ha'aretz, 10 avril)

387. Le 11 avril, il a été signalé que la moitié des terres appartenant aux villages d'Um Tuba et de Sur Baher dans la banlieue sud de Jérusalem avait été réservée pour des espaces verts dans le plan directeur de la municipalité de Jérusalem. Ces terres étaient contiguës au Djabal Abou Ghounaym, où Israël avait commencé la construction d'une nouvelle colonie, Har Homa. (The Jerusalem Times, 11 avril)

388. Le 17 avril, il a été signalé que les manifestations pacifiques au sommet du Djabal Deek étaient arrivées au terme de leur premier mois. Le camp palestinien avait été dressé sur le Djabal Deek en tant que symbole de la protestation pacifique de la collectivité contre la politique israélienne de

colonisation, qui devait faire du Djabal Abou Ghounaym voisin une colonie juive. (The Jerusalem Times, 17 avril)

389. Le 24 avril, des heurts ont éclaté entre des soldats des FDI et des manifestants palestiniens qui tentaient d'empêcher des colons de Gush Katif d'agrandir leur colonie en empiétant sur des terres palestiniennes près de Khan Younis. Les soldats auraient ouvert le feu sur les manifestants et procédé à plusieurs arrestations. (Ha'aretz, 25 avril)

390. Le 25 avril, il a été signalé qu'Israël poursuivait ses projets visant à vider plusieurs zones palestiniennes de leur population bédouine. Les zones concernées étaient la vallée du Jourdain et les terres autour de Khan Al Ahmar, dans la banlieue est de Jérusalem. Des injonctions avaient été remises à 122 familles bédouines au cours des deux semaines précédentes. Dans la zone de Jérusalem, les Arabes Sawahrah s'étaient vu intimer l'ordre de quitter les pâturages qu'ils utilisaient dans la zone de Khan Al Ahmar sur la route de Jérusalem à Jéricho, qui était contiguë à la colonie de Maaleh Adumim. Israël avait également pris des mesures visant à expulser la population bédouine de Ta'amreh et de Rashaideh, au sud-est de Bethléem. Dans la vallée du Jourdain, les FDI ont remis des injonctions d'expulsion à 20 familles vivant dans des abris de fortune dans la zone de Tamoun. Les soldats ont ensuite détruit leurs abris. Les bergers se sont également vu intimer l'ordre de rendre leur carte d'identité. (The Jerusalem Times, 25 avril)

391. Le 28 avril, des Palestiniens de la bande de Gaza ont manifesté près de la colonie de Kfar Yam pour protester contre la confiscation de terres appartenant à des Palestiniens de façon à permettre la construction de remparts autour des colonies de Gush Katif. Ces remparts étaient destinés à protéger les colonies contre d'éventuelles attaques palestiniennes. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 29 avril)

392. Le 30 avril, il a été rapporté que l'Administration civile avait fait paraître une annonce concernant un projet destiné à agrandir de quelque 220 dounams la colonie d'Efrat. Une femme membre du Conseil d'Efrat a déclaré qu'en 1991, la colonie avait reçu de l'État 5 000 dounams de terres publiques. Elle a indiqué que seuls 1 000 dounams avaient été aménagés, en sus des 500 dounams en cours d'aménagement à Har Hazayit. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 1er mai)

393. Le 30 avril, il a été rapporté que le Ministère de la défense avait élaboré un plan se chiffrant à plus d'un milliard de dollars en vue de la construction de nouvelles rocade dans les zones autonomes et en Cisjordanie. Si ce plan était approuvé, on devait s'attendre à de nouvelles confiscations de terres palestiniennes. Avi Benayahu, coordonnateur des médias pour le Ministre de la défense Yitzhak Mordechai, s'est refusé à tout commentaire sur cette information, se contentant de déclarer que depuis la Conférence de Madrid et les négociations d'Oslo, on avait programmé un réseau de rocades pour résoudre les problèmes de sécurité et empêcher des frictions entre Israéliens et Palestiniens. (Ha'aretz, 30 avril; Jerusalem Post, 1er mai)

394. Le 30 avril, le Gouvernement israélien a donné le feu vert aux colons de la zone de Bethléem pour qu'ils agrandissent la colonie d'Efrat au détriment des villages d'Al Kadr et Artas. Israël a également commencé à agrandir la colonie d'Adam dans la banlieue nord-est de Jérusalem, au détriment des villages d'Hizma et d'Anata. Par ailleurs, il a été signalé qu'Israël avait accepté d'interrompre le projet d'expansion de la colonie de Kfar Yam et d'enlever les tas de boue qui avaient été accumulés au poste de contrôle de Tuffah séparant la ville de Khan Yunis de l'enclave de Mawasi. Cette enclave conduisait à la zone de colonisation de Gush Katif, sous contrôle israélien. (The Jerusalem Times, 2 mai)

F. Informations concernant le Golan arabe syrien occupé

395. Le 6 janvier, le Vice-Ministre du logement, Meir Porush, a annoncé la décision d'autoriser la construction de 200 logements supplémentaires dans la colonie de Katzrin en 1997. Les logements prévus s'ajoutaient aux 96 logements qui avaient fait la semaine précédente l'objet d'un appel d'offres et aux 35 logements prévus dans le cadre du projet "Bâissez votre maison". Le chef du Conseil local de Katzrin s'est déclaré certain que les logements prévus seraient très demandés. Entre autres avantages, les colons des hauteurs du Golan devraient bénéficier de primes s'élevant à 50 000 shekels ainsi que d'un crédit hypothécaire avantageux s'élevant à 95 % de la valeur du bien. Quelque 500 logements seraient prévus ou en construction dans la colonie de Katzrin. (Ha'aretz, 7 janvier)

396. Selon le quotidien français Le Figaro du 18 janvier, le Premier Ministre, Benyamin Nétanyahou, avait déclaré que l'avenir du Golan n'était pas négociable. Dans un entretien avec le journal, M. Nétanyahou avait dit que les hauteurs du Golan devaient rester sous contrôle israélien à cause de leur importance stratégique, historique et économique. (Jerusalem Post, 19 janvier)

397. Le 23 janvier, il a été signalé que la police et le Service général de sécurité avaient arrêté cinq druzes des hauteurs du Golan soupçonnés d'être les inspireurs d'une récente vague d'incendies criminels dans la région, y compris deux attaques de patrouilles des FDI au cocktail Molotov. Les suspects, habitants du village de Majdal Shams, avaient été arrêtés deux semaines auparavant, mais le tribunal d'instance d'Acre avait interdit qu'il soit fait état de l'affaire. L'interdiction avait été levée le 22 janvier lorsque la police avait affirmé que les cinq suspects, dont deux étaient des mineurs, avaient avoué avoir participé aux attentats nationalistes. (Jerusalem Post, 23 janvier)

398. Le 13 février, dans les hauteurs du Golan, des drapeaux syriens ont été hissés sur des écoles et des maisons dans les villages de Majdal Shams, de Bukata et de Mas'ada, dont les résidents se préparaient à marquer l'anniversaire de leur grève générale de 1982 contre l'annexion du Golan par Israël et la délivrance de papiers d'identité israéliens. Les écoles des villages ont été fermées et des douzaines d'élèves ont pris part à un défilé sur la place principale de Majdal Shams. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 14 février)

399. Le 14 février, les Druzes des hauteurs du Golan ont marqué le quinzième anniversaire de leur grève générale contre l'application de la loi israélienne dans la région. Les magasins, les écoles et les commerces des villages ont été fermés et la plupart des résidents ne sont pas allés travailler. La police était de garde à Majdal Shams et dans d'autres villages en cas de troubles mais la journée s'est déroulée tranquillement. Une estrade a été construite du côté syrien de la frontière, en face de Majdal Shams, et des responsables druzes et syriens ont crié des messages d'encouragement aux résidents du village des hauteurs du Golan. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 16 février)

400. Le 2 mars, il a été rapporté que le Premier Ministre Benyamin Nétanyahou avait accepté une demande personnelle faite par le Président Bill Clinton, lors de leur rencontre à la Maison Blanche en février de reconnaître la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, en date du 22 novembre 1967, comme étant applicable aux hauteurs du Golan. Cependant, selon des sources politiques, M. Nétanyahou a ajouté une réserve à cette concession : Israël conserverait son interprétation traditionnelle de la résolution, c'est-à-dire qu'il céderait une partie mais pas nécessairement l'ensemble du territoire. Or, Yitzhak Rabin avait dit au Président Clinton quelques années auparavant qu'il céderait l'ensemble du Golan pour revenir aux frontières du 4 juin 1967 si des dispositions adéquates étaient prises en matière de sécurité. Des représentants syriens ont souligné qu'un tel engagement leur avait été transmis par des interlocuteurs israéliens et constituait donc un accord. M. Nétanyahou a cependant fermement rejeté tout retour à ces frontières. (Jerusalem Post, 2 mars)

401. Le 23 mars, un résident du village de Majdal Shams a été arrêté parce qu'il était soupçonné d'avoir lancé la veille une bombe incendiaire sur une jeep des FDI près de ce qui est connu sous le nom de Shouting Hill, aux abords de ce village des hauteurs du Golan. Le suspect a été interrogé par les agents de sécurité et a reconnu avoir lancé la bombe incendiaire. (Ha'aretz, Jerusalem Post, 24 mars)
